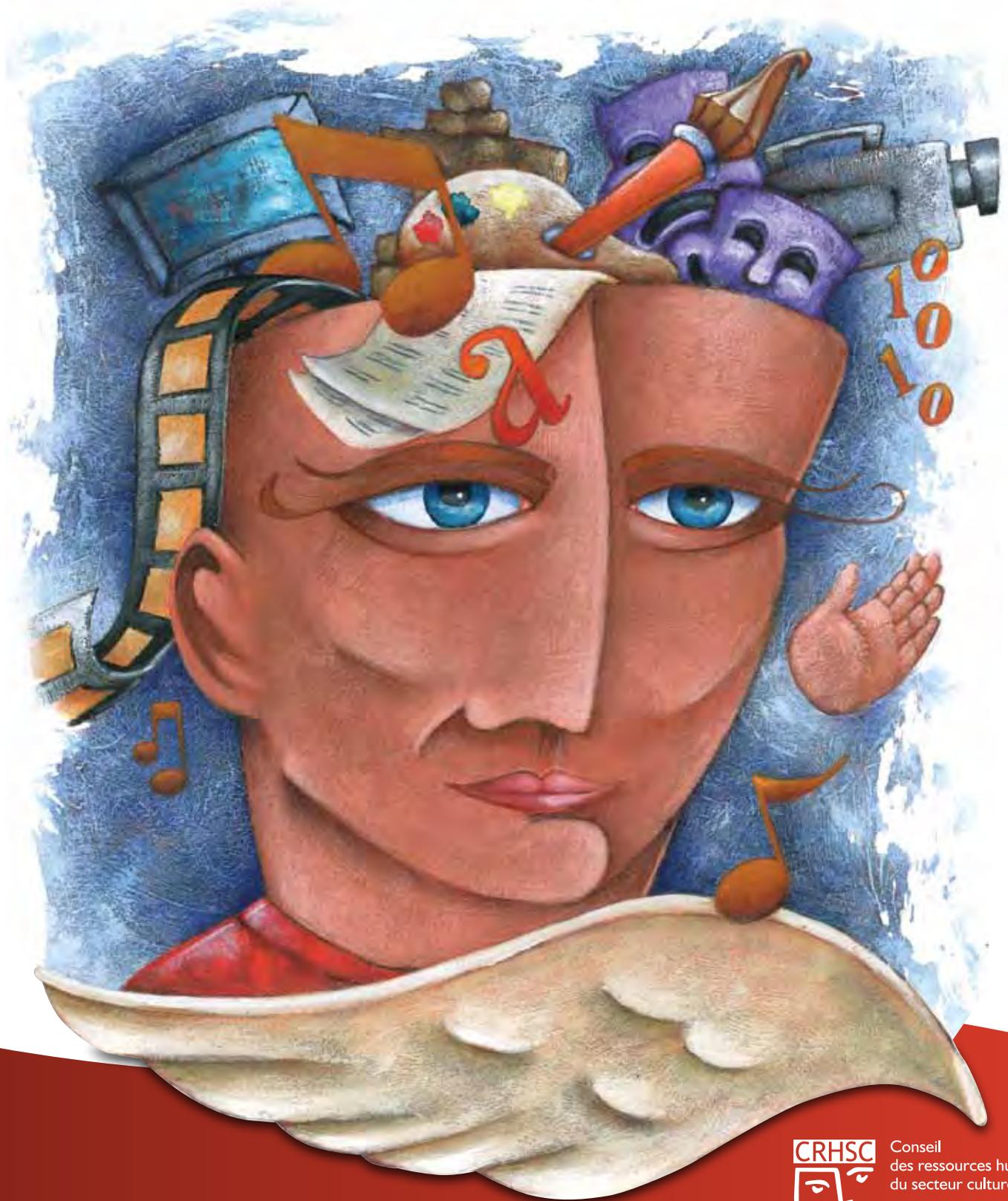


ÉTUDE SUR LES RH 2010

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL POUR LE SECTEUR CULTUREL CANADIEN



DÉCEMBRE 2010



CRHSC
Conseil
des ressources humaines
du secteur culturel

CHRC
Cultural
Human Resources
Council

**ÉTUDE SUR LES RH DANS LE SECTEUR
CULTUREL 2010**
RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ
DU TRAVAIL DU SECTEUR CULTUREL CANADIEN

Décembre 2010

Le Conference Board du Canada

Ottawa, ON



Cultural
Human Resources
Council

Conseil
des ressources humaines
du secteur culturel

17, rue York, suite 201, Ottawa (Ontario) K1N 9J6
www.crhsculturel.ca

REMERCIEMENTS

Le Conseil des ressources humaines du secteur culturel tient à remercier les membres du Comité directeur de l'étude des ressources humaines qui en ont guidé la réalisation depuis le début, sous la direction du président du comité, Richard Hornsby. Le CRHSC remercie également les personnes-ressources, les membres de groupes de discussion d'un océan à l'autre et les milliers de répondants au sondage qui ont contribué aux recommandations contenues dans le rapport. De plus, le CRHSC est reconnaissant envers ceux et celles qui ont participé à la table ronde nationale de 2010 qui a permis de préciser les recommandations du rapport final.

Ce rapport a été préparé par Le Conference Board du Canada sous la direction de Michael Bloom, vice-président, Organizational Effectiveness and Learning. Le rapport a été rédigé et recherché par Greg Hermus, Joseph Haimowitz, David Redekop et Tony Fisher avec l'assistance d'Alison Howard (Campbell), P. Derek Hughes et Douglas Watt.

Le Conference Board du Canada est reconnaissant au comité directeur du projet (voir Annexe G), au panel d'experts et aux multiples entreprises, gouvernement, organismes sans but lucratifs, les leaders culturels indépendants, les gestionnaires et les travailleuses et travailleurs qui ont partagé leur savoir et leurs idées lors des entrevues, des groupes de discussion et des sondages en ligne menés dans le cadre du processus de recherche pour ce projet. Les remerciements vont également à la contribution faite par nos experts en matière, Sheldon Stein-Sacks, Keith Kelly, Bruce Porter, Peter Lyman et l'équipe du CRHSC, la directrice générale, Susan Annis, la gestionnaire principale de projet, Lucie D'Aoust et la gestionnaire des communications et du marketing, Geneviève Denis. Ce document a été traduit par Louise Allaire.

Bien que le Comité directeur du projet de recherche et les experts en la matière aient contribué au contenu, Le Conference Board du Canada accepte toute responsabilité en ce qui concerne les erreurs ou les omissions que le document pourrait contenir.

Tous droits réservés. Le Conseil des ressources humaines du secteur culturel vous invite à copier ou à imprimer ce document à des fins non-commerciales, personnelles et éducatives seulement. L'information présentée ne peut être reproduite, modifiée ou redistribuée, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, pour tout usage autre que ceux mentionnés ci-haut, sans l'autorisation écrite préalable du CRHSC. De nombreux représentants du secteur culturel canadien ont généreusement participé à la préparation de ce Guide de facilitateur. Le CHRSC espère que ces informations seront utiles et faciles à consulter, mais les fournit telles quelles. Il n'offre aucune garantie concernant lesdites informations et ne fait aucune représentation par leur publication. Le CRHSC rejette toute responsabilité, quelle qu'elle soit, découlant de l'utilisation, ou l'impossibilité d'utiliser ces informations.

Les opinions et les interprétations figurant dans la présente publication sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement celles du gouvernement du Canada.

Ce projet est financé par le gouvernement du Canada par l'entremise du Programme des conseils sectoriels.

The logo for the Government of Canada, featuring the word "Canada" in a serif font with a small Canadian flag icon above the letter 'a'.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire	3
1. Introduction	8
1.1 Comment se servir du rapport	10
2. Définir la portée du secteur culturel	11
2.1 Définition de biens et de services culturels	11
2.2 La chaîne de création	13
2.3 Mesurer le produit et l'emploi	14
3. Professions de la culture	18
3.1 Profil d'emploi des professions de la culture	19
3.1.1 Croissance de l'emploi	19
3.1.2 Distribution régionale de la population active de la culture	20
3.2 Profil démographique de la population active de la culture	21
3.2.1 Profil d'âge	21
3.2.2 Statut d'immigration et de minorité visible	22
3.2.3 Statut de l'emploi	23
3.2.4 Profil de l'éducation	25
3.2.5 Traitements et salaires	26
3.3 Rendement du marché du travail des professions de la culture	28
3.3.1 Professions de la production créative et artistique	28
3.3.2 Professions du patrimoine	30
3.3.3 Professions de la gestion de la culture	32
3.3.4 Professions techniques et opérationnelles	33
3.3.5 Aperçu de l'emploi à court terme pour les professions de la culture	34
4. Employeurs du secteur culturel	36
4.1 Établissements du secteur culturel	36
4.2 Profils des employeurs par domaine culturel	37
4.2.1 Le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion	38
4.2.2 Le domaine de la musique	42
4.2.3 Le domaine des arts de la scène	45
4.2.4 Le domaine du patrimoine	47
4.2.5 Le domaine des livres et des périodiques	50
4.2.6 Le domaine des arts visuels et des métiers d'art	53
4.2.7 Le domaine des médias numériques interactifs	54
5. Aperçu économique du secteur culturel	57
5.1 La production réelle en valeur ajoutée (PIB) du secteur culturel	57
5.2 La consommation des ménages en biens et en services culturels	59
5.3 Les exportations de biens et services culturels	60
5.4 Le soutien public au secteur culturel	61
6. Rendement financier du secteur culturel	64
6.1 Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	64
6.2 Musique	70
6.3 Arts de la scène	74
6.4 Patrimoine	79
6.5 Livres et périodiques	82

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

6.6 Arts visuels et métiers d'art	87
6.7 Médias numériques interactifs	90
7. Conclusions – défis et possibilités des données	94
7.1 Lacunes dans les données sur le secteur des affaires	96
7.2 Lacunes dans les données par domaine	99
7.3 Lacunes dans les données sur l'emploi	101
7.4 Recommandations générales	103
8. Bibliographie	106
Annexe A – Définitions des domaines	111
Annexe B – Autres rapports sur le rendement financier du secteur culturel canadien	121
Annexe C – Statistiques détaillées sur l'emploi	127
Annexe D – Profil « employeurs » par domaine ou sous-secteur culturel	141
Annexe E – Détails des dépenses d'exploitation par province	175
Annexe F – Population active par province et selon la profession (recensement 2006)	185

SOMMAIRE

Au Canada, le secteur culturel doit absolument être dynamique et en pleine croissance pour assurer le succès de l'économie du savoir. Le secteur culturel sert aussi d'aimant pour attirer des personnes qualifiées qui, en retour, contribuent encore plus à renforcer l'économie. Le marché du travail du secteur culturel est toutefois devenu de plus en plus complexe, il change rapidement et exige de nouvelles compétences. Les tendances des consommateurs évoluent rapidement et cela influence la demande pour des produits culturels, forçant ainsi les établissements culturels à s'adapter rapidement à la nouvelle réalité. La récession mondiale a aussi contribué à modifier le secteur culturel canadien.

La capacité des personnes, des organismes et des entreprises à réagir aux changements radicaux reposera sur la disponibilité d'une information précise et à jour sur le marché du travail du secteur culturel. C'est pour combler ce besoin que le Conseil des ressources humaines du secteur culturel a demandé au Conference Board du Canada d'effectuer la présente étude d'information sur le marché du travail (IMT).

Pour comprendre le secteur culturel et ses activités économiques connexes, il est nécessaire de définir clairement la portée du secteur culturel. Statistique Canada définit la culture comme « une activité créative et artistique et les biens et les services culturels qu'elle génère ainsi que la conservation du patrimoine ».¹ En raison des défis inhérents à l'application d'une définition aussi large de la culture, aux fins de la présente étude, nous avons établi notre propre définition conceptuelle à partir de consultations avec divers professionnels du secteur culturel :

Une activité culturelle implique la création, la recherche, la conception, la production, la fabrication, la distribution, l'exposition, la présentation, ou la conservation de biens et de services de création artistique, y compris la découverte et la conservation du patrimoine — le tout dans un but professionnel.

¹ Waltman Dashko, (À paraître) *Cadre canadien pour les statistiques culturelles : Concepts et définitions, Ébauche* (21 août 2009), Statistique Canada, Ottawa. Veuillez noter que la version finale de ce document pourrait être différente.

Cette définition reconnaît les activités liées à la « chaîne de création » et la nature distincte du patrimoine. De plus, notre définition fait la distinction entre les activités du marché du travail et les activités qui constituent un passe-temps.

Sur le plan pratique, le concept de culture doit être mesuré dans le cadre des systèmes statistiques disponibles, même si ces systèmes ne sont pas particulièrement conçus pour isoler et quantifier l'activité culturelle. En effet, le grand défi de la présente étude d'information sur le marché du travail a été la dichotomie entre la production de biens et de services culturels et l'emploi² de personnes qui seraient classées comme travaillant dans les professions de la culture.

Une autre caractéristique importante du secteur culturel est l'éventail relativement large des établissements qui participent à la production de biens ou de services culturels. Pour faciliter l'analyse, nous avons organisé les établissements en sept domaines culturels « de base » : les arts de la scène; le cinéma, la radio, la télévision et la radiotélédiffusion; la musique; le patrimoine; les livres et les périodiques; les arts visuels et les métiers d'art; les médias numériques interactifs. En plus de ces domaines de base, le secteur culturel comprend trois autres domaines culturels : le graphisme, la publicité et l'architecture.

Le rendement économique du secteur culturel constitue le facteur clé qui influence le marché du travail dans le secteur. Notre analyse a permis de découvrir que le rendement du secteur culturel avait été touché par les effets de la récession mondiale. La diminution de la production réelle en valeur ajoutée, ou produit intérieur brut (PIB), du secteur culturel canadien est estimée à 1,8 p. 100 pour l'année 2009. S'il n'y avait pas eu de récession, nous estimons que la croissance du secteur aurait été d'environ 3 p. 100 en 2009.³

Les deux domaines culturels de base qui ont été les plus touchés par la récession sont le domaine des livres et des périodiques et celui du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Même les médias numériques interactifs, perçus comme le domaine où la croissance est la plus rapide dans le secteur culturel et dans l'économie en général, a subi un recul de croissance réelle en 2009.

² Dans notre définition et dans celle qu'utilise Statistique Canada, le terme « emploi » comprend l'activité dans le marché du travail des employées et employés, des travailleuses et travailleurs autonomes ainsi que des personnes qui travaillent à contrat.

³ Conference Board du Canada. *Impact de la récession mondiale sur l'économie créative du Canada*. Produit pour le Conseil des ressources humaines du secteur culturel. Ottawa. Octobre 2009.

TABLEAU A PRODUCTION RÉELLE EN VALEUR AJOUTÉE DU SECTEUR CULTUREL (PIB), 2006–2009 (EN MILLIONS DE \$ DE 2002)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2006	2007	2008	2009e
DOMAINES CULTURELS DÉSIGNÉS				
Arts visuels et métiers d'art	1 138	1 169	1 170	1 168
Arts de la scène	1 234	1 271	1 278	1 283
Patrimoine	2 844	2 947	2 946	2 876
Livres et périodiques	8 014	8 386	8 610	8 353
Musique	404	393	379	372
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	11 811	11 691	11 637	11 287
Médias numériques interactifs (MNI)	S/O	S/O	2 460	2 421
Secteur culturel non-désigné	10 551	10 847	11 193	11 211
PIB du secteur culturel (sans MNI)	35 996	36 704	37 213	36 551
PIB du secteur culturel (y compris MNI)	S/O	S/O	39 673	38 972

e = estimation, S/O = sans objet.

Sources : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données de Statistique Canada et de l'Alliance interactive canadienne. Voir le paragraphe sur le PIB dans la section 5,1 pour plus de détails sur les calculs de ces estimations.

Malgré les effets de la récession mondiale, en 2009, le secteur culturel canadien a quand même contribué à une hauteur de 39 milliards de dollars au produit intérieur brut (en dollars de 2002). Les effets directs du secteur culturel canadien ont compté pour près de 3,1 p. 100 dans l'ensemble de l'économie du Canada au cours de l'année 2009.

Pour apprécier l'incidence du secteur culturel canadien sur l'emploi au Canada, nous avons trouvé utile de nous pencher sur l'emploi dans les professions de la culture. Cela nous a permis d'observer les personnes qui occupent des professions dans le domaine de la culture plutôt que dans des établissements culturels (par exemple, un graphiste qui travaille dans le domaine de l'automobile) et d'exclure les personnes qui travaillent dans des établissements culturels mais qui n'ont pas une profession culturelle (une comptable qui travaille dans une compagnie de théâtre, par exemple). Les professions de la culture ont été regroupées en quatre catégories : la production créative et artistique, les professions techniques et opérationnelles, la collecte et la conservation du patrimoine ainsi que la gestion de la culture.

Nous estimons qu'en 2009, près de 539 000 Canadiennes et Canadiens occupaient des professions dans le domaine de la culture. Cette estimation n'inclut pas les emplois supplémentaires associés aux médias numériques interactifs parce qu'il est difficile d'isoler ce domaine en raison des classifications présentement utilisées dans les statistiques sur les professions. Même en excluant les emplois supplémentaires potentiels dans les médias numériques interactifs, l'emploi direct dans les professions de la culture représentait 3,3 p. 100 du total de l'emploi au Canada au cours de l'année 2009.

Les plus récentes données sur l'emploi provenant du recensement de Statistique Canada suggèrent qu'entre 2001 et 2006, l'emploi dans les professions de la culture a augmenté de 12 p. 100. Cela est un peu plus élevé que la croissance de 9 p. 100 observée dans l'ensemble de la population active canadienne au cours de cette même période. Au cours de ces années, ce sont les professions de la gestion de la culture qui ont connu la plus forte croissance (14 p. 100) ainsi que les professions de la production créative et artistique (13 p. 100). L'emploi dans les professions du patrimoine et dans les professions techniques et opérationnelles a également augmenté entre 2001 et 2006.

Entre 2006 et 2008, les estimations suggèrent que l'emploi a continué de croître dans tous les groupes de professions de la culture. En 2009, toutefois, nous estimons que l'ensemble de l'emploi dans le secteur culturel a décliné, en majeure partie en raison des effets négatifs de la récession mondiale. Bien que la croissance projetée y soit assez faible, le patrimoine est le seul groupe professionnel où l'on estime qu'il y a eu une croissance de l'emploi au cours de l'année 2009.

TABLEAU B L'EMPLOI DANS LES PROFESSIONS DE LA CULTURE, 2006–2009

PROFESSIONS DE LA CULTURE	2006	2007e	2008e	2009e
Professions de la production créative et artistique	275 415	287 272	291 741	290 104
Professions de la collecte et de la conservation du patrimoine	15 655	16 559	16 127	16 259
Professions de la gestion de la culture	32 160	33 213	33 647	33 243
Professions techniques et opérationnelles	188 945	197 281	200 550	198 942
Total des professions de la culture (sauf MNI)	512 175	534 325	542 066	538 548

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données de Statistique Canada. Voir la note de bas de page du Tableau 4.1.1 pour plus de détails sur les calculs de ces estimations.

Pour l'avenir, l'aperçu économique du secteur culturel canadien semble mitigé si l'on tient compte des défis que le secteur doit relever. La reprise de l'économie mondiale mènera sans doute à une amélioration des conditions du marché et à la croissance des revenus potentiels liés aux biens et aux services culturels. Toutefois, la croissance des revenus sera probablement limitée par les défis associés au changement constant dans la façon dont les biens et les services culturels sont consommés et, en bout de ligne, dans la façon dont ils sont payés.

Pour le marché du travail de la culture, le portrait est également mitigé. Les nouvelles technologies et la mondialisation représentent d'extraordinaires possibilités d'emploi dans les professions de la culture. Par contre, sans le soutien financier nécessaire pour améliorer les compétences et saisir ces possibilités, ces mêmes facteurs représentent un obstacle supplémentaire que le secteur doit absolument surmonter pour réussir.

1. INTRODUCTION

« Les industries artistiques et culturelles jouent un rôle crucial, celui d'attirer des personnes, des entreprises et des investissements, et de faire connaître le Canada comme un pays dynamique et stimulant où il fait bon vivre et travailler. »⁴

Au Canada, le secteur culturel doit absolument être dynamique et en pleine croissance pour assurer le succès de l'économie du savoir. Le secteur culturel sert également d'aimant pour les créatrices et les créateurs qualifiés à un moment où le Canada a de plus en plus besoin de la migration internationale pour maintenir sa population active.

Au cours des dernières années, le marché du travail du secteur culturel est devenu de plus en plus complexe, il change rapidement et exige de nouvelles compétences. La capacité des personnes à réagir à ces changements repose sur une information précise et à jour sur le marché du travail du secteur culturel.

Le Conference Board du Canada est heureux de publier le présent rapport d'information sur le marché du travail du secteur culturel canadien. Définie largement, l'information sur le marché du travail (IMT) est une information sur les conditions de travail et le fonctionnement d'un marché spécifique. Le présent rapport analyse la population active de la culture au Canada et propose également un profil du secteur culturel, de son économie et de ses sous-secteurs ou « domaines ». Il présente aussi les tendances de l'emploi et le profil des travailleuses et travailleurs du secteur culturel. L'analyse est basée sur de précédentes études d'IMT dans le secteur culturel et elle permet aussi de déterminer quelles sont les lacunes dans les données actuelles et de proposer des recommandations générales pour combler ces lacunes.

Faire le point sur le fonctionnement et le rendement du secteur culturel canadien est important pour diverses raisons :

- L'IMT peut aider les personnes qui font des choix de carrière à choisir des professions et à obtenir des renseignements sur le milieu du travail et sur les tendances actuelles.
- L'IMT peut aider les personnes à la recherche d'un emploi à trouver des renseignements sur les possibilités d'emploi, les exigences en matière de compétences, les conditions de travail et les taux de rémunération.

⁴ Conference Board du Canada, *Valoriser notre culture : Mesurer et comprendre l'économie créative du Canada*, en collaboration avec le ministère du Patrimoine canadien, pour le Forum international sur l'économie créative, août 2008.

- L'IMT peut guider les employeurs dans leurs stratégies de rémunération, leurs efforts de recrutement, leurs pratiques de formation et dans la gestion des conventions collectives.
- L'IMT peut aider les établissements d'enseignement et de formation à prévoir la demande en étudiantes et étudiants, à établir un programme d'études et à planifier l'offre de cours.

Bien que l'information sur le marché du travail prenne habituellement la forme de données statistiques, l'information qualitative peut également aider à faire la lumière sur les tendances du marché du travail et sur son aboutissement. La présente étude porte également sur les résultats d'une série de groupes de consultation avec les intervenantes et intervenants clés du secteur culturel qui ont discuté des enjeux qui touchent leur participation à la population active du secteur culturel.

1.1 COMMENT SE SERVIR DU RAPPORT

L'information sur le marché du travail du secteur culturel canadien contenue dans le présent rapport a été organisée en six sections distinctes :

- **Chapitre 2 – Définir la portée du secteur culturel** — présente les lignes directrices de base utilisées pour définir la portée du secteur culturel canadien, y compris dans tous les domaines qui constituent le secteur. Définir la portée du secteur est une partie cruciale de la définition de la culture en termes de secteur industriel (ou économique), d'emploi (ou de professions) et de biens et de services culturels. Les annexes du présent rapport donnent de plus amples détails sur les inclusions spécifiques à la définition du secteur culturel.
- **Chapitre 3 – Les professions de la culture** — donne les profils d'emploi des professions de la culture et définit certains défis et possibilités qui toucheront, à court terme, des professions spécifiques de la culture.
- **Chapitre 4 – Les employeurs du secteur culturel** — donne les profils des établissements du secteur culturel, y compris le nombre, la taille et la distribution géographique des établissements qui emploient les travailleuses et travailleurs du secteur culturel.
- **Chapitre 5 – Aperçu économique du secteur culturel** — présente divers indicateurs qui démontrent le rendement économique récent du secteur culturel : la production réelle en valeur ajoutée du secteur ou produit intérieur brut (PIB), les dépenses des ménages canadiens en biens et en services culturels, les exportations canadiennes de biens et de services culturels et le soutien gouvernemental au secteur culturel.
- **Chapitre 6 – Rendement financier des domaines culturels** — présente le plus récent rendement financier des sept domaines « de base » qui constituent le secteur culturel. Le chapitre détermine également quels seront, à court terme, les défis et les possibilités des divers domaines culturels. Cette perspective financière sera utile aux établissements culturels (y compris aux employeurs et aux travailleuses et travailleurs autonomes) ainsi qu'à ceux et celles qui travaillent ou prévoient travailler dans le secteur.
- **Chapitre 7 – Conclusion – Difficultés et possibilités des données** — souligne des difficultés et des lacunes dans les données qui ont été révélées lors de l'élaboration du rapport d'IMT. Dans la mesure du possible, l'information est présentée de manière à agir comme guide pour régler les difficultés et combler les lacunes dans le but d'améliorer les futures études sur l'information sur le marché du travail dans le secteur culturel canadien.

2. DÉFINIR LA PORTÉE DU SECTEUR CULTUREL

L'activité culturelle contribue grandement à la prospérité économique du Canada. Pour comprendre ce qu'est le secteur culturel et les activités économiques qui y sont associées, il faut d'abord définir la portée du secteur culturel.

Le Conference Board a établi un cadre conceptuel pour définir et mesurer le secteur culturel et ce cadre conceptuel a servi de base au rapport d'information sur le marché du travail. Quatre principales considérations ont guidé l'élaboration du cadre conceptuel :

- Premièrement, le concept de culture devait être précisé. Selon les personnes, le mot culture peut signifier différentes choses, nous avons donc défini quelles activités feraient partie de notre définition du secteur culturel et lesquelles en seraient exclues. Par exemple, bien que plusieurs personnes puissent faire valoir que le hockey fait partie du « tissu culturel » canadien, le hockey, et les sports en général, ne font pas partie de notre définition de la culture.
- Deuxièmement, être créatif de nature n'était pas suffisant pour garantir une inclusion dans notre définition du secteur culturel, dans la mesure où il existe plusieurs activités créatives qui ne génèrent aucun produit culturel. Les designers industriels qui travaillent dans l'industrie automobile, par exemple, font une activité créative dans une chaîne de production dont le résultat n'est pas un produit culturel.
- Troisièmement, le cadre conceptuel définissant la culture doit tenir compte de tous les changements qui transforment le secteur. Nous incluons des influences comme la mondialisation, l'application de la technologie à la création, à la production et à la diffusion des biens et des services culturels ainsi que les changements dans les droits sur la propriété intellectuelle (le droit d'auteur).
- Quatrièmement, le concept de culture doit être pratique, en ce sens qu'une activité culturelle doit être mesurée en fonction des systèmes statistiques disponibles, même si ces systèmes ne sont pas particulièrement conçus pour isoler et quantifier une activité culturelle.

2.1 DÉFINITION DE BIENS ET DE SERVICES CULTURELS

En élaborant le cadre conceptuel de la culture, il est nécessaire d'aller au-delà d'un concept abstrait de la culture pour obtenir une définition cohérente et utilisable des biens et des services culturels. Dans son prochain cadre pour les statistiques

culturelles,⁵ Statistique Canada adopte une vue assez large de la culture, la définissant comme « une activité créative et artistique et les biens et les services culturels qu'elle génère ainsi que la conservation du patrimoine ».

Notre définition d'une activité culturelle, élaborée pour le présent rapport à la suite de consultations avec des intervenantes et intervenants du secteur culturel est la suivante :

Une activité culturelle implique la création, la recherche, la conception, la production, la fabrication, la distribution, l'exposition, la présentation ou la conservation de biens et de services de création artistique, y compris la découverte et la conservation du patrimoine — le tout dans un but professionnel.

Pourquoi cette définition ?

- Cette définition conceptuelle reconnaît les activités distinctes de la « chaîne de création » et la nature distincte du patrimoine.
- L'utilisation du terme « professionnel » est importante pour faire la distinction entre les activités du marché du travail et les activités qui constituent un passe-temps.
- Par « but professionnel », nous entendons les activités commerciales, sans but lucratif et à but lucratif visant à produire un bien ou un service culturel.
- Le terme « patrimoine » comprend les bibliothèques, les archives, les musées et d'autres formes de patrimoine humain ou bâti.

Pour respecter notre objectif de bien définir la culture, nous devons nous assurer que les activités incluses dans le cadre conceptuel sont réellement des activités de création et exclure d'autres activités connexes comme le sport. À cette fin, une activité culturelle est une activité qui a pour objectif ultime la production d'un bien ou d'un service créatif et artistique.

⁵ Waltman Dashko, (À paraître) *Cadre canadien pour les statistiques culturelles : Concepts et définitions, Ébauche* (21 août 2009), Statistique Canada, Ottawa. Veuillez noter que la version finale de ce document pourrait être différente.

Nous suivons la définition de Statistique Canada de ce qui constitue un bien ou un service culturel. Dans notre cadre conceptuel, il s'agit d'un bien ou d'un service culturel pour lequel l'utilisateur final doit payer des droits d'auteur ou une avance sur les droits d'auteur ou encore qu'il s'agit d'un bien ou d'un service patrimonial. Strictement parlant, un bien ou un service culturel doit être le résultat d'une activité créatrice et artistique répondant à au moins un des quatre critères suivants :⁶

- Il doit avoir le potentiel d'être protégé par la législation sur les droits d'auteur ou, en d'autres mots, être « protégeable », par exemple, un article de magazine, un scénario, un manuscrit, un dessin, une chorégraphie, un livre, une chronique de journal, une sculpture, une émission de radio, un film, etc.
- Il permet la création, la production, la diffusion ou la conservation de produits culturels, par exemple, l'enregistrement, la fabrication, l'impression, la diffusion, la baladodiffusion, etc.
- Il ajoute au contenu d'un produit culturel, ou le modifie (services de contenu), par exemple, des services de révision, de traduction, d'illustration, de mise en page et de graphisme, de la musique, etc.
- Il préserve, expose ou interprète le patrimoine humain ou naturel, par exemple, des sites et des édifices historiques, des archives, des musées, des galeries d'art, des bibliothèques, des jardins botaniques, des jardins zoologiques, etc.

2.2 LA CHAÎNE DE CRÉATION

En réfléchissant à la culture, nous avons trouvé utile de suivre le concept de la « chaîne de la création »⁷ pour définir le processus de production de biens et de services culturels de la création jusqu'à son utilisation finale. Dans la chaîne de création, nous pouvons définir trois grandes étapes entre le point de création des biens et des services culturels et leur point de consommation.

La première étape, celle de la **création**, c'est l'origine ou la naissance d'idées ou de contenu ainsi que la découverte ou la collecte de contenu patrimonial. À cette étape de la chaîne de création, les établissements participent à la conception d'une idée créatrice et artistique. Un auteur indépendant qui crée un manuscrit, par exemple, serait inclus dans cette partie de la chaîne.

La deuxième étape, la **production** touche tous les aspects de la production et, s'il y a lieu, de la fabrication ou de la conservation de biens ou de services culturels. À cette étape de la chaîne de création, les idées des artistes sont transformées en une chose identifiable. Le manuscrit de l'auteur, par exemple, est transformé en manuscrit final prêt à être imprimé, grâce à des services de révision et à d'autres

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

services. Si nécessaire, l'étape de la production comprend aussi tous les aspects de la fabrication ou de la conservation de biens ou de services culturels. C'est-à-dire, prendre la manifestation identifiable d'une idée créative et artistique et la conserver ou la produire en série.⁸

La dernière étape de la chaîne de production est la **distribution**. Elle incorpore tous les aspects de la distribution et de l'exposition de biens ou de services culturels. Cette étape inclut la participation des établissements qui font la distribution ou l'exposition de biens et de services culturels aux consommateurs, Les grossistes et les détaillants de l'industrie du livre, par exemple, participent à cette étape de la chaîne de création.

Puisque que la chaîne de création ne comporte que trois étapes, il est probable que la plupart des biens et des services culturels passeront par ces trois étapes.

Soulignons toutefois que dans certains processus particuliers du patrimoine et de la conservation, l'étape de la création ne fera pas partie de la chaîne de création.

2.3 MESURER LE PRODUIT ET L'EMPLOI

L'un des grands défis que représente la mesure du secteur culturel est la dichotomie entre la production de biens et de services culturels et l'emploi de personnes qui seraient classées comme travaillant dans les professions de la culture. Les établissements qui participent à la production d'un bien ou d'un service culturel peuvent employer des personnes qui travaillent non seulement dans des professions de la culture mais aussi dans d'autres professions (en dehors de la culture). De même, des personnes dont la profession est considérée comme culturelle peuvent travailler dans des établissements culturels ou ailleurs. Une rédactrice, par exemple, peut être employée par un éditeur de livres, un établissement qui produit un bien culturel ou par un manufacturier d'automobile pour rédiger le manuel du propriétaire et, dans ce cas, il ne s'agit pas d'un bien culturel.

Pour cette raison, nous avons limité notre présentation du rendement financier du secteur culturel (et des domaines culturels) en y incluant seulement les établissements culturels spécifiquement définis par la chaîne de création. Ainsi, les chiffres sur l'emploi sont basés sur des professions culturelles spécifiques.

Une profession culturelle est une profession dans laquelle la majorité du travail se fait dans le cadre d'un code de profession spécifique qui est directement lié à la création ou à la valeur ajoutée d'un bien ou d'un service culturel. De même, les établissements culturels sont ceux dont la majorité des produits sont des biens et des services culturels.

⁸ Signalons que l'imprimerie a été exclue de la présente étude. Bien qu'elle corresponde à notre définition, elle ne fait pas partie du mandat du CRHSC.

LES DOMAINES CULTURELS

En mesurant le rendement du secteur culturel, nous avons constaté qu'il était plus utile de réfléchir sur les établissements qui participent à la chaîne de création. En d'autres mots, nous mesurons le rendement des établissements qui participent à la création, à la production et à la distribution des biens et des services culturels. La santé et le rendement financiers de ces établissements devraient être des facteurs importants de la demande future pour des travailleuses et travailleurs culturels ainsi que de l'approvisionnement à venir en produits culturels.

Nous avons choisi de diviser les établissements culturels en sept domaines, chacun relié aux activités, aux produits et aux professions correspondantes. Voici ces sept domaines :

- **Arts visuels et métiers d'art** — comprend les établissements et les artistes indépendants qui pratiquent les arts visuels, les métiers d'art et les arts médiatiques.
- **Arts de la scène** — comprend les établissements et les artistes indépendants qui font des spectacles de divertissement dans diverses disciplines.
- **Patrimoine** — comprend les établissements et les personnes des domaines des musées, des bibliothèques, des archives et du patrimoine bâti.
- **Livres et périodiques** — comprend les établissements ainsi que les écrivaines et écrivains et les artistes indépendants qui participent à la chaîne de création pour la production de livres, de journaux, de magazines et d'autres périodiques.
- **Musique** — comprend les établissements et les artistes indépendants qui participent à la chaîne de création de l'enregistrement sonore.
- **Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion** — comprend les établissements et les personnes qui participent aux chaînes de création du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion.
- **Médias numériques interactifs** — comprend les établissements et les personnes qui participent à la création, à la production et à la distribution d'une expérience interactive informative, éducative ou divertissante.

La question de la convergence croissante des domaines culturels et d'autres domaines brouille un peu le portrait. Les grandes entreprises de communication comme Rogers, Bell, Telus ou Shaw deviennent de plus en plus intégrées et il faut s'assurer de tenir compte séparément des composantes culturelles de ces grandes entreprises. La convergence se fait également entre les divers domaines culturels. Une part importante de la création de contenu des médias numériques interactifs se retrouve, par exemple, dans le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Le terme « médias basés sur l'écran » est donc utilisé pour désigner le chevauchement entre ces domaines.

L'Annexe A donne une description plus détaillée de ces domaines et des industries spécifiques faisant partie de chaque domaine.

Nous considérons les sept domaines mentionnés plus haut comme la « base » du secteur culturel. Le secteur culturel comprend également d'autres activités liées à la publicité, à l'architecture et au graphisme. Ces autres activités culturelles produisent des biens et des services grâce à un processus de création, mais leurs produits ne correspondent pas aux critères de la culture tels que définis plus haut dans le présent chapitre.

L'analyse du présent rapport d'information sur le marché du travail se concentre sur les sept domaines culturels de base, bien que certaines parties du rapport présentent aussi des données sur des domaines qui ne sont pas des domaines de base. Il y a d'importantes différences dans les enjeux de ressources humaines entre les activités culturelles de base et les autres activités, principalement en ce qui a trait à la formation, à l'accréditation, au soutien technique de l'industrie, aux salaires, aux régimes de retraite et à la sécurité d'emploi.

LES PROFESSIONS DE LA CULTURE

En mesurant l'emploi dans le secteur culturel, nous avons constaté qu'il était très utile de voir l'emploi en termes de professions culturelles. En ne nous basant pas sur les établissements pour prendre la mesure, nous pouvons tenir compte des personnes qui exercent des professions culturelles mais qui ne travaillent pas dans des établissements culturels. Cela nous permet également d'exclure les personnes qui travaillent dans les établissements culturels mais qui n'exercent pas des professions culturelles. L'avantage de cette approche est de nous permettre de nous concentrer sur les professions qui pourraient être les plus touchées par les projets du Conseil des ressources humaines du secteur culturel tout en excluant les professions pour lesquelles les besoins de formation ne font pas partie du mandat du CRHSC. Parce qu'elles se retrouvent dans des catégories différentes de celles des groupes de domaines mentionnés plus haut, les professions de la culture pourraient faire partie, ou ne pas faire partie, des domaines de base.

Les professions de la culture⁹ définies dans le cadre du présent rapport ont été regroupées en quatre catégories distinctes :

⁹ Les professions spécifiques qui forment les quatre groupes de professions définis dans le présent rapport correspondent à celles qui ont été utilisées par Statistique Canada dans le rapport *Cadre canadien pour les statistiques culturelles*, publié en août 2004. La seule grande différence est que nous n'avons pas inclus les professions culturelles liées à la fabrication qui faisaient partie du rapport de 2004.

- **La production créative et artistique** — Il s'agit du groupe le plus important qui comprend plus de la moitié des professions culturelles dont plusieurs des professions traditionnellement associées à la culture comme les artistes, les danseuses et danseurs, les écrivaines et écrivains et les musiciennes et musiciens.
- **Les professions techniques et opérationnelles** — Ce groupe comprend les professions de nature technique ou opérationnelle comme les techniciennes et techniciens du cinéma, de la télévision ou de la radiotélédiffusion, les commis de bibliothèques, les traductrices et traducteurs, les techniciennes et techniciens en dessin, etc.
- **La collecte et la conservation du patrimoine** — Il s'agit du plus petit groupe qui ne comprend que trois professions : les bibliothécaires, les conservatrices et conservateurs ainsi que les archivistes.
- **La gestion de la culture** — Ce groupe est lui aussi formé de seulement trois professions : les gestionnaires de bibliothèques, d'archives et de galeries d'art, les gestionnaires de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène ainsi que les superviseuses et superviseurs de bibliothèque, de la correspondance et les commis liés à ces professions.

La définition des professions culturelles appliquée à la présente étude n'inclut aucune profession de la fabrication. Bien que Statistique Canada définisse quelques professions du domaine de la fabrication comme des professions culturelles — les typographes, les conductrices et conducteurs de presses à imprimer et les préposées et préposés au traitement du film et de la photographie — ces professions font également partie du secteur de l'édition qui n'est pas couvert par le présent rapport.¹⁰ Toutefois, bien que certaines professions de fabrication existent dans le secteur culturel, comme dans la fabrication des CD et des DVD, les classifications des professions de Statistiques Canada ne sont pas suffisamment précises pour nous permettre d'isoler ces professions.

L'Annexe C dresse la liste complète des professions faisant partie de chacune des quatre catégories.

¹⁰ Comme nous l'avons mentionné plus haut, les professions de fabrication du secteur de l'imprimerie feraient normalement partie du parapluie du secteur culturel, mais elles ont été exclues du présent rapport.

3. PROFESSIONS DE LA CULTURE

L'emploi dans le secteur culturel diffère grandement de l'emploi dans plusieurs autres secteurs de l'économie. Alors qu'au Canada le gros de l'emploi est constitué d'arrangements traditionnels entre des employées et employés travaillant à plein temps et à l'année longue pour un seul employeur et qui sont liés à des droits et à des avantages prévus par la loi, dans le secteur culturel, un pourcentage très élevé de travailleuses et de travailleurs n'ont pas ce type d'arrangement.

Plusieurs de ceux et celles qui travaillent dans le secteur culturel se classent plutôt dans des catégories d'emploi non traditionnelle : à leur propre compte (une travailleuse ou un travailleur autonome qui n'a pas d'employés) ou employeur autonome (une travailleuse ou un travailleur autonome qui a des employés rémunérés). Au lieu d'occuper des postes à plein temps, plusieurs travaillent à temps partiel ou ont des emplois temporaires ou à contrat. Beaucoup de personnes occupent plusieurs emplois, parfois deux emplois ou plus en même temps. Étant donné la forte incidence d'emplois non traditionnels dans le secteur, plusieurs travailleuses et travailleurs culturels vivent une grande insécurité en matière d'emploi, d'heures de travail, de rémunération et d'avantages sociaux.

Le présent chapitre porte sur le profil de l'emploi au sein de la population active de la culture qui a été établi à partir des données les plus récentes de Statistique Canada. Ce profil se base sur les professions de la culture plutôt que sur les établissements culturels afin de tenir compte des personnes qui travaillent dans le secteur culturel mais qui ne sont pas à l'emploi des établissements culturels. L'analyse inclut ceux et celles qui ont un emploi dans les établissements du secteur culturel et qui font également du travail autonome.

Les professions ont été regroupées en quatre catégories : la production créative et artistique, les professions techniques et opérationnelles, la collecte et la conservation du patrimoine et la gestion de la culture.

Voir l'Annexe C pour la liste complète des professions de chacune des catégories.

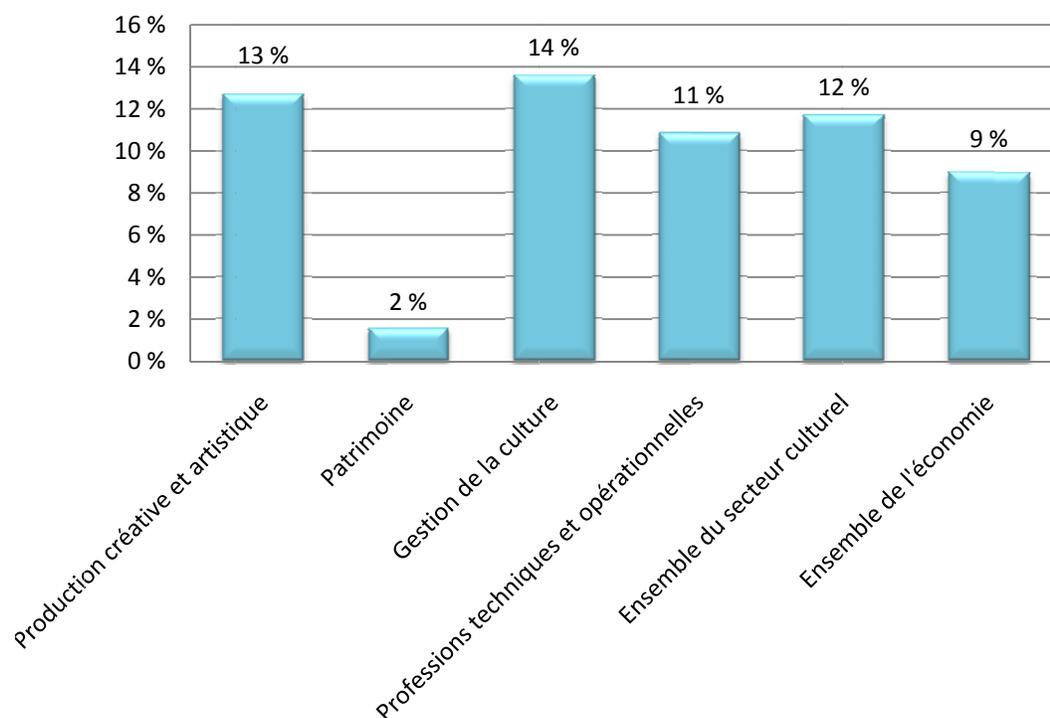
3.1 PROFIL D'EMPLOI DES PROFESSIONS DE LA CULTURE

3.1.1 CROISSANCE DE L'EMPLOI

Selon les données des recensements de 2001 et de 2006 de Statistique Canada, l'emploi dans les professions de la culture a augmenté de 12 p. 100 au Canada au cours de ces cinq années, une croissance supérieure à celle de l'emploi dans l'ensemble de l'économie canadienne qui était de 9 p. 100 pour la même période.

La croissance de l'emploi dans les catégories de la production créative et artistique, de la gestion de la culture et des professions techniques et opérationnelles a été supérieure à la moyenne entre 2001 et 2006 tandis que la catégorie du patrimoine n'a subi qu'une très légère hausse. L'Annexe C présente la ventilation complète des taux de croissance de l'ensemble des professions de la culture.

GRAPHIQUE 3.1.1 CROISSANCE DE L'EMPLOI (2001–2006)



Source : Statistique Canada, Recensement 2001 et 2006

Entre 2006 et 2009, les estimations du Conference Board du Canada suggèrent que l'ensemble de l'emploi dans les professions de la culture a augmenté de 5,1 p. 100. Ce sont les professions techniques et opérationnelles et celles de la production créative et artistique qui ont connu la croissance la plus forte (5,3 p. 100). En 2009,

l'emploi a décliné dans tous les groupes de professions de la culture, à l'exception des professions liées à la collecte et à la conservation du patrimoine.

TABLEAU 3.1.1 L'EMPLOI DANS LES PROFESSIONS DE LA CULTURE, 2006–2009

PROFESSIONS DE LA CULTURE	2006	2007e	2008e	2009e
Professions de la production créative et artistique	275 415	287 272	291 741	290 104
Professions de la collecte et de la conservation du patrimoine	15 655	16 559	16 127	16 259
Professions de la gestion de la culture	32 160	33 213	33 647	33 243
Professions techniques et opérationnelles	188 945	197 281	200 550	198 942
Total des professions de la culture (sauf MNI)	512 175	534 325	542 066	538 548

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données de Statistique Canada.¹¹

3.1.2 DISTRIBUTION RÉGIONALE DE LA POPULATION ACTIVE DE LA CULTURE

Les données du dernier recensement montrent qu'en 2006, la majorité des employées et employés de la population active de la culture travaillaient en Ontario et au Québec. Dans ces deux provinces, on retrouvait plus de 65 p. 100 de l'ensemble de la population active canadienne de la culture pour cette même année.

Les quatre provinces de l'Ouest : le Manitoba, la Saskatchewan, l'Alberta et la Colombie-Britannique comptaient pour 29 p. 100 de l'ensemble des employées et employés de la population active de la culture, et le reste, soit 5 p. 100, se retrouvait dans la région de l'Atlantique (Terre-Neuve et Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick). L'Annexe F donne la ventilation complète de la distribution régionale des professions de la culture.

¹¹ Les estimations pour l'année 2006 sont basées sur les professions de la culture définies par Statistique Canada dans *Cadre canadien pour les statistiques culturelles* (2004). Toutefois, comme nous l'avons souligné plus haut, aux fins du présent rapport, les professions liées à la fabrication ont été exclues, même si elles font partie du rapport de Statistique Canada. L'enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) de Statistique Canada a servi à estimer la croissance de l'emploi entre 2006 et 2009. Comme nous avons supposé qu'au cours de cette période les taux de croissance du travail autonome étaient les mêmes que ceux de l'EERH, les données de 2009 ont été ajustées pour correspondre à la croissance du travail autonome.

3.2 PROFIL DÉMOGRAPHIQUE DE LA POPULATION ACTIVE DE LA CULTURE

3.2.1 PROFIL D'ÂGE

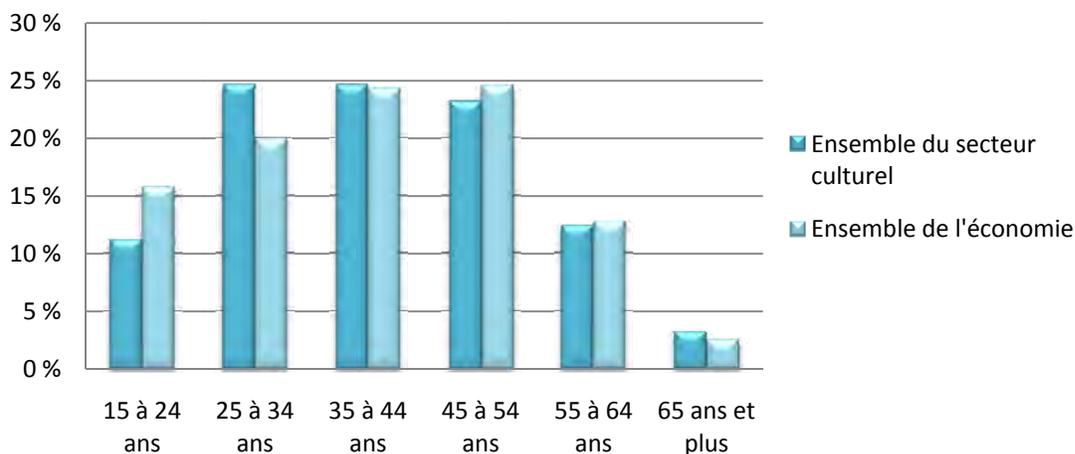
Le profil d'âge du secteur culturel était le même que celui de l'ensemble de la population active canadienne, sauf dans les catégories des personnes plus jeunes. Selon les données du recensement de 2006, le secteur culturel comprenait une grande proportion d'employées et employés âgés de 25 à 34 ans et une plus petite proportion d'employées et employés âgés de 15 à 24 ans que dans l'ensemble de la population active canadienne.

Parce que le recensement canadien ne recueille des renseignements que sur la profession principale, les jeunes travailleuses et travailleurs, particulièrement dans le secteur culturel, pourraient être sous-représentés. Dans la mesure où il faut quelques années aux jeunes Canadiennes et Canadiens pour s'établir dans le secteur culturel, il est courant que le revenu principal des jeunes travailleuses et travailleurs provienne d'emplois à l'extérieur du secteur culturel. Dans de tels cas, pour le recensement, la travailleuse ou le travailleur serait considéré comme travaillant dans un autre secteur et ne serait pas inclus dans le profil d'emploi du secteur culturel.

Parmi les groupes de professions de la culture, c'est dans la production créative et artistique que l'on retrouve le plus grand éventail d'âges. Les données du recensement de 2006, par exemple, ont révélé que plus de la moitié des danseuses et danseurs avaient 24 ans ou moins, tandis que le tiers des peintres, des sculptrices et sculpteurs et des autres artistes visuels avaient plus de 55 ans.

Par contre, dans les professions du patrimoine, plus de la moitié des employées et employés avaient 45 ans ou plus. L'une des principales raisons qui explique que les travailleuses et travailleurs de ce groupe de professions soient plus âgés, c'est que plus de la moitié (51 p. 100) d'entre eux ont au moins un diplôme de maîtrise.

GRAPHIQUE 3.2.1 PROFIL D'ÂGE PAR SECTEUR (2006)



Source : Statistique Canada, Recensement 2006

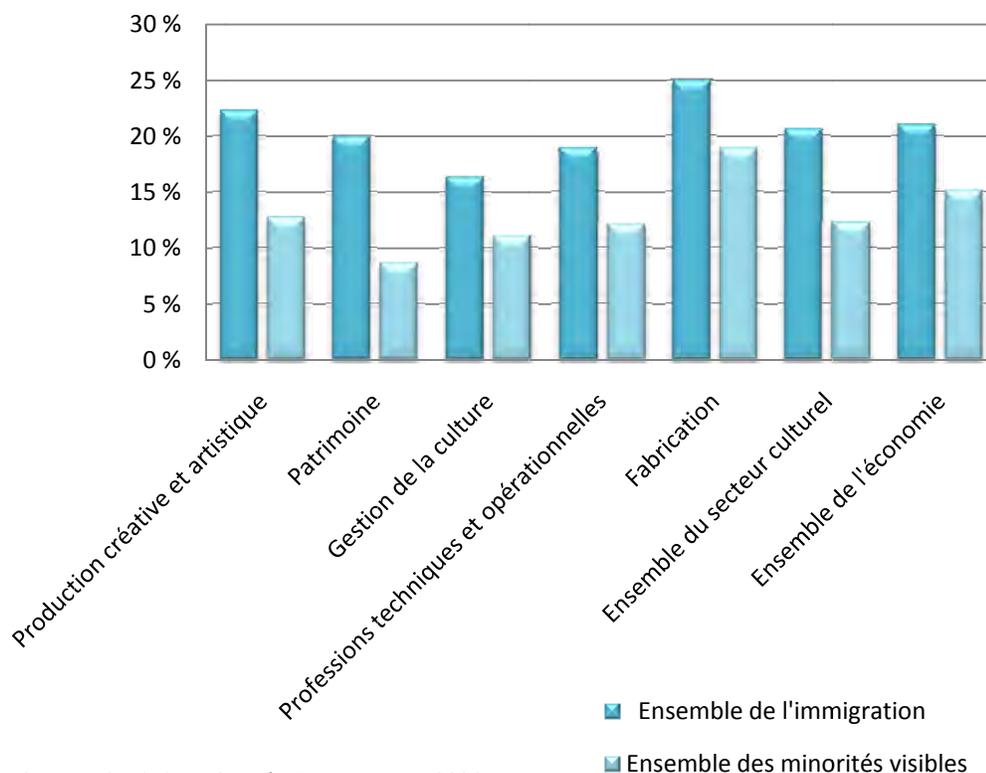
Le profil d'âge du reste des groupes des professions de la culture (gestion de la culture et professions techniques et opérationnelles) était sensiblement le même que celui que l'on retrouve dans l'ensemble de la population active canadienne.

3.2.2 STATUT D'IMMIGRATION ET DE MINORITÉ VISIBLE

Le profil sur le statut d'immigration et de minorité visible dans les professions de la culture était à peu près le même que celui que l'on retrouve dans l'ensemble de l'économie canadienne.¹² C'était le cas pour les chiffres sur la part de travailleuses et travailleurs immigrants et pour celle des groupes de minorités visibles, mais dans les professions du patrimoine, le niveau d'emploi des groupes de minorités visibles était inférieur à celui de l'ensemble de l'économie.

¹² La Loi sur l'équité en matière d'emploi définit les minorités visibles comme « des personnes autres que des Autochtones qui ne sont pas caucasiennes par la race et qui ne sont pas des personnes de race blanche. »

GRAPHIQUE 3.2.2 STATUT D'IMMIGRATION ET DE MINORITÉ VISIBLE, 2006



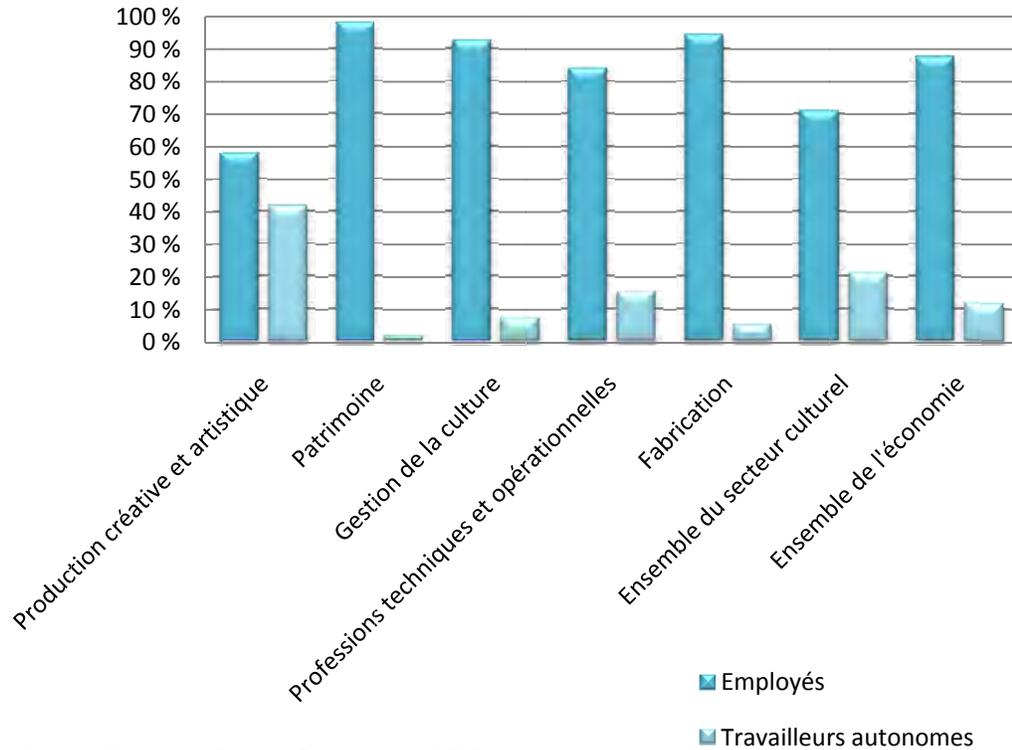
Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

3.2.3. STATUT DE L'EMPLOI

Les données les plus récentes de Statistique Canada ont révélé une plus grande incidence de travail autonome dans les professions culturelles que dans l'ensemble de la population active canadienne. Cela était particulièrement vrai dans les professions de la production créative et artistique où plus de 40 p. 100 des travailleuses et travailleurs étaient autonomes alors que 60 p. 100 étaient des employées et employés d'établissements culturels.

En comparaison, l'incidence du travail autonome était relativement faible parmi les autres groupes de professions de la culture : 2 p. 100 dans les professions du patrimoine et 7 p. 100 dans la gestion de la culture. L'incidence de travail autonome dans les professions techniques et opérationnelles était semblable à celle des employées et employés de l'ensemble de la population active canadienne (16 p. 100).

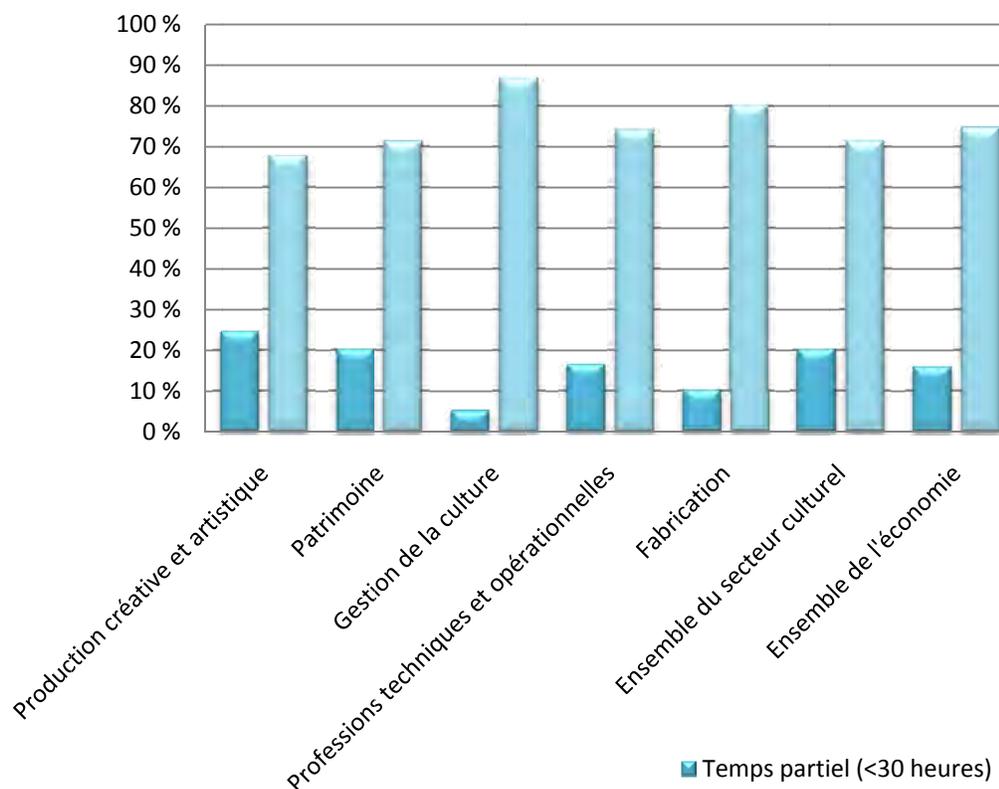
GRAPHIQUE 3.2.3.1 STATUT DE L'EMPLOI : EMPLOYÉES ET EMPLOYÉS – TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS AUTONOMES, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement 2006

Le taux de travail à temps partiel par rapport au taux de travail à plein temps dans les professions de la culture était le même que celui des employées et employés de l'ensemble de la population active canadienne. Dans les professions de la culture, 20 p. 100 des emplois étaient à temps partiel soit moins de 30 heures par semaine. L'emploi à temps partiel était plus courant dans les professions où les taux de travail autonome sont plus élevés comme celles de la production créative et artistique (25 p. 100) et les professions techniques et opérationnelles (17 p. 100). Parmi les professions du patrimoine, 20 p. 100 des emplois étaient à temps partiel tandis que dans la gestion de la culture les emplois sont surtout des emplois à plein temps. Il faut toutefois souligner qu'il s'agit seulement des heures rémunérées et que cela ne tient pas compte des heures consacrées à la formation, à la préparation, etc.

GRAPHIQUE 3.2.3.2 STATUT DE L'EMPLOI: TEMPS PARTIEL – PLEIN TEMPS, 2006



Source : Statistique Canada, Recensement 2006
Les heures non travaillées n'ont pas été comptabilisées.

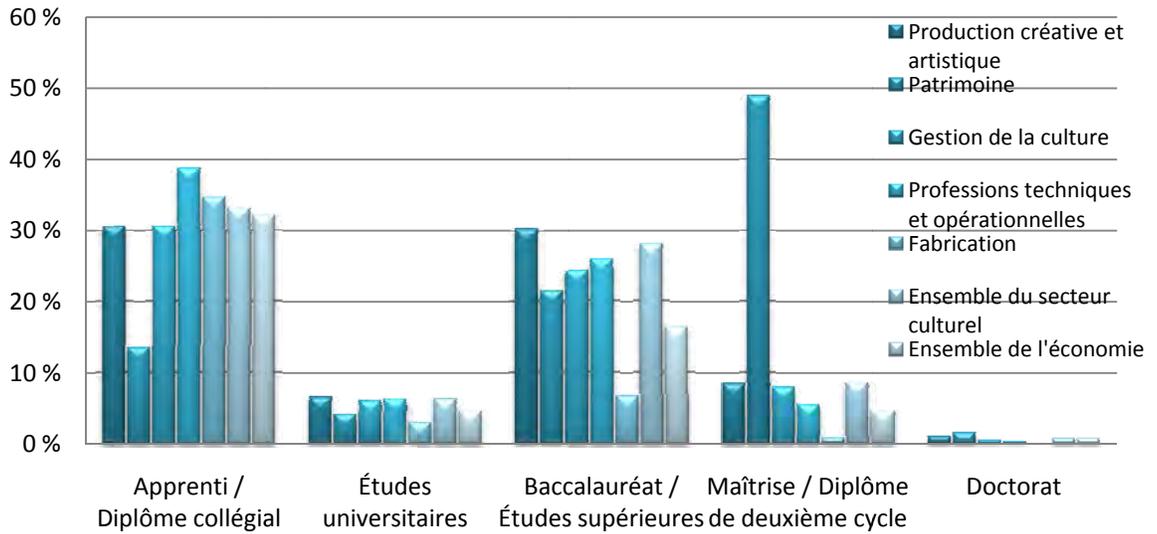
■ Temps partiel (<30 heures)
■ Plein temps (>30 heures)

3.2.4 PROFIL DE L'ÉDUCATION

Un des éléments qui distingue le secteur culturel est que le niveau d'éducation des travailleuses et travailleurs y est beaucoup plus élevé que dans l'ensemble de la population active canadienne. Dans l'ensemble de la population active, 41 p. 100 des travailleuses et travailleurs ont un diplôme d'études secondaires ou moins tandis que, dans le secteur culturel, le pourcentage baisse à 27 p. 100 seulement.

Dans les groupes de professions de la culture, c'est en patrimoine que l'on retrouvait le niveau d'éducation le plus élevé – plus de la moitié des travailleuses et travailleurs de ce groupe avaient un diplôme de maîtrise ou supérieur et un autre 20 p. 100, un diplôme de premier cycle. Environ 40 p. 100 des travailleuses et travailleurs de la production créative et artistique avaient un diplôme de premier cycle ou plus élevé tandis que le tiers des travailleuses et travailleurs de la gestion de la culture et des professions techniques et opérationnelles avaient un diplôme de premier cycle ou supérieur.

GRAPHIQUE 3.2.4 PROFIL DE L'ÉDUCATION, 2006



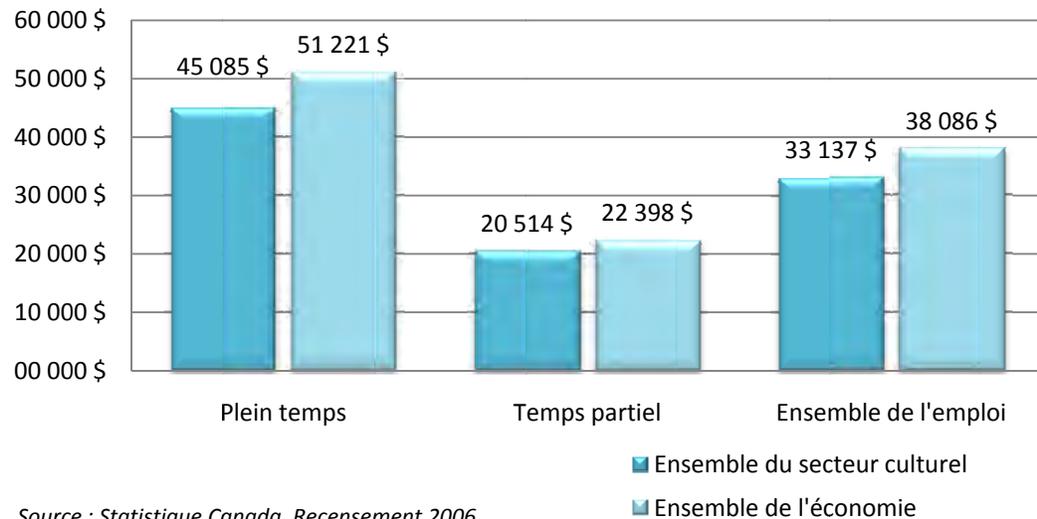
Source : Statistique Canada, Recensement 2006

3.2.5. TRAITEMENTS ET SALAIRES

Malgré les niveaux d'éducation relativement élevés parmi la population active de la culture, les traitements et les salaires enregistrés dans les professions de la culture avaient tendance à être plus bas que dans l'ensemble de la population active canadienne. C'était le cas pour les travailleuses et travailleurs à plein temps comme pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel. Pour les travailleuses et travailleurs à plein temps, le revenu moyen des professions de la culture était inférieur de plus de 5 600 \$ à celui de l'ensemble de la population active canadienne et pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel, la différence était d'un peu moins que 1 900 \$.

Il faut toutefois souligner que les données du recensement de 2006 n'indiquent pas quelle partie du revenu annuel des travailleuses et travailleurs provient de la profession principale par rapport à la profession secondaire. Elles n'indiquent pas non plus quelle part du revenu provient de subventions, d'aide sociale ou d'une autre forme de soutien. Pour ces raisons, les données du recensement pourraient fausser l'interprétation des traitements et des salaires moyens pour les professions où l'incidence de travail autonome est très élevée.

GRAPHIQUE 3.2.5.1 NIVEAU DE REVENU MOYEN, 2006



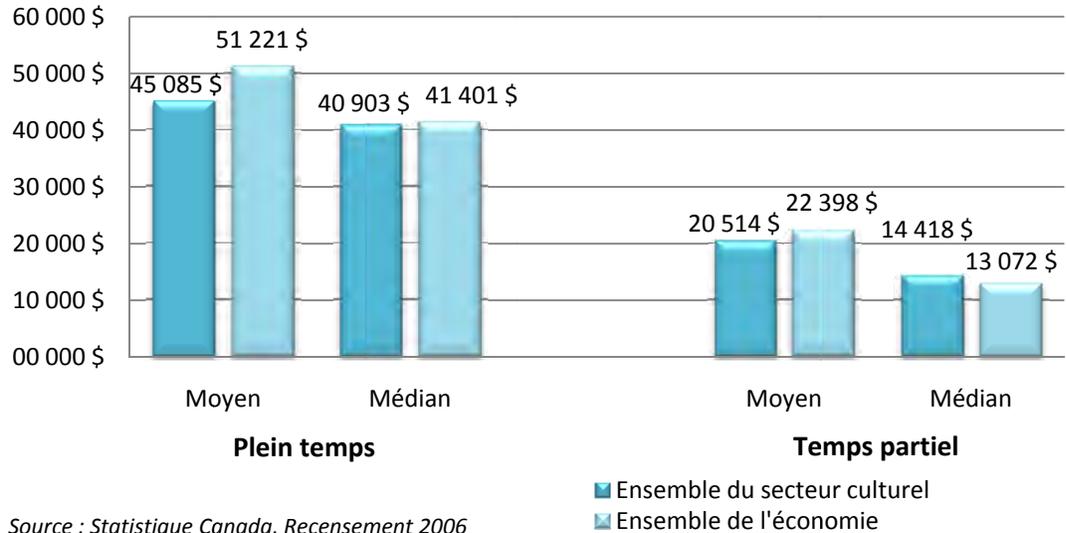
Source : Statistique Canada, Recensement 2006

La distribution des revenus au sein du secteur peut également être déterminée en étudiant l'écart entre les salaires moyens et les salaires médians.¹³ Une petite différence indique que les revenus sont distribués assez également au sein du secteur tandis qu'une grande différence suggère que quelques personnes ont des revenus très élevés alors que la plupart des autres ont de faibles revenus.

Si on compare les professions de la culture avec l'ensemble de la population active canadienne, l'écart entre le salaire moyen et le salaire médian est plus petit dans le secteur culturel. Cela suggère qu'il y a moins de professions de la culture où il existe de grandes disparités de revenu c'est-à-dire que peu de travailleuses et travailleurs ont des salaires très élevés alors que les autres ont des salaires très bas. Parmi les groupes de professions de la culture, le plus grand écart entre le salaire moyen et le salaire médian se retrouve dans la gestion de la culture et dans la production créative et artistique.

¹³ La rémunération moyenne est calculée à partir de la somme de toutes les rémunérations annuelles payées dans le secteur divisée par le nombre de travailleuses et de travailleurs. La médiane est le point milieu de la rémunération dans le secteur - le point où 50 p. 100 des salaires sont plus élevés que la médiane et où 50 p. 100 des salaires sont moins élevés que la médiane.

GRAPHIQUE 3.2.5.2 REVENU MOYEN – REVENU MÉDIAN, 2006



3.3 RENDEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL DES PROFESSIONS DE LA CULTURE

Cette partie analyse de façon plus détaillée la rémunération dans les professions de la culture. Cela comprend une évaluation de l'impact de la récession mondiale sur la rémunération et l'emploi dans les professions de la culture.

3.3.1 PROFESSIONS DE LA PRODUCTION CRÉATIVE ET ARTISTIQUE

INDICATEUR	Production créative et artistique	Ensemble du secteur culturel	Ensemble de l'économie
Emploi	275 415	512 175	16 021 180
Revenu moyen	29 974 \$	33 004 \$	38 086 \$

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006.

La production créative et artistique est le plus grand groupe de professions de la culture. Il comprenait près de 54 p. 100 de toutes les professions de la culture en 2006, dont plusieurs professions traditionnellement associées à la culture comme les artistes, les écrivaines et écrivains, les danseuses et danseurs ainsi que les musiciennes et musiciens.

La croissance de l'emploi dans la production créative et artistique a augmenté de 13 p. 100 entre 2001 et 2006, surpassant ainsi la croissance de l'ensemble des

professions de la culture qui était de 12 p. 100 au cours de la même période. Parmi les professions de cette catégorie, on notait une forte croissance pour les rédactrices et rédacteurs (32 p. 100), les productrices et producteurs, les réalisatrices et réalisateurs et les chorégraphes (19,1 p. 100) et pour les peintres, les sculptrices et sculpteurs et d'autres artistes visuels (16 p. 100).

Peu de professions ont connu une décroissance de l'emploi au cours de cette période : la décroissance de l'emploi était de 7,8 p. 100 chez les artisanes et artisans et de 1,3 p. 100 chez les chefs d'orchestres, les compositrices et compositeurs et chez les arrangeuses et arrangeurs. Les professions les mieux payées de ce groupe étaient les architectes qui gagnaient un salaire moyen de 60 943 \$ en 2006 et les productrices et producteurs, réalisatrices et réalisateurs et les chorégraphes dont le revenu moyen était de 44 106 \$ pour cette même année. Les professions les moins bien payées de ce groupe étaient les danseuses et danseurs dont le salaire moyen était de 13 231 \$ et les peintres, les sculptrices et sculpteurs et d'autres artistes visuels qui avaient un salaire moyen de 14 065 \$.

Une étude effectuée par la Art Gallery de l'université York s'est penchée sur la rémunération des artistes visuels professionnels du Canada. Le rapport, *Waging Culture*, souligne que l'artiste type retirait, en 2007, 20 000 \$ par année de toutes ses sources de revenu alors que le revenu national médian était de 26 850 \$. L'étude a également permis de démontrer que les sources de revenus qui ne sont pas reliées aux arts sont vitales pour les artistes visuels et qu'elles peuvent représenter, en moyenne, jusqu'à 40 p. 100 du total de leur revenu. De plus, l'étude estime aussi qu'il y aurait entre 22 500 et 27 800 artistes visuels au Canada, ce qui représente entre 30 p. 100 et 60 p. 100 de plus que les estimations faites à partir du recensement de 2006.¹⁴

Une autre étude, *A Profile of Professional Dancers in Canada*, effectuée en 2004, présente les résultats d'une enquête indépendante sur les danseuses et danseurs professionnels. L'étude a révélé que plus de 51 p. 100 des danseuses et danseurs qui ont participé à l'enquête avaient gagné 15 000 \$ ou moins en 2003-2004, des revenus provenant de spectacles et d'autres activités reliées à la danse. Le salaire médian d'une danseuse ou d'un danseur type (provenant de toutes les sources de revenu y compris des activités autres que la danse) était juste au-dessus de 19 000 \$ pour cette année, ce qui démontre que les danseuses et danseurs professionnels avaient fréquemment d'autres emplois. En fait, 47 p. 100 des répondantes et répondants avaient des emplois ou faisaient du travail autonome en dehors de leurs activités de danse.¹⁵

¹⁴ Maranda, *Waging Culture*. Disponible en anglais seulement à : www.theAGYUisOutThere.org.

¹⁵ Hill, *A Profile of Professional Dancers in Canada*. Disponible en anglais seulement à : www.dancecanada.net/cda/dancecanada_frame.htm.

INCIDENCE DE LA RÉCESSION MONDIALE SUR LES PROFESSIONS DE LA PRODUCTION CRÉATIVE ET ARTISTIQUE

On estime que la récession mondiale n'a eu qu'une incidence modeste sur l'emploi dans la production créative et artistique, une baisse de 1,2 p. 100 si l'on compare à ce qui ce serait produit sans la récession. Cela s'explique par la prévalence élevée du travail autonome dans cette catégorie. On suppose également que l'influx de travailleuses et de travailleurs d'autres professions, culturelles ou autres, gonfle les chiffres du travail autonome dans cette catégorie; pour un certain nombre de travailleuses et de travailleurs, un changement dans l'emploi peut faire passer leur emploi « culturel » du premier au deuxième ou au troisième rang – ce qui n'apparaîtrait pas dans le recensement.

Par contre, comme dans tous les autres groupes de professions, le travail autonome ne se traduit pas nécessairement par une amélioration de l'emploi. Cela est particulièrement vrai pour ceux et celles qui sont travailleuses ou travailleurs autonomes depuis peu et dont la rémunération représente une baisse par rapport à l'emploi qu'ils occupaient auparavant. Le fait que les salaires soient très faibles dans ce milieu aggrave la situation. Il n'est donc pas étonnant que les professions de la catégorie de la production créative et artistique aient subi la baisse la plus importante du revenu moyen de toutes les catégories (-3,5 p. 100) à la suite de la récession mondiale.

3.3.2 PROFESSIONS DU PATRIMOINE

INDICATEUR	Patrimoine	Ensemble du secteur culturel	Ensemble de l'économie
Emploi	15 655	512 175	16 021 180
Revenu moyen	40 725 \$	33 004 \$	38 086 \$

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006.

Le groupe des professions du patrimoine n'est composé que de trois professions : les bibliothécaires, les conservateurs et conservatrices et les archivistes. Il s'agit du plus petit groupe de professions de la culture qui compte pour 3,1 p. 100 de l'ensemble des professions de la culture. Entre 2001 et 2006, le nombre de travailleuses et travailleurs employés dans ce groupe a augmenté de seulement 1,6 p. 100.

Un des éléments qui distingue ce groupe est le très haut niveau d'éducation des travailleuses et travailleurs du patrimoine. Plus de la moitié (51 p. 100) des

personnes employées dans ce groupe professionnel ont un diplôme de maîtrise ou plus élevé. C'est ce qui explique sans doute pourquoi le revenu moyen des professions du patrimoine était de 40 725 pour l'année 2006.

On retrouve un profil détaillé de la population active des bibliothèques dans *The Future of Human Resources in Canadian Libraries*.¹⁶ Le rapport présente les résultats d'une étude sur les défis de ressources humaines auxquels les bibliothèques canadiennes devront faire face à long terme. Il comprend un profil démographique du personnel des bibliothèques canadiennes basé sur des enquêtes effectués en 2003 et 2004. L'étude a permis de constater que 50 p. 100 du personnel des bibliothèques du Canada avait une maîtrise en bibliothéconomie et en sciences de l'information (MBSI). Environ 47 p. 100 du personnel était composé d'auxiliaires qui occupaient des postes de bibliothécaires associés, d'aide-bibliothécaires ou de bibliothécaires sans MBSI. Parmi les bibliothécaires professionnels, 62 p. 100 occupaient un poste de supervision ou de gestion et 54 p. 100 exerçaient cette profession depuis plus de 15 ans. L'étude a également révélé qu'il y avait une disparité sexospécifique importante dans le personnel des bibliothèques puisque 79 p. 100 des bibliothécaires professionnels et 90 p. 100 des auxiliaires étaient des femmes.

On peut trouver des renseignements supplémentaires sur les caractéristiques des professions du patrimoine dans *The Future of Heritage Work in Canada*.¹⁷ Le rapport présente un profil général du salaire moyen, le niveau moyen d'éducation et d'autres caractéristiques des travailleuses et travailleurs canadiens des sous-secteurs des bibliothèques, des archives et des musées pour l'année 2002, à partir d'enquêtes menées en 2003.

INCIDENCE DE LA RÉCESSION MONDIALE SUR LES PROFESSIONS DU PATRIMOINE

On estime que la récession mondiale n'a eu qu'une faible incidence (-0,6 p. 100) sur la totalité de l'emploi dans les professions du patrimoine. Cela s'explique par le fait que l'on s'attend à ce que la récession mondiale n'ait eu qu'une incidence financière assez modeste sur les établissements du patrimoine. On estime

¹⁶ Ingles, *The Future of Human Resources in Canadian Libraries*, Rapport préparé pour la Canadian Library Human Resources Study par l'université de l'Alberta et Tandem Social Research Consulting, février 2005.

¹⁷ Ingles, *The Future of Heritage Work in Canada*. Rapport préparé pour la Canadian Library Association, le Conseil canadien des archives, l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation, et l'Association des musées canadiens par l'université de l'Alberta et Tandem Social Research Consulting, mars 2004.

également que les effets de la récession n'ont réduit le salaire moyen des professions de la culture que de 0,4 p. 100.

3.3.3 PROFESSIONS DE LA GESTION DE LA CULTUREL

INDICATEUR	Gestion culturelle	Ensemble du secteur culturel	Ensemble de l'économie
Emploi	32 160	512 175	16 021 180
Revenu moyen	47 355 \$	33 004 \$	38 086 \$

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006.

Comme pour le groupe du patrimoine, le groupe de la gestion de la culture ne comprend que trois professions : les gestionnaires des bibliothèques, des archives et des galeries d'art, les gestionnaires de l'édition, du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène et les superviseurs et superviseuses des bibliothèques et de la correspondance ainsi que les commis liés à ces professions. Ce groupe de professions compte pour 6,3 p. 100 du total de l'emploi culturel et dans l'ensemble, la croissance de l'emploi pour ce groupe a connu une hausse marquée (13,6 p. 100) entre 2001 et 2006.

De plus, c'est dans ce groupe que l'on retrouve le salaire moyen le plus élevé de l'ensemble des groupes de professions de la culture. En 2006, les travailleuses et travailleurs des professions de la gestion de la culture ont gagné en moyenne 47 355 \$.

Une étude nationale sur la rémunération des postes de gestion et d'administration d'organismes culturels sans but lucratif a permis de constater que les organismes culturels continuent à piétiner par rapport aux organismes sans but lucratif en général et aux industries comparables dans plusieurs sphères de la rémunération et des avantages sociaux. Bien que le niveau de rémunération soit élevé en comparaison de celui des autres professions de la culture, il accuse du retard par rapport à l'ensemble de l'économie. L'étude a également démontré que pour les plus petits organismes (ceux dont les budgets sont inférieurs à 1 000 000 \$) la surcharge de travail, le manque de ressources et le roulement de personnel élevé représentaient des défis majeurs.¹⁸

¹⁸ Deloitte & Touche, *Étude nationale sur la rémunération des gestionnaires et administrateurs des organismes sans but lucratif du domaine des arts* (mise à jour 2009). Disponible à : www.crhsculturel.ca.

INCIDENCE DE LA RÉCESSION MONDIALE SUR LES PROFESSIONS DE LA GESTION DE LA CULTURE

On estime que la récession mondiale a eu une grande incidence (-3,9 p. 100) sur l'emploi dans les professions de la gestion de la culture. Cela s'explique par l'incidence financière importante de la récession mondiale sur les établissements employant le plus grand nombre de gestionnaires de la culture (édition, radiotélédiffusion, cinéma et enregistrement sonore). Toutefois, parce que le taux de travail autonome est faible dans les professions de la gestion de la culture, on estime que les effets de la récession n'ont fait baisser les salaires moyens dans ce groupe que de 0,9 p. 100.

3.3.4 PROFESSIONS TECHNIQUES ET OPÉRATIONNELLES

INDICATEUR	Professions techniques et opérationnelles	Ensemble du secteur culturel	Ensemble de l'économie
Emploi	188 945	512 175	16 021 180
Revenu moyen	34 222 \$	33 004 \$	38 086 \$

Source : Statistique Canada, Recensement de 2006.

La croissance de l'emploi dans les professions techniques et opérationnelles a été un peu plus lente que la croissance moyenne entre 2001 et 2006, augmentant de 10,9 p. 100 alors que la croissance était de 11,7 p. 100 pour l'ensemble de l'emploi dans le domaine de la culture. Toutefois, plus de professions de ce groupe ont eu une croissance considérable au cours de cette période, y compris les professions techniques dans les musées et les galeries d'art (25,7 p. 100) et d'autres professions techniques en cinéma, en radiotélédiffusion et en arts de la scène (13,7 p. 100). Par contre, d'autres professions de ce groupe ont subi une baisse de l'emploi au cours de cette période dont les techniciennes et techniciens de la radiotélédiffusion (-9,3 p. 100) et les professions d'assistants et de soutien dans le cinéma, la radiotélédiffusion et les arts de la scène (-12,4 p. 100).

INCIDENCE DE LA RÉCESSION MONDIALE SUR LES PROFESSIONS TECHNIQUES ET OPÉRATIONNELLES

On estime que les effets de la récession mondiale ont contribué à couper des emplois dans les professions techniques et opérationnelles; l'emploi a diminué de 3,3 p. 100 dans ce groupe. Cela s'explique par l'importante incidence de la

récession sur les revenus des établissements employant des personnes qui exercent plusieurs des professions techniques et opérationnelles comme la radiotélédiffusion, le cinéma et l'enregistrement sonore. Par contre, les effets de la récession sur le salaire moyen ne sont pas sérieux (-1,5 p. 100), en raison du taux modeste de travail autonome dans ces professions.

3.3.5 APERÇU DE L'EMPLOI À COURT TERME POUR LES PROFESSIONS DE LA CULTURE

Effet sur les perspectives d'emploi	Enjeux clés
	<p>Les achats des ménages canadiens en biens et en services culturels — Bien que l'on s'attende à ce que la consommation des ménages augmente à mesure que reprendra l'économie canadienne et que baisseront les taux de chômage, la croissance dans les dépenses discrétionnaires sera lente. La récession a accéléré le passage des méthodes traditionnelles de distribution de plusieurs produits culturels vers des méthodes électroniques ou des méthodes basées sur le Web. Cela touchera le rythme de reprise des industries culturelles où il faut adapter les modèles d'affaires à la transition.</p>
	<p>Consommation des entreprises locales en biens et en services culturels — On estime que la récession mondiale a fait diminuer les dépenses générales des entreprises canadiennes en biens et en service culturels (à l'exception de la publicité) de 4,5 p. 100 en 2009. Elle a aussi mené à une réduction de 12,1 p. 100 de l'ensemble des dépenses des entreprises en publicité pour l'année 2009 et accéléré le passage des plateformes traditionnelles de publicité (télévision, cinéma, journaux et magazines) à la publicité sur le Web ou à d'autres plateformes non traditionnelles. On s'attend à ce que les revenus de publicité du secteur récupèrent lentement puisque les modèles d'affaires des plateformes de publicité non traditionnelles continuent à évoluer, ce qui exerce des pressions à la baisse sur les taux de publicité.</p>
	<p>Consommation étrangère de biens et de services culturels — À mesure que l'économie mondiale récupérera, la demande pour des biens et des services culturels canadiens devrait augmenter. Toutefois, parce qu'on prévoit que la valeur du dollar canadien devrait demeurer relativement élevée à court terme, les biens et les services seront plus chers. Par conséquent, la demande pourrait être comblée au-delà de nos frontières.</p>
	<p>Soutien du gouvernement — Les fonds de stimulation supplémentaires utilisés pour combattre la récession mondiale ont imposé un gros fardeau sur les finances du fédéral et des provinces. À cause de cela, les gouvernements tenteront de réduire leurs dépenses discrétionnaires (autres que les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) et consacreront d'abord les revenus du gouvernement au paiement de la dette. Par conséquent, le soutien du gouvernement pour les industries et les professions du secteur culturel pourrait être réduit.</p>

	<p>Technologie — L'avancement de la technologie dans le secteur culturel canadien représente un risque à la fois positif et négatif pour l'emploi et la rémunération dans les professions de la culture. Sur le plan positif, les avancées de la technologie ont le potentiel d'améliorer la compétitivité et la productivité dans certaines professions. Sur le plan négatif, l'avancement de la technologie a un prix très élevé, des coûts financiers pour acquérir les nouvelles technologies et du temps pour former les travailleuses et travailleurs et mettre leurs compétences à jour.</p>
	<p>Mondialisation — Comme la technologie, la mondialisation peut avoir des effets positifs et négatifs sur les perspectives d'emploi et sur la rémunération dans le secteur culturel. La mondialisation pourrait faire augmenter le nombre de possibilités d'emploi et la rémunération dans le secteur. Mais elle peut également augmenter le niveau de concurrence par rapport à ces mêmes possibilités au plan local, régional ou même mondial.</p>
<p>Légende : ↑ = effet positif sur les perspectives d'emploi, ↔ = effet neutre, ↓ = effet négatif</p>	

Les perspectives de santé économique et financière du secteur culturel canadien semblent assez mitigées et les perspectives des professions de la culture le sont aussi. La reprise économique mondiale offrira un meilleur potentiel de revenu pour les biens et les services culturels canadiens. En même temps, on s'attend à ce que les changements constants dans la façon dont les biens et les services sont consommés, et dans la façon dont ils sont payés, exercent des pressions à la baisse sur la croissance des revenus du secteur. Par contre, le niveau de pression variera selon les domaines et les professions de la culture et même au sein d'un même domaine ou d'une même profession.

La technologie et la mondialisation représentent de nouvelles possibilités et de nouveaux défis en matière d'emploi pour les professions de la culture. Un soutien financier adéquat est toutefois nécessaire pour intégrer ces possibilités et en profiter. Autrement, elles deviendront des obstacles supplémentaires qu'il faudra vaincre pour réussir. Le soutien du gouvernement au secteur culturel pourrait être réduit à court terme limitant ainsi la capacité des établissements culturels et des travailleuses et travailleurs du secteur de profiter pleinement des possibilités qui leur sont offertes.

4. EMPLOYEURS DU SECTEUR CULTUREL

Le présent chapitre donne des renseignements sur les employeurs du secteur culturel à partir des données disponibles les plus récentes. Il comprend des renseignements sur le nombre, la taille et la distribution géographique des établissements qui emploient les travailleuses et travailleurs du secteur culturel.

Le chapitre présente également plus d'information sur le marché du travail des sept domaines « de base » du secteur culturel, tels que définis au Chapitre 2 du présent rapport. L'Annexe A donne une description plus détaillée des établissements et des industries qui forment chacun des domaines de la culture.

4.1 ÉTABLISSEMENTS DU SECTEUR CULTUREL

En 2009, il y avait 48 840 établissements culturels au Canada, ce qui représente 2,1 p. 100 de l'ensemble des établissements de toute l'économie canadienne. Les établissements culturels sont en moyenne plus petits que les établissements des autres secteurs. Au sein du secteur culturel, il y a relativement peu de grands établissements et on les retrouve surtout dans le domaine de l'édition de livres et de périodiques. Il n'est sans doute pas étonnant de ne pas retrouver de moyens ou grands établissements dans le domaine des arts visuels et des métiers d'art.

TABLEAU 4.1.1 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PAR TAILLE, 2009

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	Indéterminé	Petit (1-99)	Moyen (100-499)	Grand (500+)	Total
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	13 057	6 195	126	16	19 394
Cinéma	11 723	4 721	56	4	16 504
Radio	679	796	13	2	1 491
Télévision	310	278	35	5	629
Radiotélédiffusion	345	399	21	5	770
Musique	3 086	741	8	1	3 836
Arts de la scène	3 916	1 919	31	7	5 873
Patrimoine	385	2 149	65	8	2 607
Patrimoine bâti	134	568	16	2	720
Bibliothèques et archives	98	794	29	5	926
Musées	153	787	20	1	961
Livres et périodiques	4 236	2 737	88	18	7 079
Livres	1 586	551	12	4	2 153

Périodiques	1 854	1 097	24	2	2 978
Journaux	796	1 089	52	12	1 948
Arts visuels et métiers d'art	1 753	874	0	0	2 627
Médias numériques interactifs	4 465	2 918	37	4	7 424
Total culture	30 898	17 533	355	54	48 840
Ensemble de l'économie : tous les secteurs	1 209 435	1 056 803	20 100	2 991	2 289 329
Part de la culture dans l'économie	2,6 %	1,7 %	1,8 %	1,8 %	2,1 %

* Les établissements indéterminés incluent les établissements n'ayant pas de compte de paie, normalement des entreprises individuelles, des entreprises familiales, ou des établissements qui comptent uniquement sur des ententes contractuelles.
Sources : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009.

Ces données sont tirées du registre des entreprises de Statistique Canada. Les données sont à jour et détaillées — jusqu'au niveau du code à six chiffres du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Par contre, ces données sont limitées dans la mesure où pour faire partie du registre des entreprises, un établissement doit satisfaire à l'un des critères suivants :

- L'établissement est un employeur (a des employées et employés).
- L'établissement est une société aux fins de l'impôt (est incorporé).
- L'établissement est inscrit à la TPS (une inscription obligatoire pour les personnes ou les entreprises dont les ventes ou les affaires dépassent 30 000 \$ par année).

Plusieurs établissements culturels ne satisfont pas à ces critères, c'est le cas de la plupart des artistes indépendants et des travailleuses et travailleurs culturels. Ils ne font donc pas partie des données. Il pourrait également y avoir une possibilité de mauvaise classification des industries représentées par les plus grandes entreprises. Une université, par exemple, serait reconnue dans le registre comme une entreprise d'éducation puisque son produit principal fait partie de l'industrie de l'éducation. Au sein de cette université, il y a toutefois des établissements comme des bibliothèques, des points de vente de nourriture, des galeries d'art, etc. qui devraient être classifiés dans le registre en fonction de leurs propres industries. Dans la mesure où un établissement est classifié correctement, le registre des entreprises donne un portrait assez utile du secteur culturel.

4.2 PROFILS DES EMPLOYEURS PAR DOMAINE CULTUREL

Les profils des employeurs que l'on retrouve dans cette partie du rapport comportent des indicateurs normalisés de l'information sur le marché du travail basés sur les

données disponibles pour chacun des domaines de la culture. On y retrouve également leurs caractéristiques propres qui ont été définies à partir des données disponibles sur les employeurs des divers domaines de la culture. L'Annexe D dresse des profils complets des employeurs des divers domaines de la culture.

4.2.1 LE DOMAINE DU CINÉMA, DE LA RADIO, DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIOTÉLÉDIFFUSION

La façon dont les Canadiennes et Canadiens consomment du cinéma, de la radio et de la télévision change rapidement : la radio et les films sont diffusés sur Internet, on peut regarder une émission de télévision sur un cellulaire et la radiotélédiffusion est passée au numérique et à la haute définition. De plus, les entreprises canadiennes de médias continuent à se consolider, ce qui produit des changements majeurs dans la création, le regroupement et la distribution du contenu.

En raison du changement rapide dans les technologies, les industries du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion ont eu à relever un certain nombre de défis au cours des dernières années. Dans le domaine de la distribution, par exemple, l'utilisation croissante de l'Internet et des technologies numériques pour avoir accès à des films, à la radio, à la télévision et au contenu radiotélédiffusé a des conséquences importantes sur les revenus de l'industrie et forcent les producteurs à réviser leurs modèles d'affaires pour s'adapter aux nouveaux médias. S'assurer que les protections des droits d'auteur soient respectées alors que les plateformes de distribution numériques gagnent de plus en plus de popularité auprès des auditoires demeure une préoccupation constante pour ces industries.

De plus, l'industrie de la production de films, de télévision et de vidéo dépend largement de la production et des tournages étrangers, surtout en provenance des États-Unis. La hausse récente du dollar canadien nuit à cette source de revenu en augmentant les coûts de production au Canada pour les producteurs étrangers et diminue considérablement l'attrait que peut représenter le Canada comme lieu de production.

La radio demeure un média très important dans la diffusion de l'information malgré la prolifération des nouvelles technologies. En 2007, 91 p. 100 des personnes âgées de 12 ans et plus avaient écouté la radio.¹⁹ Cette force constante de l'industrie relève en partie des changements de la fin des années 1990 qui ont permis aux stations de radio de se consolider et, par conséquence d'accroître les économies d'échelle. La migration de certaines stations AM vers la bande FM plus lucrative a donné un nouvel élan financier à l'industrie.

¹⁹ BBM Canada, *Sondage radio 2007–2008*, tel que cité dans Patrimoine canadien, *Intersections : L'état du paysage culturel - Rapport annuel 2007–2008 du secteur des affaires culturelles*.

En 2008, les établissements de radio, de télévision et de radiotélédiffusion ont généré près de 26,2 milliards de dollars en revenus²⁰ et employé 144 970 personnes. De ces employées et employés, un peu plus de 22 p. 100 étaient des travailleuses et travailleurs autonomes, 57 p. 100 étaient des hommes et moins de la moitié (45,6 p. 100) travaillaient à plein temps. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps était légèrement inférieur à 60 000 \$ en 2005 et celui des travailleuses et travailleurs à temps partiel légèrement supérieur à 27 000 \$.

Le nombre d'établissements de cinéma, de radio, de télévision et de radiotélédiffusion était d'un peu plus de 19 000 en 2009. Plus des deux-tiers (67 p. 100) d'entre eux étaient situés en Ontario et au Québec. En fait, parmi les établissements de taille moyenne ou grande, 75 p. 100 étaient en Ontario et au Québec.

TABLEAU 4.2.1.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE CINÉMA, DE RADIO, DE TÉLÉVISION ET DE RADIOTÉLÉDIFFUSION

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	154 218
Employées et employés	144 970
Travailleuses et travailleurs autonomes	34 523 (22,1 % de la population active)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	57 %
Femmes	43 %
Statut	
Plein temps	45,6 %
Temps partiel	46,3 %
Aucun revenu	8,1 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	59 678 \$
Temps partiel	26 229 \$

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données

²⁰ Les calculs du Conference Board du Canada sont basés sur les données de Statistique Canada : Tableaux sommaires CANSIM 361-0011, 361-0016, 361-0014, 361-0012, 357-0002, 353-0003.

du recensement de 2006 de Statistique Canada. Industries incluses : SCIAN 5121 – Industrie du film et de la vidéo, SCIAN 5151 – Radiodiffusion et télédiffusion, SCIAN 5171 – Télécommunications par fil (en partie seulement), SCIAN 7114 – Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques, (en partie seulement), SCIAN 7115 – Artistes, auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).

TABLEAU 4.2.1.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE CINÉMA, DE RADIO, DE TÉLÉVISION ET DE RADIOTÉLÉDIFFUSION (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	13 057	6 195	126	16	19 394
Terre-Neuve-et-Labrador	66	52	1	0	119
Île-du-Prince-Édouard	26	20	0	0	46
Nouvelle-Écosse	332	166	7	1	507
Nouveau-Brunswick	102	99	1	1	203
Québec	2 766	1 581	42	7	4 395
Ontario	6 310	2 268	51	7	8 636
Manitoba	234	203	2	0	439
Saskatchewan	186	149	2	0	337
Alberta	670	404	11	0	1 085
Colombie-Britannique	2 344	1 231	9	0	3 584
Territoires	20	23	0	0	43

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 512110 – Production de films et de vidéos, SCIAN 512120 – Distribution de films et de vidéos, SCIAN 512190 – Postproduction et autres industries du film et de la vidéo, SCIAN 515110 – Radiodiffusion, SCIAN 515120 – Télédiffusion, SCIAN 515210 – Télévision payante et spécialisée, SCIAN 517112 – Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision, SCIAN 711512 – Acteurs, comédiens et interprètes indépendants (en partie seulement), SCIAN 711513 – Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

La consolidation croissante des entreprises dans ce domaine s'ajoute à la difficulté de définir clairement les activités distinctes et les rendements financiers connexes de chacun des sous-domaines. En théorie, nous pouvons conceptualiser la division entre les divers domaines, mais en pratique, les activités se chevauchent énormément. À titre d'exemple, les données disponibles pour le sous-domaine de la radio comprennent la production d'émissions de radio et la diffusion d'émissions de

radio. De même, dans le sous-domaine de la télévision, certaines données comprennent les activités liées à la télédiffusion et certaines données de la télédiffusion incluent les activités de production télévisuelle.

La radiotélédiffusion est une activité très difficile à isoler en raison de la façon dont les données sont recueillies et en particulier en raison du chevauchement avec d'autres sous-domaines — surtout la radio et la télévision. Bien que nous ayons fait beaucoup d'efforts pour isoler les activités et les rendements financiers de chacun des sous-domaines, il faut interpréter les résultats avec précaution.

LE SOUS-DOMAINES DU CINÉMA

On estime que les établissements du cinéma comptent pour 28 p. 100 des revenus et pour 39 p. 100 de l'emploi dans le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Les personnes qui y travaillent sont à 22 p. 100 des travailleuses et travailleurs autonomes et des hommes à 59 p. 100, ce qui est très semblable au pourcentage que l'on retrouve dans l'ensemble du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Toutefois, en cinéma, plus de personnes travaillent à temps partiel soit 59,7 p. 100 par rapport à 46,3 p. 100 pour l'ensemble du domaine. On estime que le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps et à temps partiel y est moins élevé que dans l'ensemble du domaine.

En 2009, 16 504 Canadiennes et Canadiens travaillaient dans les établissements du cinéma. La majeure partie de ces établissements se trouvaient en Ontario et au Québec, tandis que plus de 19 p. 100 étaient situés en Colombie-Britannique. Des 60 établissements de taille moyenne et grande que l'on retrouve au Canada, un peu plus de la moitié (32) étaient situés au Québec et 19 en Ontario. On en trouvait quatre en Colombie-Britannique, trois en Nouvelle-Écosse et deux en Alberta.

LE SOUS-DOMAINES DE LA RADIO

On estime que les établissements de radio comptaient pour 8 p. 100 des revenus et pour 9 p. 100 de l'emploi de l'ensemble du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Le pourcentage d'hommes (56 p. 100) y était le même que dans l'ensemble du domaine, mais celui des travailleuses et travailleurs autonomes y était un peu plus bas, soit 4,9 p. 100 par rapport à 22,1 p. 100, comme celui du travail à temps partiel (33 p. 100 par rapport à 46,3 p. 100). Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs de la radio, à plein temps et à temps partiel, était plus élevé que celui de l'ensemble du domaine.

En 2009, environ 63 p. 100 des 1 491 établissements canadiens de radio étaient situés dans le Centre du Canada (Ontario et Québec), tandis que 22 p. 100 se

trouvaient dans l'Ouest (Alberta et Colombie-Britannique), 7 p. 100 dans les Prairies (Manitoba et Saskatchewan) et 8 p. 100 dans la région de l'Atlantique. Moins de 1 p. 100 (8) des établissements étaient installés dans les territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut). Des 15 établissements de radio de taille moyenne ou grande que l'on retrouve au Canada, un tiers (5) étaient situés en Ontario, quatre au Québec, trois en Alberta et deux en Colombie-Britannique.

LE SOUS-DOMAINES DE LA TÉLÉVISION

On estime que les établissements de télévision comptaient pour 25 p. 100 des revenus et pour 15 p. 100 de l'emploi de l'ensemble du domaine. Le pourcentage d'hommes (56 p. 100) était le même que dans l'ensemble du domaine, par contre, le pourcentage de travailleuses et de travailleurs autonomes y est beaucoup plus bas (4,9 p. 100), comme celui du travail à temps partiel (33 p. 100). Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps et à temps partiel de la télévision était plus élevé que celui de l'ensemble du domaine.

En 2009, parmi les 40 moyens et grands établissements de télévision, la moitié (20) étaient situés en Ontario et neuf au Québec. Quatre établissements se trouvaient en Alberta, trois en Colombie-Britannique et deux en Nouvelle-Écosse.

LE SOUS-DOMAINES DE LA RADIOTÉLÉDIFFUSION

On estime que les établissements de la radiotélédiffusion comptaient pour 40 p. 100 des revenus et pour 16 p. 100 de l'emploi dans le domaine. Le pourcentage d'hommes y était le même (58 p. 100) que celui de l'ensemble du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion, mais le pourcentage de travailleuses et de travailleurs autonomes (1,2 p. 100) ou de travailleuses et travailleurs à temps partiel (25,4 p. 100) y est beaucoup plus bas que dans l'ensemble du domaine. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps et à temps partiel était plus élevé dans ce sous-domaine que dans l'ensemble du domaine.

En 2009, parmi les 26 grands et moyens établissements de radiotélédiffusion du Canada, la moitié (13) étaient situés en Ontario et quatre au Québec. L'Alberta, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse en comptaient chacun deux.

4.2.2 LE DOMAINE DE LA MUSIQUE

La révolution numérique a eu des effets majeurs sur le domaine de la musique, au Canada et ailleurs dans le monde. Au cours des dix dernières années, la tendance était à la baisse dans les ventes de musique et d'enregistrements sonores, en partie en raison du passage rapide des plateformes traditionnelles de distribution aux canaux en ligne. Cela soulève des questions comme le téléchargement illégal par

Internet et la difficulté d'adapter un cadre légal pour la distribution en ligne. En 2010, on estime que la valeur de la distribution numérique de la musique dépassera la valeur de la distribution physique.²¹ Bien que ces changements technologiques aient permis d'accroître le marché des produits de la musique et de l'enregistrement sonore, ils ont également créé de nouveaux enjeux en matière de redevances et de droits d'auteur au sein de l'industrie qui doit trouver une solution au téléchargement illégal par Internet.

Le domaine canadien de la musique est très diversifié, allant de très petites entreprises à de grandes entreprises multinationales en passant par les artistes indépendants. Dans l'industrie, on retrouve des musiciennes et musiciens, des auteures-compositrices et auteurs-compositeurs, des maisons de disques, des agentes et agents d'artistes, des agentes et agents de spectacles ainsi que des éditrices et éditeurs de musique qui créent, font la promotion et commercialisent la musique canadienne. Au Canada, les industries de la production et de la distribution de la musique sont dominées par de grandes entreprises, mais le secteur de la musique indépendante, composé principalement de petits et de moyens producteurs y est également florissant. Tous les partenaires de l'industrie doivent relever le même défi : créer de nouveaux modèles d'affaires et les adapter afin que l'industrie réussisse à passer à travers cette période de changements rapides.

En 2008, les établissements de la musique ont généré des revenus de plus de 887 millions de dollars²² et employé 16 837 travailleuses et travailleurs. Parmi eux, plus de 36 p. 100 étaient des travailleuses et travailleurs autonomes, 61 p. 100 étaient des hommes et un peu plus d'un tiers (34,3 p. 100) travaillaient à plein temps. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps était d'un peu moins de 30 000 \$ en 2005 et celui des travailleuses et travailleurs à temps partiel d'un peu plus de 12 500 \$.

Parmi les 3 800 établissements de musique qui existaient en 2009, 71 p. 100 étaient situés en Ontario et au Québec. Des neuf grands et moyens établissements de musique du Canada, cinq étaient situés en Ontario, deux au Québec, un en Alberta et un en Colombie-Britannique.

²¹ Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario, *Profil de l'industrie de la musique*, p. 4.

²² Les calculs du Conference Board du Canada sont basés sur les données de Statistiques Canada : Tableaux sommaires CANSIM 361-0005 et Enregistrement sonore et édition de musique (87F0008X).

TABLEAU 4.2.2.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE MUSIQUE

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	17 830
Employées et employés	16 837
Travailleuses et travailleurs autonomes	6 431 (36,1 % de la population active)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	61 %
Femmes	29 %
Statut	
Plein temps	34,3 %
Temps partiel	55,7 %
Aucun revenu	10,0 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	29 663 \$
Temps partiel	12 587 \$

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données du recensement de 2006 de Statistique Canada. Industries : SCIAN 5122 – Industries de l'enregistrement sonore, SCIAN 7111 – Compagnies d'arts d'interprétation (en partie seulement).

TABLEAU 4.2.2.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE MUSIQUE (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	3 086	741	8	1	3 836
Terre-Neuve-et-Labrador	21	10	0	0	31
Île-du-Prince-Édouard	8	2	0	0	10
Nouvelle-Écosse	71	13	0	0	84
Nouveau-Brunswick	26	9	0	0	35
Québec	886	220	1	1	1 108
Ontario	1 342	278	5	0	1 625
Manitoba	70	16	0	0	86
Saskatchewan	37	8	0	0	45

Alberta	232	65	1	0	298
Colombie-Britannique	390	119	1	0	510
Territoires	3	1	0	0	4

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 512210 – Production d'enregistrements sonores, SCIAN 512220 – Production et distribution d'enregistrements sonores, SCIAN 512240 – Studios d'enregistrement sonore, SCIAN 512290 – Autres industries de l'enregistrement sonore, SCIAN 512230 – Éditeurs de musique, SCIAN 711130 – Formations musicales et musiciens.

4.2.3 LE DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE

Le domaine des arts de la scène représente un groupe très diversifié d'artistes et d'organismes œuvrant dans la production de spectacles allant de l'opéra et des orchestres aux arts du cirque et aux festivals de musique. Parmi les industries de ce domaine, on retrouve un vaste éventail d'entreprises et de pratiques d'affaires, de très grandes entreprises comme le Cirque du Soleil et de nombreux artistes indépendants. Les arts de la scène jouent également un rôle clé dans la société canadienne : 90 p. 100 des Canadiennes et des Canadiens croient que les espaces des arts de la scène de leur collectivité contribuent à améliorer leur qualité de vie.²³

En 2008, les établissements des arts de la scène ont généré plus de 1,38 milliards de dollars en revenus²⁴ et ont employé 36 363 travailleuses et travailleurs. De ceux-ci, près de la moitié (49,7 p. 100) étaient des travailleuses et travailleurs autonomes, 53 p. 100 étaient des hommes et moins d'un tiers (29,3 p. 100) disaient travailler à plein temps. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps de ce domaine dépassait légèrement 17 000 \$ en 2005 et celui des travailleuses et travailleurs à temps partiel était d'un peu plus de 7 000 \$.

En 2009, parmi les 5 900 établissements d'arts de la scène du Canada, 69 p. 100 étaient situés en Ontario et au Québec. Des 38 grands et moyens établissements d'art de la scène, 17 étaient situés en Ontario, cinq en Alberta et trois en Colombie-Britannique. On retrouvait un établissement moyen d'arts de la scène en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick et au Manitoba et un grand établissement d'arts de la scène à l'Île-du-Prince-Édouard.

²³ *Les arts et le patrimoine au Canada : Sondage sur l'accès et la disponibilité, 2007*, Phoenix Strategic Perspectives. *Intersections : Naviguer dans le paysage culturel - Rapport annuel 2007-2008 du secteur des Affaires culturelles.*

²⁴ Les calculs du Conference Board du Canada sont basés sur les données de Statistique Canada : Tableaux sommaires CANSIM 361-0009 et Arts de la scène (87F0003X).

TABLEAU 4.2.3.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DES ARTS DE LA SCÈNE

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	38 614
Employées et employés	36 363
Travailleuses et travailleurs autonomes	19 271 (49,7 % de la population active)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	53 %
Femmes	47 %
Statut	
Plein temps	29,3 %
Temps partiel	58,0 %
Aucun revenu	12,7 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	17 137 \$
Temps partiel	7 079 \$

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données du Recensement de 2006 de Statistique Canada. Industries : SCIAN 7111 – Compagnies d’arts d’interprétation (en partie seulement), SCIAN 7113 – Promoteurs (diffuseurs) d’événements artistiques et sportifs et d’événements similaires (en partie seulement), SCIAN 7115 – Artistes, auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).

TABLEAU 4.2.3.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN ARTS DE LA SCÈNE (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	3 916	1 919	31	7	5 873
Terre-Neuve-et-Labrador	19	29	0	0	48
Île-du-Prince-Édouard	8	8	0	1	17
Nouvelle-Écosse	50	51	1	0	102
Nouveau-Brunswick	29	35	1	0	65
Québec	1 210	671	8	1	1 890
Ontario	1 634	518	12	5	2 169
Manitoba	68	45	1	0	114

Saskatchewan	43	40	0	0	83
Alberta	217	145	5	0	368
Colombie-Britannique	628	368	3	0	999
Territoires	9	9	0	0	19

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 711111 – Compagnies de théâtre (sauf de comédie musicale), SCIAN 711112 – Compagnies de comédie musicale et d'opéra, SCIAN 711120 – Compagnies de danse, SCIAN 711190 – Autres compagnies d'arts d'interprétation, SCIAN 711311 – Exploitants de théâtres et autres diffuseurs d'événements artistiques avec installations, SCIAN 711322 – Festivals sans installations, SCIAN 711512 – Acteurs, comédiens et interprètes indépendants (en partie seulement).

4.2.4 LE DOMAINE DU PATRIMOINE

Le domaine du patrimoine comprend un vaste éventail d'établissements dans les catégories du patrimoine, des bibliothèques et des archives qui fonctionnent en très grande partie grâce au soutien du gouvernement. On y retrouve des musées, des galeries d'art non commerciales, des archives, des lieux historiques, des édifices, des parcs communautaires et naturels et des aires de conservation qui offrent des programmes d'interprétation et d'éducation. Les centres d'exposition, les planétariums, les observatoires, les aquariums, les jardins zoologiques et botaniques ainsi que les arboretums font également partie de ce domaine.

En 2008, les établissements du patrimoine ont généré plus de 340 millions de dollars en revenus²⁵ et ont employé près de 25 500 travailleuses et travailleurs. Une infime partie d'entre eux (2,1 p. 100) étaient des travailleuses et travailleurs autonomes, 44 p. 100 étaient des hommes et un peu plus d'un tiers (34,8 p. 100) travaillaient à plein temps. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps dans ce domaine était légèrement supérieur à 49 000 \$ en 2005 et il était un peu supérieur à 15 500 \$ chez les travailleuses et travailleurs à temps partiel.

Parmi les 2 607 établissements du patrimoine que l'on retrouvait au Canada en 2009, un peu moins de la moitié (47,6 p. 100) étaient situés en Ontario et au Québec. Parmi les 73 grands et moyens établissements du patrimoine, 26 se trouvaient en Ontario, 15 au Québec, 13 en Colombie-Britannique, huit en Alberta et six en Saskatchewan. Le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard n'avaient aucun établissement de grande ou de moyenne taille.

²⁵ Les calculs du Conference Board du Canada sont basés sur les données de Statistique Canada : Tableaux sommaires CANSIM 361-0008 et Les établissements du patrimoine (87F0002X).

TABLEAU 4.2.4.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS EN PATRIMOINE

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	29 175
Employées et employés	25 945
Travailleuses et travailleurs autonomes	935 (2,1 % de la population active)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	44 %
Femmes	56 %
Statut	
Plein temps	34,8 %
Temps partiel	59,2 %
Aucun revenu	5,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	49 094 \$
Temps partiel	15 610 \$

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données du Recensement de 2006 de Statistique Canada. Industries : SCIAN 7121 – Établissements du patrimoine. Les statistiques sur la population active et sur l'emploi portent sur les établissements du patrimoine et ne comprennent pas les bibliothèques et les archives.

TABLEAU 4.2.4.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN PATRIMOINE (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	385	2 149	65	8	2 607
Terre-Neuve-et-Labrador	8	84	1	0	93
Île-du-Prince-Édouard	1	25	0	0	26
Nouvelle-Écosse	9	130	1	0	140
Nouveau-Brunswick	11	78	3	0	92
Québec	118	414	14	1	547
Ontario	112	557	22	4	695
Manitoba	25	135	0	0	160
Saskatchewan	11	124	6	0	141

Alberta	47	300	6	2	355
Colombie-Britannique	42	266	12	1	321
Territoires	1	36	0	0	37

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 712111 – Musées d'arts publics, SCIAN 712115 – Musées d'histoire et de sciences, SCIAN 712119 – Autres musées, SCIAN 712120 – Lieux historiques et d'intérêt patrimonial, SCIAN 712130 – Jardins zoologiques et botaniques, SCIAN 712190 – Parcs naturels et autres institutions similaires, SCIAN 519121 – Bibliothèques, SCIAN 519122 – Archives.

LE SOUS-DOMAINES DU PATRIMOINE BÂTI

On estime que les établissements du patrimoine bâti comptaient pour 29 p. 100 des revenus et pour 30 p. 100 de l'emploi de l'ensemble du domaine du patrimoine.

Parmi les 720 établissements du patrimoine bâti que l'on retrouvait au Canada en 2009, un peu plus de la moitié (52,4 p. 100) étaient situés en Ontario et au Québec. Parmi les 18 grands et moyens établissements du patrimoine bâti, six se trouvaient au Québec, cinq en Ontario, deux en Alberta, deux en Colombie-Britannique et deux au Nouveau-Brunswick. En Saskatchewan, on trouvait un établissement de patrimoine bâti de taille moyenne.

LE SOUS-DOMAINES DES MUSÉES

On estime que les musées comptaient pour 71 p. 100 des revenus et pour 70 p. 100 de l'emploi du domaine du patrimoine.

Des 961 musées que l'on retrouvait au Canada en 2009, 40 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 28 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 12 p. 100 dans les Prairies et 18 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Des 21 établissements de taille moyenne ou grande du domaine des musées, huit étaient situés en Ontario, six au Québec, trois en Alberta, trois en Colombie-Britannique et un en Saskatchewan.

LE SOUS-DOMAINES DES BIBLIOTHÈQUES ET DES ARCHIVES

Il n'existe malheureusement pas de données à jour et précises sur le revenu et l'emploi dans les bibliothèques et les archives. Par contre, les données de la catégorie SCIAN 5191 – Autres services d'information, suggèrent que seulement 1,1 p. 100 des travailleuses et travailleurs de ce sous-domaine sont des

travailleuses et travailleurs autonomes, que les trois-quarts (75 p. 100) sont des femmes et qu'un peu moins de 43 p. 100 travaillent à plein temps.

Des 926 établissements des bibliothèques et archives que l'on retrouvait au Canada en 2009, 51 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 27 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 13 p. 100 dans les Prairies et 6 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Parmi les 34 grands et moyens établissements des bibliothèques et des archives, 13 étaient situés en Ontario, huit en Colombie-Britannique, quatre en Saskatchewan, trois au Québec et trois en Alberta.

4.2.5 LE DOMAINE DES LIVRES ET DES PÉRIODIQUES

Comme c'est le cas dans d'autres industries culturelles, les établissements canadiens du domaine des livres et des périodiques doivent faire face à une multitude de changements dans la façon dont les consommateurs ont accès à leurs produits. L'expansion rapide des marchés numériques a forcé les industries de l'édition à adopter rapidement de nouvelles stratégies de revenus pour répondre aux changements dans les préférences des consommateurs. Les éditeurs de journaux et de magazines doivent maintenant offrir du contenu en ligne et élaborer de nouveaux modèles de publicité et d'abonnement pour compenser le déclin des ventes des produits physiques. Les éditeurs de livres doivent devenir des adeptes du marketing, de la promotion et la vente de livres en ligne tout en se positionnant sur l'adoption des livres électroniques par les marchés de masse et le lectorat.

En 2008, les établissements du domaine des livres et des périodiques ont généré plus de 9,9 milliards \$ de revenus²⁶ et ont employé près de 83 000 travailleuses et travailleurs. Parmi ceux-ci, un peu plus d'un cinquième (20,4 p. 100) étaient des travailleuses et travailleurs autonomes, 47 p. 100 étaient des hommes et un peu moins de la moitié (48,9 p. 100) travaillaient à plein temps. Le revenu moyen des travailleuses et travailleurs à plein temps dans ce domaine étaient un peu supérieur à 44 000 \$ en 2005 et d'un peu plus de 15 000 \$ pour les travailleuses et travailleurs à temps partiel.

Des 7 097 établissements du domaine des livres et des périodiques que l'on retrouvait au Canada en 2009, 67 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 23 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 5 p. 100 dans les Prairies et 4 p. 100 dans la région de l'Atlantique. Des 18 grands et moyens établissements,

²⁶ Les calculs du Conference Board du Canada étaient basés sur les données de Statistique Canada Tableaux sommaires CANSIM 361-0003, 361-0007, 361-0010, Les éditeurs de livres (87F0004X), Éditeurs de journaux (63-241-X) et l'édition du périodique (87F0005X).

dix se trouvaient en Ontario, quatre au Québec et deux en Alberta. Il y avait un grand établissement du domaine des livres et des périodiques en Nouvelle-Écosse et un autre au Nouveau-Brunswick.

TABLEAU 4.2.5.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE LIVRES ET DE PÉRIODIQUES

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	86 797
Employées et employés	82 746
Travailleuses et travailleurs autonomes	17 676 (20,4 % de la population active)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	47 %
Femmes	53 %
Statut	
Plein temps	48,9 %
Temps partiel	41,8 %
Aucun revenu	10,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	44 151 \$
Temps partiel	15 140 \$

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données du Recensement de 2006 de Statistique Canada. Industries : SCIAN 5111 — Éditeurs de journaux, de périodiques, de livres et de répertoires, SCIAN 7115 — Artistes, auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).

TABLEAU 4.2.5.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS DE LIVRES ET DE PÉRIODIQUES (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	4 236	2 737	88	18	7 079
Terre-Neuve-et-Labrador	25	41	1	0	67
Île-du-Prince-Édouard	8	13	0	0	21
Nouvelle-Écosse	79	67	3	1	150

Nouveau-Brunswick	30	28	0	1	59
Québec	1 004	671	13	4	1 692
Ontario	1 964	1 066	43	10	3 084
Manitoba	79	99	5	0	183
Saskatchewan	65	73	2	0	139
Alberta	360	249	10	2	621
Colombie-Britannique	615	416	11	0	1 042
Territoires	7	15	0	0	21

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 511110 – Éditeurs de journaux, SCIAN 511120 – Éditeurs de périodiques, SCIAN 511130 – Éditeurs de livres, 711513 – Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

LE SOUS-DOMAINES DES LIVRES

On estime que le sous-domaine des livres comptait pour 21 p. 100 des revenus du domaine des livres et des périodiques. Les données ne sont malheureusement pas suffisamment détaillées pour permettre l'estimation de l'emploi dans ce sous-domaine.

Des 2 153 établissements du domaine de l'édition de livres que l'on retrouvait au Canada en 2009, 71 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 23 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 3 p. 100 dans les Prairies et 4 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Parmi les 16 grands et moyens établissements du domaine de l'édition de livres, dix se trouvaient en Ontario, quatre au Québec, un en Alberta et un en Colombie-Britannique.

LE SOUS-DOMAINES DES JOURNAUX

On estime que le sous-domaine des journaux comptait pour 55 p. 100 des revenus dans ce domaine. Les données ne sont malheureusement pas suffisamment détaillées pour permettre l'estimation de l'emploi dans ce sous-domaine.

Des 1 948 établissements du domaine des journaux que l'on retrouvait au Canada en 2009, 61 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 25 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 8 p. 100 dans les Prairies et 5 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Parmi les 12 grands et moyens établissements du domaine des journaux, quatre se trouvaient en Ontario, quatre au Québec, deux en Alberta, un en Nouvelle-Écosse et un au Nouveau-Brunswick.

LE SOUS-DOMAINES DES PÉRIODIQUES

On estime que le sous-domaine des périodiques compte pour 24 p. 100 des revenus de ce domaine. Les données ne sont malheureusement pas suffisamment détaillées pour permettre l'estimation de l'emploi dans ce sous-domaine.

Des 2 978 établissements du domaine des périodiques que l'on retrouvait au Canada en 2009, 69 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 23 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 4 p. 100 dans les Prairies et 4 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

Parmi les 26 grands et moyens établissements du domaine des périodiques, 11 se trouvaient en Ontario, cinq au Québec, cinq en Alberta, deux en Colombie-Britannique, deux au Manitoba et un en Nouvelle-Écosse.

4.2.6 LE DOMAINE DES ARTS VISUELS ET DES MÉTIERS D'ART

Le domaine des arts visuels et des métiers d'art couvre un large éventail de personnes et d'établissements qui participent à la création, à la distribution ou à la vente d'œuvres d'art originales. Parmi ces œuvres d'art, on retrouve du dessin, de la peinture, de la photographie, de la gravure, de l'art textile, des installations d'art, des performances et une myriade d'autres formes d'expression artistique. La population active de ce domaine est principalement composée d'artistes indépendants — dont plus des deux tiers sont des peintres, des sculptrices et sculpteurs, des artisanes et artisans et d'autres artistes visuels qui sont des travailleuses et travailleurs autonomes.

En raison de la nature autonome du travail dans les industries des arts visuels et des métiers d'art, les artistes sont habituellement responsables de générer leurs propres revenus, que ce soit par la distribution et les ventes de leurs propres œuvres d'art ou en trouvant d'autres sources de financement comme les programmes gouvernementaux. L'Internet a ouvert aux artistes de nouvelles possibilités de commercialisation et de ventes, mais ce n'est pas une entreprise facile puisque cela exige des compétences en technique et en marketing que les artistes ne possèdent pas toujours. Les artistes doivent également se partager entre la production en studio et les tâches administratives, ce qui leur laisse moins de temps pour se consacrer à leur art.

Les données ne sont malheureusement pas suffisamment détaillées pour permettre l'estimation des revenus et de l'emploi dans ce sous-domaine.

Des 2 627 établissements du domaine des arts visuels et des métiers d'art que l'on retrouvait au Canada en 2009, 60 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 31 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 4 p. 100 dans les Prairies et 5 p. 100 dans la région de l'Atlantique.

TABLEAU 4.2.6.1 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN ARTS VISUELS ET EN MÉTIERS D'ART (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	1,753	874	0	0	2,627
Terre-Neuve-et-Labrador	13	16	0	0	29
Île-du-Prince-Édouard	4	1	0	0	5
Nouvelle-Écosse	33	17	0	0	50
Nouveau-Brunswick	26	17	0	0	43
Québec	403	216	0	0	619
Ontario	671	274	0	0	945
Manitoba	35	16	0	0	51
Saskatchewan	38	17	0	0	55
Alberta	174	96	0	0	270
Colombie-Britannique	348	197	0	0	545
Territoires	8	7	0	0	15

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 453920 – Marchands d'œuvres d'art, SCIAN 711511 – Artistes indépendants, arts visuels.

4.2.7 LE DOMAINE DES MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

Les médias numériques interactifs représentent le plus récent des domaines culturels. Contrairement à d'autres types de consommation de médias culturels, les personnes qui consomment des médias numériques interactifs ne font pas que visionner et écouter le contenu; ils interagissent et changent même le contenu. Par conséquent, le domaine est en constante évolution et donc difficile à définir.

Le domaine des médias numériques interactifs comprend les personnes qui créent et produisent des produits numériques de nature créative et artistique qui ne font pas partie d'autres domaines comme le cinéma, par exemple. Ces produits peuvent

être des jeux vidéo et d'autres médias interactifs, mais ne comprennent pas les produits numériques non culturels comme les systèmes fonctionnant par ordinateur et les logiciels de productivité. Le contenu des médias numériques interactifs peut être présenté dans divers appareils informatiques dont les ordinateurs, les consoles de jeux vidéo et les téléphones mobiles.

La principale source de renseignements sur les entreprises du domaine des médias numériques interactifs est le *Profil de l'industrie interactive canadienne, 2008* de l'Alliance interactive canadienne. On y constate que les établissements du domaine des médias numériques interactifs ont généré plus de 4,7 milliards de dollars de revenus bruts et employé l'équivalent de 52 489 travailleuses et travailleurs à plein temps en 2008. Selon la même source, environ 15,5 p. 100 des travailleuses et travailleurs étaient des sous-contractants ou des pigistes. Si on exclut ces derniers, environ 86 p. 100 des employées et employés travaillaient à plein temps. Le revenu moyen de l'ensemble des travailleuses et travailleurs de ce domaine était supérieur à 49 000 \$ en 2008.

En se basant sur les données du Registre des entreprises de Statistique Canada, on estime qu'il y avait 7 424 établissements de médias numériques interactifs au Canada en 2009. De ceux-ci, 71 p. 100 étaient situés dans le Centre du Canada, 24 p. 100 en Colombie-Britannique et en Alberta, 2 p. 100 dans les Prairies et 2 p. 100 dans la région de l'Atlantique. On estime qu'il y a 41 grands et moyens établissements dont 19 en Ontario, neuf au Québec, sept en Colombie-Britannique et quatre en Alberta.

TABLEAU 4.2.7.1 EMPLOIS DANS LES ÉTABLISSEMENTS DE MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

INDICATEUR	
Ensemble de la population active (2006)	S/O
Employées et employés	52 489 ETP (équivalents plein temps)
Travailleuses et travailleurs autonomes	8 138 (15,5 % - part des ETP par les sous-traitants et les pigistes)
Taux de syndicalisation	S/O
Répartition par sexe	
Hommes	S/O
Femmes	S/O
Statut	
Plein temps	85,9 % (pour les employés seulement – sauf les sous-traitants et les pigistes)

Temps partiel	14,1 % (pour les employés seulement – sauf les sous-traitants et les pigistes)
Aucun revenu	S/O
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	49 296 \$ (pour tous les employés : plein temps, temps partiel, sous-traitants et pigistes)
Temps partiel	S/O

Source : Alliance interactive canadienne, *Profil de l'industrie interactive canadienne 2008*, février 2009.

TABLEAU 4.2.7.2 NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EN MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS (2009)

	Indéterminé (entreprise individuelle ou familiale)	Petit (1-9)	Moyen (10-99)	Grand (100+)	Total
Canada	4 465	2 918	37	4	7 424
Terre-Neuve-et-Labrador	13	11	0	0	24
Île-du-Prince-Édouard	6	5	0	0	11
Nouvelle-Écosse	48	30	1	0	79
Nouveau-Brunswick	24	21	1	0	47
Québec	776	586	8	1	1 371
Ontario	2 441	1 487	17	2	3 948
Manitoba	51	42	0	0	93
Saskatchewan	38	26	0	0	64
Alberta	539	356	4	0	898
Colombie-Britannique	528	350	6	1	885
Territoires	3	2	0	0	5

Source : Calculs du Conference Board du Canada basés sur le Registre des entreprises de Statistique Canada, juin 2009. Industries : SCIAN 541510 – Conception de systèmes informatiques et services connexes (en partie seulement), SCIAN 511210 – Éditeurs de logiciels (en partie seulement), SCIAN 518210 – Traitement de données, hébergement de données et services connexes. Pour plus de renseignements sur la manière dont les données sur les MNI ont été dérivées, veuillez vous référer à la section 5,2 de ce rapport qui porte sur les médias numériques interactifs.

5. APERÇU ÉCONOMIQUE DU SECTEUR CULTUREL

À partir des données économiques et financières les plus récentes, le présent chapitre dresse un aperçu économique du secteur culturel. Ces renseignements sont importants pour comprendre le marché du travail de la culture puisque la santé financière et économique du secteur touche directement l'offre et la demande, actuelles et futures, en matière d'emploi comme en matière de disponibilité des biens et des services culturels.

Le chapitre présente d'abord les indicateurs économiques qui ont le plus d'influence sur le rendement économique du secteur culturel : la production réelle en valeur ajoutée du secteur (le produit intérieur brut ou PIB), les dépenses des ménages canadiens en biens et en services culturels, les exportations canadiennes de biens et de services culturels et le soutien du gouvernement au secteur culturel.

Le chapitre porte ensuite sur le rendement financier des sept domaines « de base » de la culture qui forment le secteur culturel, selon la définition et la portée du secteur telles que définies au Chapitre 2. Il présente les rendements financiers les plus récents pour chacun des domaines, les estimations de l'impact de la récession mondiale de 2009 et un bref aperçu financier à court terme de chacun des domaines. Cette partie indique également quels seront, à court terme, les principaux défis et possibilités des établissements des divers domaines.

L'Annexe A donne une description détaillée des établissements et des industries de chacun des domaines culturels.

5.1 LA PRODUCTION RÉELLE EN VALEUR AJOUTÉE (PIB) DU SECTEUR CULTUREL

De toute évidence, le rendement économique du secteur culturel canadien a été touché par la récession mondiale de 2009. Le Conference Board estime que les effets de la récession ont réduit la production réelle en valeur ajoutée ou PIB²⁷ du secteur culturel (à l'exception des médias numériques interactifs) de près de 5 p. 100, si l'on compare à la croissance qui aurait pu se produire s'il n'y avait pas eu de récession.

²⁷ Le produit intérieur brut réel (PIB) est une mesure normalisée de la production d'une industrie et est égal à la valeur totale que crée l'industrie. Il s'agit de la mesure de la contribution de l'industrie à la croissance économique. Les calculs sont faits en millions de dollars de 2002 et sont basés sur les données de Statistique Canada. Plus précisément, la valeur ajoutée ou la production nette est la différence entre le total des revenus générés et la somme des dépenses en pièces, matériel et services utilisés dans le processus de production.

On estime que, dans l'ensemble, la production réelle en valeur ajoutée du secteur culturel canadien a diminué de 1,8 p. 100 en 2009, par rapport à l'année précédente.²⁸ S'il n'y avait pas eu de récession mondiale, on estime que la croissance de la production réelle en valeur ajoutée du secteur culturel canadien aurait été d'environ 3 p. 100 en 2009, par rapport à l'année précédente.

Parmi les domaines de base de la culture, on estime que les domaines des livres et des périodiques et le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion sont ceux qui ont souffert le plus de la récession mondiale. Ce sont également ces deux domaines qui ont enregistré les rendements économiques les plus faibles pour l'année 2009. Le domaine des arts de la scène est le seul domaine culturel de base à avoir enregistré une croissance réelle en 2009. Les domaines qui ne font pas partie des domaines de base du secteur culturel ont également enregistré une légère croissance en 2009.

TABLEAU 5.1 LA VALEUR AJOUTÉE RÉELLE DU SECTEUR CULTUREL (PIB), 2006–2009 (EN MILLIONS DE \$ DE 2002)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2006	2007	2008	2009e
DOMAINES CULTURELS DÉSIGNÉS				
Arts visuels et métiers d'art	1 138	1 169	1 170	1 168
Arts de la scène	1 234	1 271	1 278	1 283
Patrimoine	2 844	2 947	2 946	2 876
Livres et périodiques	8 014	8 386	8 610	8 353
Musique	404	393	379	372
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	11 811	11 691	11 637	11 287
Médias numériques interactifs (MNI)	S/O	S/O	2 460	2 421

²⁸ Cette estimation est basée sur les plus récentes données sur les indicateurs qui correspondent le mieux à la portée du secteur culturel que nous avons déjà définie.

Sous-total du secteur culturel désigné (sauf MNI)	25 445	25 857	26 021	25 340
Sous-total du secteur culturel désigné (y compris MNI)	S/O	S/O	28 481	27 761
Secteur culturel non-désigné	10 551	10 847	11 193	11 211
PIB du secteur culturel (sauf MNI)	35 996	36 704	37 213	36 551
PIB du secteur culturel (y compris MNI)	S/O	S/O	39 673	38 972

e = estimation, S/O = sans objet

Sources : Calculs du Conference Board du Canada basés sur les données de Statistique Canada et de l'Alliance Interactive Canadienne. Voir le paragraphe sur le PIB dans la section 7,1 pour plus de détails.

5.2 LA CONSOMMATION DES MÉNAGES EN BIENS ET EN SERVICES CULTURELS

Les ménages canadiens ont accru leurs dépenses en biens et en services culturels de 2,6 p. 100 en 2008, par rapport à l'année précédente. Le taux de croissance est le même que l'augmentation de l'ensemble des dépenses des ménages canadiens pour l'ensemble des biens et des services (moins les taxes, les épargnes et les cadeaux ou contributions) qui, lui aussi, a augmenté de 2,6 p. 100 pour cette même année. À titre de comparaison, la croissance de l'indice des prix à la consommation était de 2,3 p. 100 en 2008.

Les résultats des divers domaines du secteur culturels sont assez variés : par exemple, les dépenses en médias numériques interactifs ont plus que doublé entre 2005 et 2008, tandis que les dépenses dans plusieurs autres domaines ont décliné pour cette même période.

TABLEAU 5.2 DÉPENSES DES CONSOMMATEURS CANADIENS, 2005–2008 (EN MILLIONS DE \$)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2005	2006	2007	2008
Arts visuels et métiers d'art	1 813	1 926	1 558	1 540
Arts de la scène	1 183	1 429	1 286	1 422
Patrimoine	802	881	944	805
Livres et périodiques	4 783	4 694	4 519	4 700
Musique	1 510	1 646	1 597	1 540
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	8 458	8 687	9 012	9 044
Médias numériques interactifs (MNI)	642	867	1 182	1 474

Source : Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada, compilé par le Conference Board du Canada.

5.3 LES EXPORTATIONS DE BIENS ET DE SERVICES CULTURELS

Les exportations canadiennes de biens et de services culturels vers le reste du monde ont diminué depuis 2003. Le déclin a été particulièrement important en 2008 alors que la valeur des exportations de biens culturels a chuté de 12 p. 100 par rapport à 2007. Tous les domaines ont subi un déclin dans les exportations de biens culturels, mais ce sont le domaine des arts visuels et des métiers d'art et le domaine des livres et des périodiques où la décroissance a été la plus forte.

TABLEAU 5.3.1 EXPORTATIONS DE BIENS, 2003–2008 (EN MILLIONS DE \$)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2004	2005	2006	2007	2008
Arts visuels et métiers d'art	308 639	298 752	259 689	276 111	207 256
Arts de la scène	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Patrimoine	17 655	18 561	22 156	33 388	23 205
Livres et périodiques	862 527	853 187	787 728	694 265	628 067
Musique	145 152	139 191	123 027	145 250	114 653
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	645 166	675 010	555 526	531 002	506 400
Médias numériques interactifs (MNI)	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Autre	419 283	389 403	324 329	275 654	230 502

Total	2 398 422	2 374 104	2 072 455	1 955 670	1 710 083
--------------	------------------	------------------	------------------	------------------	------------------

Source : Statistique Canada : Commerce de biens de la culture : Tableaux de données, Cat. 87-007-X, Tableau 1, Octobre 2009.

Les données sur les exportations canadiennes de services culturels ne sont pas disponibles après 2007. Entre 2003 et 2007, la croissance des exportations canadiennes en services culturels a été considérable, principalement en raison de la croissance en cinéma, en radio, en télévision et en radiotélédiffusion. Certains domaines, comme les arts visuels et les métiers d'art n'ont enregistré qu'une croissance modérée des exportations de services alors que d'autres domaines ont enregistré un déclin de leurs exportations au cours de cette même période.

TABLEAU 5.3.2 EXPORTATIONS DE SERVICES, 2003–2007 (EN MILLIONS DE \$)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2003	2004	2005	2006	2007
Arts visuels et métiers d'art	53 996	55 876	55 818	55 810	55 929
Arts de la scène	175 196	184 615	200 376	182 876	249 809
Patrimoine	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Livres et périodiques	22 998	29 115	52 333	25 124	49 293
Musique	64 478	34 915	15 355	45 710	50 220
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	1 259 885	1 820 667	2 106 788	1 867 992	1 682 718
Médias numériques interactifs (MNI)	S/O	S/O	S/O	S/O	S/O
Autre	594 785	741 541	754 012	845 989	857 061
Total	2 171 338	2 866 729	3 184 740	2 967 691	2 945 030

Source : Statistique Canada : Commerce de biens de la culture : Tableaux de données, Cat. 87-213-X, Tableau 5, mars 2010.

5.4 LE SOUTIEN PUBLIC AU SECTEUR CULTUREL

Les plus récentes données de Statistique Canada indiquent que le soutien direct des gouvernements fédéral, provinciaux, territoriaux et municipaux au secteur culturel a augmenté régulièrement entre 2003–2004 et 2007–2008. Au cours de l'année financière se terminant en 2008, les dépenses des trois niveaux de gouvernement totalisaient près de 8,7 milliards de dollars. Ce chiffre comprend les dépenses d'exploitation et les dépenses en capital ainsi que les subventions, les contributions et les transferts, mais pas les crédits d'impôt.

Il faut signaler que les crédits d'impôt sont un élément clé du soutien des gouvernements, particulièrement dans le domaine du cinéma. Ces crédits d'impôt sont offerts par le gouvernement fédéral et par certains gouvernements provinciaux, mais leur niveau de soutien varie d'une année à l'autre, selon le nombre d'établissements et de programmes culturels admissibles aux crédits d'impôt.

Pour l'année 2007-2008, la contribution du gouvernement fédéral dans le secteur culturel s'élevait à 3,7 milliards de dollars. Près de la moitié de cette somme (46 p. 100) est allée à la radiotélédiffusion (surtout à Radio-Canada et CBC) tandis que 27 p. 100 de la contribution a été consacrée au patrimoine (musées, parcs, lieux historiques, etc.).

Pour cette même année financière, le soutien des gouvernements provinciaux et territoriaux à la culture s'élevait à 2,8 milliards de dollars et celui des gouvernements municipaux à 2,6 milliards. Les gouvernements provinciaux et territoriaux ont consacré la plus grosse part de leurs dépenses culturelles aux bibliothèques (34 p. 100) et au secteur du patrimoine (30 p. 100). Au niveau municipal, la majeure partie des dépenses dans le secteur culturel ont été faites dans les bibliothèques.

TABLEAU 5.4 SOUTIEN DU GOUVERNEMENT, 2003–2004 À 2007–2008 (EN MILLIONS DE \$)

DOMAINES DU SECTEUR CULTUREL	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008
FÉDÉRAL					
Arts visuels et métiers d'art	20 458	19 673	19 942	22 294	24 606
Arts de la scène	190 214	200 442	188 226	226 502	240 698
Ensemble des ressources patrimoniales	893 310	929 295	910 305	958 861	1 017 230
Ensemble des bibliothèques	41 949	55 104	51 479	40 287	41 336
Art littéraire	132 047	135 817	133 561	135 259	133 579
Enregistrement sonore	25 476	24 076	23 244	24 421	27 060
Film et vidéo	359 337	350 163	344 521	351 103	330 457
Radiotélédiffusion	1 609 996	1 685 824	1 677 351	1 758 860	1 727 738
Autre	188 795	197 601	198 433	194 686	193 989
Total : fédéral	3 461 582	3 597 994	3 547 062	3 712 273	3 736 693
PROVINCIAL ET TERRITORIAL					
Arts visuels et métiers d'art	47 155	46 219	49 919	49 647	74 083
Arts de la scène	179 549	178 138	191 053	211 597	221 485
Ensemble des ressources patrimoniales	556 508	623 172	688 101	692 955	848 307

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Ensemble des bibliothèques	785 885	816 673	890 159	951 210	972 043
Art littéraire	19 490	21 751	20 577	22 713	24 409
Enregistrement sonore	6 215	4 898	5 265	6 015	5 328
Film et vidéo	80 981	88 271	97 279	119 476	116 327
Radiotélédiffusion	191 715	179 437	175 659	157 582	201 427
Autre	262 301	302 242	303 370	333 581	367 391
Total : provincial et territorial	2 129 799	2 260 801	2 421 383	2 544 776	2 830 800
MUNICIPAL					
Arts de la scène	15 111	39 710	39 034	40 332	47 354
Ensemble des ressources patrimoniales	106 807	131 224	184 420	103 781	119 242
Ensemble des bibliothèques	1 474 910	1 565 669	1 608 690	1 698 431	1 782 457
Autre	405 125	423 909	474 161	532 873	662 219
Total : municipal	2 001 953	2 160 512	2 306 305	2 375 417	2 611 269
ENSEMBLE DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES EN CULTURE					
En millions de \$ actuels	7 214	7 595	7 833	8 207	8 736
En millions de \$ constants (2007-2008)	8 024	8 309	8 227	8 409	8 736

* Note : Les dépenses totales ne comprennent pas les transferts intergouvernementaux. Les dépenses municipales sont basées sur une année civile. Source : Statistique Canada, Dépenses publiques au titre de la culture : Tableau de données, N^o de catalogue 87F0001X, avril 2010.

6. RENDEMENT FINANCIER DU SECTEUR CULTUREL

Le présent chapitre dresse le profil de la santé et du rendement financiers des sept domaines culturels de base. Ces renseignements sont importants pour comprendre le marché du travail de la culture dans la mesure où ils influencent directement l'offre et la demande en travailleuses et travailleurs du secteur ainsi que l'offre en biens et en services culturels. Ces profils seront utiles aux organismes qui œuvrent dans le secteur culturel ainsi qu'aux personnes qui travaillent dans le secteur ou qui voudraient y travailler. Pour de plus amples détails sur la composition de chacun des domaines culturels, voir l'Annexe A.

Les profils présentent un bref aperçu du rendement financier de chaque domaine et les plus récents indicateurs financiers disponibles pour chacun de ces domaines. Nous avons également inclus une liste de rapports permettant d'obtenir des renseignements financiers supplémentaires sur les industries de chacun des domaines.

Il faut signaler qu'en établissant ces profils nous avons constaté certaines difficultés et lacunes. Le nombre de données financières n'est pas le même dans tous les domaines. La question des lacunes et des difficultés liées à ces données est abordée au chapitre 5.

Aux profils sur le rendement financier, nous avons ajouté un bref aperçu de l'impact de la récession mondiale de 2009²⁹ ainsi qu'un aperçu à court terme du rendement financier pour chaque domaine. Les profils présentent l'ampleur des effets de la récession mondiale sur chaque domaine culturel et indiquent quels pourraient être, à court terme, les possibilités et les défis des établissements de ces domaines.

6.1 CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIOTÉLÉDIFFUSION

Le soutien du gouvernement est la principale source de revenus dans ce domaine. Près de la moitié de toutes les dépenses du gouvernement fédéral en médias se retrouvent dans le sous-domaine de la radiotélédiffusion, surtout pour la Société Radio-Canada CBC. Les gouvernements fédéral et provinciaux soutiennent également toute une gamme d'autres programmes, que ce soit par des investissements directs ou par des crédits d'impôt.

²⁹ Ces estimations sont basées sur une analyse de l'impact économique que l'on retrouve dans le rapport du Conference Board du Canada, *Impact de la récession mondiale sur l'économie créative du Canada en 2009*, produit par le Conseil des ressources humaines du secteur culturel en octobre 2009.

Le Canada a très bien réussi dans l'exportation de productions cinématographiques ou télévisuelles surtout grâce aux ventes de spectacles canadiens dans les réseaux internationaux et à la production de films et de séries de télévision étrangères en sol canadien (ce qui compte comme des exportations). L'ensemble des exportations de biens et de services en production cinématographique et télévisuelle s'élevait à plus de 2,2 milliards \$ en 2007.

La plupart des données d'affaires pour les firmes du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion ne sont disponibles que jusqu'en 2008. Pour l'année 2008, l'industrie de la distribution de films, d'émissions de télévision et de vidéos a connu une augmentation de revenus et une amélioration des marges bénéficiaires d'exploitation et cela malgré une brusque augmentation de la valeur du dollar canadien en 2006 et 2007. De son côté, l'industrie de la postproduction de films, de télévision et de vidéos a vu ses revenus d'exploitation baisser en 2008 alors que les coûts augmentaient ce qui a contribué à éroder les marges d'exploitation de l'industrie.

Les industries de la télévision par câble et par satellite ont connu une croissance vertigineuse entre 2004 et 2008 : l'ensemble des revenus a augmenté de plus de 50 p. 100 à plus de 10,3 milliards \$. Les marges bénéficiaires de l'industrie sont demeurées relativement élevées au cours de cette période. Avec la venue du câble numérique et de la télévision HD, les dépenses des consommateurs en services de câble et de satellite ont continué à augmenter considérablement. Par conséquent, la croissance se poursuivra sans doute dans cette industrie. Une partie de la cette croissance pourrait être attribuée à la vidéo sur demande puisque les dépenses moyennes des ménages dans les salles de cinéma ont diminué de 8 p. 100 au cours de cette année, alors que la location de vidéos et de DVD a baissé de 13 p. 100.

Pendant ce temps, l'industrie de la radiodiffusion continue à se développer. Selon les dernières données disponibles, en 2008, les profits d'exploitation ont atteint le deuxième niveau le plus élevé en 30 ans.

TABLEAU 6.1.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE CINÉMA, DE TÉLÉVISION ET DE VIDÉO

INDICATEUR FINANCIER	2005	2006	2007
Recettes d'exploitation (millions \$)	2 868	3 325	3 511
Dépenses d'exploitation (millions \$)	2 735	3 250	3 525
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	771	621	776
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	4,6	2,2	-0,4

Sources : Statistique Canada 87-010-X (Production cinématographique, télévisuelle et vidéo 2007) Juillet 2009, Statistique Canada 87-010-XIE. Production cinématographique, télévisuelle et vidéo : tableaux de données, juillet 2006.

TABLEAU 6.1.2 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE DISTRIBUTION DE FILMS ET DE VIDÉOS

INDICATEUR FINANCIER	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	1 839	1 849	1 872
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 407	1 554	1 513
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	71	100	92
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	23,5	15,9	19,2
STATISTIQUES FINANCIÈRES DÉTAILLÉES			
Recettes d'exploitation	1 805	1 819	1 851
Revenus totaux de la distribution de film et de vidéo	981	947	1 072
Commerce en gros de vidéos préenregistrées	807	842	735
Toutes les autres recettes d'exploitation	17	30	44
Dépenses d'exploitation	1 374	1 528	1 491
Salaires, traitements et avantages sociaux	63	93	87
Coûts de licence (droits, royalties et autres frais)	368	460	507
Coûts des biens vendus	578	552	504
Publicité, commercialisation et promotions	133	243	253

Toutes les autres dépenses d'exploitation	231	180	140
Emploi (en milliers)	1 063	1 118	1 171
Plein temps	953	941	956
Temps partiel	110	177	215

Sources : Statistique Canada 87F0010X (Production cinématographique, télévisuelle et vidéo 2008), avril 2010.

TABLEAU 6.1.3 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE POSTPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE, TÉLÉVISUELLE ET VIDÉO

INDICATEUR FINANCIER	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	838	822	820	786
Dépenses d'exploitation (millions \$)	790	769	752	759
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	186	201	240	258
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	5,8	6,5	8,4	3,5

Sources : Statistique Canada 87-009-X (Production cinématographique, télévisuelle et vidéo 2008), avril 2010, Statistique Canada 87-009-X (Production cinématographique, télévisuelle et vidéo 2006), février 2008.

TABLEAU 6.1.4 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE TÉLÉDIFFUSION

INDICATEUR FINANCIER	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	6 828	7 927	9 110	10 338
Dépenses d'exploitation (millions \$)	5 512	6 399	7 417	8 109
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	868	1 074	1 277	1 440
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	19,3	19,3	18,6	21,6

Source : Statistique Canada 56-209-X (Industrie de la télédiffusion 2008), décembre 2009.

TABLEAU 6.1.5 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE TÉLÉDIFFUSION

INDICATEUR FINANCIER	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	5 562	6 001	6 183	6 517
Dépenses d'exploitation (millions \$)	4 899	5 468	5 525	5 964
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	1 545	1 637	1 672	1 680
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	11,9	8,9	10,6	8,6

Source : Statistique Canada 56-207-X (Industrie de la télédiffusion 2008), juillet 2009.

TABLEAU 6.1.6 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE L'INDUSTRIE DE LA RADIO

INDICATEUR FINANCIER	2005	2006	2007	2008
Nombre de stations	758	795	830	855
Recettes d'exploitation (millions \$)	1 697	1 818	1 898	1 969
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 513	1 598	1 663	1 699
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	783	791	835	835
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	10,8	12,1	12,4	13,7

Source : Statistique Canada 56-208-X (Industrie de la radiodiffusion 2008), août 2009.

Autre rapport sur le rendement financier du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion :

1) *An Economic Report on the Canadian Film and Television Production Industry—2009 Profile* (Association canadienne de production de films et de télévision)

Ce rapport suggère que la production cinématographique et télévisuelle a atteint 5,26 milliards \$ en 2007–2008, le niveau le plus élevé depuis que l'on a commencé à tenir ces statistiques, en 1998–1999. L'ensemble de l'activité de production du Canada comprend diverses catégories : la production canadienne, les services de tournage et de production étrangers et la production maison des diffuseurs. L'écart

dans les statistiques entre le profil et les données de Statistique Canada vient du fait que la production maison des diffuseurs fait partie du profil et que Statistique Canada n'inclut pas cette catégorie dans ce domaine.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

La récession économique a touché les établissements du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion.³⁰ Notre analyse suggère que, dans ce domaine, la récession mondiale a réduit la croissance de la production réelle en valeur ajoutée ou PIB, de 4,2 p. 100 en 2009, par rapport à la croissance qui se serait produite s'il n'y avait pas eu de récession. La radiotélédiffusion a été frappée particulièrement fort par une brusque réduction des revenus de publicité. Les radiotélédiffuseurs canadiens ont donc été forcés de mettre à pied des centaines de travailleuses et de travailleurs et de freiner la programmation radio et télévision qu'ils avaient prévue.

APERÇU FINANCIER À COURT TERME

À partir des dernières données disponibles, nous estimons que l'ensemble de la production réelle en valeur ajoutée du domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion a décliné de 3 p. 100 en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession mondiale, nous estimons que la croissance aurait atteint 1,2 p. 100 en 2009.

Pour les prochaines années, l'aperçu de la reprise financière est assez mitigé pour le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion. Par ordre d'importance, les enjeux suivants représentent les facteurs clés qui devraient influencer l'aperçu financier à court terme de ce domaine.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
	<p>Publicité des entreprises — La récession mondiale a provoqué une baisse de 12,1 p. 100 de l'ensemble des dépenses des entreprises en publicité pour l'année 2009. Elle a également accéléré la transition des plateformes de publicité traditionnelles (télé, radio et cinéma) vers des plateformes basées sur le Web et d'autres plateformes non traditionnelles. Pour l'avenir, on s'attend à ce que les revenus de publicité du domaine récupèrent lentement dans la mesure où le modèle d'affaires non</p>

³⁰ Ces estimations sont basées sur une analyse de l'impact économique que l'on retrouve dans le rapport du Conference Board du Canada, *Impact de la récession mondiale sur l'économie créative du Canada en 2009*, produit par le Conseil des ressources humaines du secteur culturel en octobre 2009.

	traditionnel des plateformes de publicité continue à évoluer ce qui exerce des pressions à la baisse sur les taux de publicité.
	Exportations – À mesure que l'économie mondiale récupèrera, la demande d'exportation pour les produits cinématographiques et télévisuels devrait augmenter. Par contre, à court terme, la valeur du dollar canadien devrait demeurer volatile ce qui peut représenter un défi important pour la croissance de la production d'émissions de télévision et de films étrangers au Canada.
	Dépenses des ménages canadiens – Les dépenses des ménages canadiens en cinéma et en vidéo devraient augmenter à mesure que l'économie récupèrera et que les taux de chômage baisseront, bien que le rythme de la reprise devrait être assez lent. De plus, puisque les modèles d'affaires doivent être adaptés pour augmenter le nombre de possibilités de divertissement pour les Canadiennes et les Canadiens, on s'attend à une croissance modeste des revenus pour les produits et les plateformes de diffusion traditionnels.
	Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) – Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement au secteur culturel, qu'il s'agisse de financement engagé ou non engagé.

Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ⇔ = effet neutre ↓ = effet négatif

L'aperçu à court terme suggère que pour récupérer sur le plan financier, le domaine du cinéma, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion aura encore des défis à relever. Bien que la reprise économique devrait stimuler la demande en cinéma, en radio, en télévision et en radiotélédiffusion, la transition vers les changements dans la façon dont les produits médiatiques sont créés, distribués et consommés continuera d'exercer des pressions à la baisse sur les revenus des établissements du domaine jusqu'à ce que les modèles d'affaires soient adaptés.

6.2 MUSIQUE

Les dépenses des consommateurs canadiens dans le domaine de la musique, y compris la musique physique et numérique, ont chuté de plus de 3 p. 100 depuis 2007. Les exportations du domaine de la musique ont également décliné, après être montées en flèche en 2004. Toutefois, la part du marché des albums canadiens vendus au Canada a augmenté, une croissance de plus de 10 p. 100 depuis 2001.³¹ Le soutien du gouvernement au domaine de la musique est demeuré à peu près constant entre 2003 et 2008, tant au niveau fédéral qu'à celui des provinces.

³¹ Patrimoine canadien, *Intersections : Naviguer dans le paysage culturel - Rapport annuel 2007-2008 du secteur des Affaires culturelles*, p 36.

En 2008, les revenus d'exploitation des maisons de disques canadiennes ont baissé à 619 millions \$ alors qu'ils étaient de 674 millions \$ l'année précédente. Mais l'ensemble des dépenses d'exploitation a également diminué pour cette même année, comme les dépenses en salaires, en traitements et en avantages sociaux, ce qui a permis d'augmenter les marges bénéficiaires.

L'industrie canadienne de l'édition de la musique a vu ses revenus d'exploitation augmenter à 142 millions \$ en 2008 alors qu'ils étaient de 123 millions \$ l'année précédente. Toutefois, les dépenses d'exploitation ont également augmenté tandis que les salaires, les traitements et les avantages sociaux sont demeurés sensiblement les mêmes, ce qui a érodé la marge bénéficiaire d'exploitation de l'industrie. En 2007, la marge bénéficiaire de l'industrie était de 11,1 p. 100, mais en 2008, elle avait rétréci à 7,3 p. 100.

Les revenus d'exploitation des studios d'enregistrement sonore du Canada ont maintenu une forte croissance en 2008, augmentant à 118 millions \$. Les dépenses d'exploitation, les salaires, les traitements et les avantages sociaux ont également augmenté ce qui fait que la marge bénéficiaire de l'industrie a légèrement décliné, passant de 15,2 p. 100 en 2007 à 13,6 p. 100 en 2008.

TABLEAU 6.2.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE L'ENREGISTREMENT SONORE ET DES ÉTABLISSEMENTS INTÉGRÉS DE PRODUCTION ET DE DISTRIBUTION D'ENREGISTREMENTS SONORES

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	765	711	674	619
Dépenses d'exploitation (millions \$)	665	643	597	538
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	89	95	86	75
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	13,1	6,6	11,4	13,1

Source : Statistique Canada 87F0008X (Enregistrement sonore et édition de musique 2008), avril 2010

TABLEAU 6.2.2 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDITION DE MUSIQUE

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	119	124	123	142
Dépenses d'exploitation (millions \$)	100	112	109	131
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	17	20	22	22
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	15,7	10,1	11,1	7,3

Source : Statistique Canada 87F0008X (Enregistrement sonore et édition de musique 2008), avril 2010.

TABLEAU 6.2.3 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ENREGISTREMENT SONORE

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	93	83	105	118
Dépenses d'exploitation (millions \$)	82	73	89	102
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	19	19	20	24
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	11,2	12,5	15,2	13,6

Source : Statistique Canada 87F0008X (Enregistrement sonore et édition de musique 2008), avril 2010.

Autres rapports sur le rendement financier du domaine de la musique :

1) Profil de l'industrie de la musique (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario, 2009)

Ce rapport présente le profil de l'industrie de la musique en Ontario et dans l'ensemble du Canada. On y aborde un certain nombre de questions touchant les finances de l'industrie, y compris la migration vers les formats numériques et la consolidation de l'industrie.

2) L'industrie canadienne de la musique — Profil économique 2006 (Patrimoine canadien, 2008)

Ce rapport dresse le profil économique de l'industrie canadienne de la musique en 2006 et comprend des renseignements sur les tendances des ventes et sur la part de marché.

Note : pour de plus amples renseignements sur ces études et d'autres études, voir l'Annexe B.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

La récession mondiale a eu un impact important sur les dépenses des entreprises en 2009, ce qui représente une source de revenus clé pour le domaine de la musique. Les dépenses des ménages canadiens et les exportations sont également une source de revenus importante pour l'industrie, mais la récession économique n'a eu que peu d'effet sur ces deux sources. Notre analyse suggère que la récession mondiale a réduit la production réelle en valeur ajoutée, ou PIB, du domaine de la musique de 1,2 p. 100 en 2009, si l'on compare avec la croissance qui se serait produite sans la récession.

APERÇU FINANCIER À COURT TERME

Selon les dernières données disponibles, nous estimons que la production réelle en valeur ajoutée du domaine de la musique a diminué de 1,7 p. 100 en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession, nous estimons que le déclin aurait été moins important (-0,5 p. 100).

À l'avenir, un certain nombre d'enjeux devraient influencer l'aperçu économique à court terme du domaine de la musique. Ces enjeux se retrouvent, par ordre d'importance, dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
↔	<p>Dépenses des ménages canadiens — Les dépenses des ménages devraient augmenter à mesure que l'économie reprendra et que les taux de chômage diminueront, bien que le rythme de la reprise sera sans doute lent. De plus, comme tous les modèles d'affaires doivent être adaptés à l'augmentation des méthodes de distribution en ligne, la croissance des revenus devrait demeurer discrète.</p>
↔	<p>Exportations — Avec la reprise de l'économie mondiale, la demande en exportation pour les produits de la musique et de l'enregistrement sonore devrait augmenter. Mais jusqu'à ce que les modèles d'affaires aient été adaptés à l'usage croissant de méthodes de distribution en ligne, la croissance des revenus d'exportations devrait demeurer assez lente.</p>

	<p>Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) — Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement au domaine de la musique, qu'il s'agisse de financement engagé ou non engagé.</p>
	<p>Dépenses des entreprises — La récession mondiale a réduit l'ensemble des dépenses des entreprises canadiennes (à l'exception de la publicité) de 4,5 p. 100 en 2009. Les revenus et les profits des entreprises devraient augmenter avec la reprise économique et amener une reprise graduelle des dépenses des entreprises.</p>
<p>Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif</p>	

À court terme, la diminution de certaines sources de revenus importantes continuera d'influencer l'aperçu financier du domaine canadien de la musique. Bien que la reprise de l'économie mondiale devrait stimuler la croissance potentielle des revenus, la transition vers les méthodes de distribution en ligne de la musique et des enregistrements sonores continuera à affecter le rythme de la croissance puisque les établissements de musique devront continuer à s'adapter aux nouveaux modèles d'affaires en ligne et hors-ligne. Cette transition devrait avoir un impact plus important sur les revenus des établissements liés à l'édition de la musique, à l'enregistrement sonore, à la production et à la distribution de disques que sur les artistes indépendants.

6.3 ARTS DE LA SCÈNE

Les dépenses des ménages dans les arts de la scène ont augmenté au cours des récentes années, atteignant une moyenne de 108 \$ par ménage canadien pour l'année 2008. Dans l'ensemble, les dépenses des consommateurs canadiens en arts de la scène ont augmenté considérablement entre 2004 et 2008, bien que l'on ait constaté une baisse importante en 2007.

Selon les données de Statistique Canada, le soutien du gouvernement aux arts de la scène a augmenté de façon importante en 2007–2008, passant à près de 510 millions \$. Les trois niveaux de gouvernement ont soutenu les arts de la scène en 2008, mais c'est le gouvernement fédéral qui a fait la contribution la plus importante.

L'ensemble des revenus d'exploitation du domaine des arts de la scène a augmenté de 5,6 p. 100 en 2008 par rapport à 2007. Les taux de croissance les plus élevés ont été enregistrés dans les compagnies de théâtre musical et d'opéra (30,2 p. 100) et chez les groupes de musique et les artistes (5,7 p. 100). La marge bénéficiaire

d'exploitation dans les industries des arts de la scène a augmenté légèrement entre 2007 et 2008, passant de 6,6 p. 100 à 6,8 p. 100. Parmi toutes les industries des arts de la scène, ce sont les groupes de musique et les artistes qui ont enregistré la marge bénéficiaire la plus élevée pour l'année 2008.

De plus, l'Enquête annuelle sur les industries de services : sports-spectacles, promoteurs d'événements, artistes et industries connexes donne les indicateurs de rendement pour trois groupes de l'industrie qui se retrouvent en partie dans le domaine des arts de la scène : promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires (SCIAN 7113), agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques (SCIAN 7114) et artistes, auteurs et interprètes indépendants (SCIAN 7115).

Les données les plus récentes suggèrent que les revenus regroupés des promoteurs (SCIAN 7113) et des agents (SCIAN 7114) sont demeurés les mêmes ou ont décliné au cours de 2008, tandis que les dépenses ont augmenté. Les marges bénéficiaires pour ces deux groupes ont donc décliné. Les revenus d'exploitation des artistes, des auteurs et des interprètes indépendants (SCIAN 7115) ont également diminué en 2008, mais les dépenses ont diminué encore plus ce qui se solde par une légère augmentation des marges bénéficiaires d'exploitation dans ce groupe.

TABLEAU 6.3.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS EN ARTS DE LA SCÈNE

INDICATEUR	2006	2007	2008
Recette d'exploitation (millions \$)	1 208	1 308	1 382
Théâtre	342	353	369
Comédie musicale et opéra	171	192	250
Groupes musicaux et artistes	336	394	417
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 139	1 221	1 288
Théâtre	335	348	368
Comédie musicale et opéra	169	185	238
Formations musicales et artistes	283	329	334
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	356	386	412
Théâtre	127	134	135
Comédie musicale et opéra	51	64	74
Formations musicales et artistes	S/O	68	77

Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	5,7	6,6	6,8
Théâtre	2,0	1,2	0,3
Comédie musicale et opéra	1,0	3,6	4,8
Formations musicales et artistes	15,5	16,5	19,9

Source : Statistique Canada, Arts de la scène, Statistiques Sommaires (CASIM Tableau 361-0009), mars 2010.

TABLEAU 6.3.2 RENDEMENT DES PROMOTEURS ET DES AGENTS ET RENDEMENT DES ARTISTES, DES AUTEURS ET DES INTERPRÈTES INDÉPENDANTS

INDICATEUR	2006	2007	2008
Recette d'exploitation (millions \$)	S/O	3 244	3 241
Promoteurs d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	1 641	2 051	2 051
Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques	286	313	311
Artistes, auteurs et interprètes indépendants	S/O	880	879
Dépenses d'exploitation (millions \$)	S/O	2 882	2 921
Promoteurs d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	1 594	1 966	2 014
Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques	256	286	290
Artistes, auteurs et interprètes indépendants	S/O	630	617
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	S/O	763	740
Promoteurs d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	428	488	489
Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques	74	81	86
Artistes, auteurs et interprètes indépendants	S/O	194	165
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	S/O	11,2	9,9

Promoteurs d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires	2,9	4,1	1,8
Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques	10,5	8,7	6,5
Artistes, auteurs et interprètes indépendants	S/O	28,4	29,8

Source : Statistique Canada 63-246-X (Sports-spectacles, promoteurs d'événements, artistes et industries connexes) mars 2010.

Autres rapports sur le rendement financier du domaine des arts de la scène :

1) Jean-Arsenault, Emmanuelle, *État des lieux – Les arts du cirque au Québec et au Canada : Éclairage sur un paradoxe* (En Piste, Regroupement national des arts du cirque, 2007)

Ce rapport présente un profil détaillé de l'histoire et de l'importance des arts du cirque au Québec et au Canada. Les arts du cirque constituent un élément distinct des arts de la scène; ils sont toutefois rarement vus comme tels. Bien que le Cirque du Soleil soit le joueur le plus identifiable de l'industrie, le rapport souligne que l'ensemble du milieu du cirque est très important au Canada.

2) *Finances of Performing Arts Organizations in Canada 2006–07* (Hill Strategies Research Inc., 2008)

Ce rapport trace le portrait des sources de revenus des organismes sans but lucratif des arts de la scène au Canada pour l'année financière 2006–2007. Le rapport suggère qu'entre 1997 et 2007, ce sont les revenus provenant de sources du secteur privé qui ont le plus augmenté (53 p. 100) et que ce sont les revenus provenant du gouvernement qui ont le moins augmenté (25 p. 100).

Note : pour de plus amples renseignements sur ces études et d'autres études, voir l'Annexe B.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

La récession économique a eu un impact important sur les finances des industries des arts de la scène. Notre analyse suggère que la récession mondiale a réduit la croissance de la production réelle en valeur ajoutée, ou PIB, de 2,9 p. 100 en 2009, par rapport à la croissance qui se serait produite s'il n'y avait pas eu de récession. Les établissements de ce domaine comptent habituellement beaucoup sur les dépenses des ménages canadiens et sur le soutien financier des gouvernements. L'effet de la récession sur les dépenses des ménages canadiens et sur les finances

des gouvernements a été relativement faible, mais l'effet cumulatif de la récession sur toutes les sources de revenus s'est soldé par un déclin important dans les revenus du domaine des arts de la scène.

Pourtant, les effets complets de la récession économique mondiale n'ont peut-être pas encore été pleinement ressentis par les établissements du domaine des arts de la scène. Plusieurs organismes garantissent leurs engagements de financement des années à l'avance ce qui fait que les ajustements de financement liés à la récession ne se feront peut-être pas sentir dans certains organismes avant 2010 ou même après.

APERÇU FINANCIER À COURT TERME

Selon les dernières données disponibles sur les indicateurs, nos estimations suggèrent que la production réelle en valeur ajoutée du domaine des arts de la scène a augmenté légèrement (0,4 p. 100) en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession mondiale, la croissance aurait atteint 3,3 p. 100.

Pour l'avenir, un certain nombre d'enjeux importants affecteront l'aperçu financier à court terme pour les arts de la scène. Ces questions se retrouvent par ordre d'importance dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
	<p>Dépenses des ménages canadiens – Les dépenses des ménages canadiens en arts de la scène ont été touchées par la récession économique, mais les réductions dans les programmations ont sans doute joué un plus grand rôle dans la réduction des dépenses des ménages en arts de la scène que le ralentissement économique lui-même. Ceci dit, l'impact du ralentissement économique sur d'autres sources vitales de revenus (soutien du gouvernement, dotations, etc.) a sûrement contribué à réduire la programmation. Les dépenses des ménages en arts de la scène devraient augmenter avec la reprise économique et le déclin du taux de chômage; par contre, le taux de dépenses dépendra davantage de la disponibilité et de la fréquence des spectacles que de l'état des finances des ménages.</p>
	<p>Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) – Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement au domaine des arts de la scène.</p>

↔	<p>Dotations et autres dépenses — À mesure que l'économie reprendra, nous nous attendons à ce que les dotations et autres contributions des entreprises et des mécènes augmentent, bien qu'à un rythme modeste. De plus, plusieurs établissements des arts de la scène dépendent grandement du tourisme, mais le secteur du tourisme ne devrait récupérer du ralentissement économique que très lentement, en raison des frais de déplacement très élevés, de la volatilité du dollar canadien et des questions liées à la sécurité.</p>
↑	<p>Dépenses des entreprises — La récession mondiale a réduit l'ensemble des dépenses des entreprises canadiennes (à l'exception de la publicité) de 4,5 p. 100 en 2009. Les revenus et les profits des entreprises devraient augmenter avec la reprise économique et faire reprendre les dépenses des entreprises dans les arts de la scène, bien qu'à un rythme assez modeste.</p>
<p>Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif</p>	

L'aperçu du rendement financier des arts de la scène canadiens est prudent. Les perspectives économiques de ce domaine sont, à un certain degré, liées à l'aperçu de la consommation des ménages canadiens. Toutefois, la disponibilité et la fréquence de la programmation en arts de la scène sont généralement liées à des engagements financiers connus, particulièrement le soutien des gouvernements, les dotations et autres contributions. L'aperçu de la croissance pour ces sources de revenus est malheureusement modeste, au mieux, elle atténue l'aperçu général des revenus dans les arts de la scène.

6.4 PATRIMOINE

À l'exception des bibliothèques et des archives, le total des revenus d'exploitation des établissements canadiens du patrimoine ont augmenté de 1,8 p. 100 en 2008 par rapport à 2007. Parmi les sous-catégories des établissements du patrimoine, ce sont les musées qui ont enregistré la plus forte croissance pour cette année, soit 13,9 p. 100. Collectivement, les établissements du patrimoine ont affiché des profits en 2007 et 2008, après avoir enregistré des pertes en 2006

Ce sont les bibliothèques qui ont le plus profité du soutien public en 2007; elles ont reçu près de 2,8 milliards \$ ou 30 p. 100 de tout le soutien fédéral, provincial et municipal direct au secteur culturel. Près des deux tiers de ce financement (64 p. 100) provenaient des gouvernements municipaux.

TABLEAU 6.4.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DU PATRIMOINE

INDICATEUR	2006	2007	2008
Recette d'exploitation (millions \$)	1 098	1 173	1 195
Musées et galeries d'art	253	251	256
Musées	511	577	596
Sites historiques et patrimoniaux	87	91	88
Jardins zoologiques et botaniques	246	255	255
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 101	1 151	1 173
Musées et galeries d'art	248	250	266
Musées	527	564	575
Sites historiques et patrimoniaux	89	90	89
Jardins zoologiques et botaniques	237	248	244
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	512	514	521
Musées et galeries d'art	101	106	111
Musées	241	253	255
Sites historiques et patrimoniaux	46	41	41
Jardins zoologiques et botaniques	124	115	114
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	-0,3	1,8	1,9
Musées et galeries d'art	2,1	0,3	-4,0
Musées	-3,2	2,2	3,6
Sites historiques et patrimoniaux	-1,7	0,5	-0,7
Jardins zoologiques et botaniques	3,8	2,7	4,6

Note : il n'y a pas de collecte régulière de données sur l'utilisation et le rendement financier des bibliothèques et des archives au Canada.

Sources : Statistique Canada 87F0002X (Établissements du patrimoine : Tableaux des données 2006), avril 2008, Statistique Canada 87F0002XWE (Établissements du patrimoine : 2004 et 2005) avril 2007.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

Les revenus des établissements du patrimoine dépendent grandement des dépenses des gouvernements et, à un moindre degré, de celles des ménages canadiens. Bien que la récession mondiale n'ait eu qu'un impact assez faible sur les dépenses des ménages canadiens et sur le soutien des gouvernements pour l'année 2009, notre analyse suggère que les effets de la récession ont provoqué une réduction de 1,2 p. 100 de la production réelle en valeur ajoutée, ou PIB, dans ce domaine au cours de l'année 2009, par rapport à ce qui se serait produit s'il n'y avait pas eu de récession.

APERÇU FINANCIER À COURT TERME

Selon les dernières données disponibles sur les indicateurs, nous estimons que la production réelle en valeur ajoutée du domaine du patrimoine a diminué de 2,6 p. 100 en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession mondiale, le déclin aurait été moins important, soit -1,4 p. 100.

À l'avenir, un certain nombre d'enjeux importants affecteront à court terme l'aperçu financier du domaine du patrimoine. Ces enjeux se retrouvent par ordre d'importance dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
	<p>Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) – Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Par conséquent, cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement aux établissements du patrimoine.</p>
	<p>Soutien des gouvernements (municipaux) – La récession mondiale a touché les revenus des gouvernements municipaux en 2009 et, par conséquent, les gouvernements municipaux ont réduit leurs dépenses de 1,6 p. 100. Dans le domaine du patrimoine, ce sont les bibliothèques qui ont été les plus touchées par cette réduction des dépenses. À l'avenir, on prévoit que les dépenses municipales augmenteront mais à un rythme plus faible que d'habitude.</p>
	<p>Dépenses des ménages canadiens – Au cours de la récession, les Canadiennes et les Canadiens ont moins fréquenté les établissements du patrimoine, mais le déclin est modeste et, dans l'ensemble, l'utilisation des bibliothèques a même augmenté. On s'attend à ce que les dépenses des ménages en biens et en services patrimoniaux augmentent à mesure que l'économie reprendra et que les taux de chômage diminueront.</p>



Dotations et autres dépenses — À mesure que l'économie reprendra, on s'attend à ce que les dotations et autres contributions des entreprises et des mécènes augmentent, bien qu'à un rythme modeste. De plus, les établissements du patrimoine dépendent généralement beaucoup du tourisme, mais le secteur du tourisme devrait récupérer du ralentissement économique très lentement en raison des frais de déplacement très élevés, de la volatilité du dollar canadien et des questions de sécurité de plus en plus importantes.

Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif

Au cours des prochaines années, le rendement financier du domaine canadien du patrimoine dépendra du soutien financier du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux. Le soutien des gouvernements sera vulnérable en raison de la réduction du financement de relance et de la réaffectation des fonds discrétionnaires des gouvernements au paiement de la dette. Par contre, avec la reprise économique, d'autres sources de revenus devraient connaître une croissance modeste, y compris le soutien des gouvernements municipaux, les dotations et autres contributions financières des entreprises et des mécènes.

6.5 LIVRES ET PÉRIODIQUES

Selon Statistique Canada, les dépenses des ménages canadiens en livres et en magazines ont décliné au cours des dernières années. En 2008, la moyenne des dépenses des ménages en livres est passée à 106 \$ alors qu'elle était de 111 \$ en 2006. La moyenne des dépenses des ménages en magazines et périodiques a chuté à 47 \$ par rapport à 62 \$ en 2002.

Les mêmes tendances se retrouvent dans les exportations de biens et de services dans ce domaine. Pour ce qui est des services, les exportations ont été volatiles, montant à 52 millions \$ en 2005, chutant à 25 millions \$ en 2006 et remontant à 49 millions \$ en 2007. Du côté des biens, les exportations ont diminué régulièrement, de 863 millions \$ en 2004 jusqu'à 628 millions \$ en 2008.

L'enquête de Statistique Canada sur le soutien du gouvernement au secteur culturel ne comprend pas de statistiques distinctes pour les industries de l'édition. Toutefois, parmi les principaux bailleurs de fonds de ce domaine, on retrouve le Fonds du livre du Canada dont la contribution est de 37 millions \$ par année et le Fonds du Canada pour les magazines qui lui, contribue à une hauteur de 14,5 millions \$ par année.³²

Les dernières données disponibles à Statistique Canada sur l'industrie de l'édition de livres montrent que les revenus d'exploitation ont légèrement décliné à

³² Patrimoine canadien, *Intersections : L'état du paysage culturel Rapport annuel 2007–2008 du secteur des Affaires culturelles*, pp. 44–47.

2,12 milliards \$ en 2008. Les dépenses d'exploitation de l'industrie ont également décliné pour cette même année, mais pas autant que les revenus, ce qui fait que les marges bénéficiaires de l'industrie ont diminué.

En 2008, les éditeurs canadiens de périodiques ont enregistré des revenus de 2,39 milliards \$, une augmentation de 1,2 p. 100 par rapport à 2007. Les dépenses d'exploitation ont également augmenté en 2008, mais à un rythme plus lent que celui des revenus, ne laissant qu'une augmentation de la marge bénéficiaire de 1 p. 100 à l'industrie. Les salaires, les traitements et les avantages sociaux payés par les éditeurs de périodiques ont augmenté de 3,6 p. 100 en 2008, à 622 millions \$.

Les éditeurs canadiens de journaux ont enregistré des revenus de 5,43 milliards \$ en 2008, une légère augmentation (0,1 p. 100) par rapport à 2007. Les dépenses d'exploitation, les traitements, les salaires et les avantages sociaux ont eux aussi été relativement stables, ce qui fait que la marge bénéficiaire d'exploitation de l'industrie est demeurée à peu près au même niveau qu'en 2007. Bien que des statistiques détaillées ne soient pas encore disponibles pour 2008, les données de 2007 ont révélé que les revenus de publicité comptaient pour près de 70 p. 100 de l'ensemble des revenus d'exploitation pour cette année tandis que les revenus de circulation comptaient pour 16,3 p. 100.

TABLEAU 6.5.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDITION DE LIVRES

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	2 146	2 131	2 155	2 118
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 890	1 911	1 918	1 912
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	366	397	410	406
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	11,9	10,4	11,0	9,7

Sources : Statistique Canada, Tableaux sommaires (Éditeurs de livres 2008), consulté en mai 2010, Statistique Canada 87F0004X (Éditeurs de livres 2006, mars 2009).

TABLEAU 6.5.2 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDITION DE PÉRIODIQUES

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	2 159	2 243	2 362	2 394
Dépenses d'exploitation (millions \$)	1 951	2 011	2 095	2 100
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	565	570	601	622
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	9,6	10,4	11,3	12,3

Sources : Statistique Canada 63F0005X (Édition de périodiques 2008), février 2010, Statistique Canada 63F0005X (Édition de périodiques 2006), mars 2008.

TABLEAU 6.5.3 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS D'ÉDITION DE JOURNAUX

INDICATEUR	2005	2006	2007	2008
Recettes d'exploitation (millions \$)	5 207	5 354	5 394	5 429
Dépenses d'exploitation (millions \$)	4 515	4 646	4 713	4 751
Salaires, traitements et avantages sociaux (millions \$)	1 763	1 801	1 828	1 854
Marge bénéficiaire d'exploitation (pourcentage)	13,3	13,2	12,6	12,5

STATISTIQUES FINANCIÈRES DÉTAILLÉES

Recettes publicitaires (millions \$)	3 874	3 978	3 995	S/O
Quotidiens (millions \$)	2 800	2 861	2 867	S/O
Journaux communautaires (millions \$)	1 074	1 117	1 128	S/O
Croissance des recettes publicitaires (pourcentage)	1,9	2,7	0,4	S/O
Quotidien (pourcentage)	2,5	2,2	0,2	S/O
Dépenses (pourcentage)	0,2	4,0	1,0	S/O
Salaires, traitements et avantages sociaux (pourcentage)	39,2	38,9	39,3	S/O
Travail contractuel (pourcentage)	14,2	13,6	13,0	S/O
Livraison, entreposage, frais postaux et messagers (pourcentage)	10,4	10,3	10,1	S/O

Publicité, déplacement, repas et divertissement (pourcentage)	4,0	4,3	4,2	S/O
Dépréciation et amortissement (pourcentage)	3,3	3,7	3,4	S/O
Autres recettes d'exploitation (pourcentage)	16,4	15,5	16,6	S/O

Sources : Statistique Canada, Tableaux sommaires : CANSIM 361-0003, Statistique Canada 63-241-X (Éditeurs de journaux 2007), juin 2009; Statistique Canada 63-241-X (Éditeurs de journaux 2006), juin 2008.

Autres rapports sur le rendement financier du domaine des livres et des périodiques :

1) Profil de l'industrie de l'édition des livres (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario, 2009)

Ce rapport présente un profil des revenus et des profits de l'industrie canadienne et ontarienne de l'édition de livres. Il aborde la question de la consolidation massive des maisons d'édition de la dernière décennie et celle des nouveaux développements dans l'édition électronique.

2) Profil de l'industrie de l'édition de revues (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario, 2009)

Ce rapport présente un profil des revenus et des profits de l'industrie canadienne et ontarienne de l'édition de magazines. Les auteurs signalent que le ralentissement de l'économie mondiale a réduit considérablement les revenus de publicité et abordent la question de la migration du lectorat vers l'Internet.

3) Economic Contribution of the Canadian Magazine Industry (Magazines Canada, 2008)

Ce rapport se penche sur la contribution de l'industrie des périodiques à l'économie canadienne. Il souligne que l'industrie a généré 863 millions \$ en PIB réel pour l'année 2005 (en dollars de 1997) et généré 9 996 emplois.

Note : pour de plus amples renseignements sur ces études et d'autres études, voir l'Annexe B.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

En 2009, ce domaine a été très sévèrement touché par la récession économique mondiale. Les industries des journaux et des magazines en particulier, dépendent grandement de la publicité et des abonnements et ces sources de revenus ont été

frappées de plein fouet par le ralentissement économique. L'industrie de l'édition de livres a été moins touchée par le ralentissement.

Notre analyse suggère que la récession mondiale a réduit la croissance de la production réelle en valeur ajoutée, ou PIB, dans ce domaine de 6,1 p. 100 en 2009, par rapport à la croissance qui se serait produite s'il n'y avait pas eu de récession.

APERÇU ÉCONOMIQUE À COURT TERME

Selon les dernières données disponibles sur les indicateurs, nous estimons que la production réelle en valeur ajoutée du domaine des livres et des périodiques a baissé de 3 p. 100 en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession, la production réelle en valeur ajoutée aurait augmenté de 3,1 p. 100.

À l'avenir, un certain nombre d'enjeux principaux influenceront l'aperçu économique à court terme du domaine des livres et des périodiques. Ces enjeux se retrouvent par ordre d'importance dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
	<p>Publicité des entreprises — En 2009, la récession mondiale a provoqué une réduction de 12,1 p. 100 de l'ensemble des dépenses des entreprises en publicité. Elle a également accéléré la transition des plateformes de publicité traditionnelles (journaux et magazines) vers des plateformes basées sur le Web ou d'autres plateformes non traditionnelles. À l'avenir, les revenus de publicité dans ce domaine devraient récupérer lentement puisque les modèles d'affaires des plateformes de publicité non traditionnelles continueront à évoluer, ce qui exerce une pression à la baisse sur les taux de publicité.</p>
	<p>Dépenses des ménages canadiens — On s'attend à ce que les dépenses des ménages augmentent à mesure que l'économie reprendra et que les taux de chômage diminueront, bien que le rythme de la reprise sera sans doute assez lent. De plus, parce que les modèles d'affaires auront à s'adapter à l'utilisation croissante d'une distribution sans imprimés, la croissance des revenus devrait demeurer discrète.</p>
	<p>Exportations — À mesure que l'économie mondiale reprendra, la demande d'exportation de livres et de périodiques devrait augmenter. Mais jusqu'à ce que les modèles d'affaires soient adaptés aux méthodes de distribution sans imprimés, la croissance des revenus d'exportation demeurera sans doute discrète.</p>
	<p>Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) — Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins</p>

de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement aux industries des livres et des périodiques.

Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif

L'aperçu financier pour le domaine des livres et des périodiques continuera à être touché à court terme par la faiblesse des principales sources de revenus. Bien que la reprise de l'économie mondiale stimulera le potentiel de croissance économique, les changements dans les méthodes de distribution des produits médiatiques écrits continueront à affecter le rythme de croissance des revenus puisque les modèles d'affaires devront s'adapter à ces changements. Cela est particulièrement vrai pour les établissements liés à l'édition des journaux et des magazines.

6.6 ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ART

Selon les dernières données disponibles à Statistique Canada, les dépenses des consommateurs en arts visuels ont plongé de 19,1 p. 100 en 2007 et elles ont subi une autre baisse de 1,2 p. 100 en 2008. Bien que les dépenses en œuvres d'art, en gravures et en poterie soient demeurées relativement stables, les dépenses en photographie ont diminué, principalement en raison de l'émergence de la photographie numérique.

Dans les arts visuels, les exportations canadiennes en services sont demeurées relativement stables au cours des dernières années, mais les exportations de biens ont décliné de manière importante. Les exportations de services d'arts visuels sont passées de près de 54 millions \$ en 2003 à 55,9 millions \$ en 2007. Toutefois, entre 2004 et 2008, les exportations de biens d'arts visuels ont chuté de 308,6 millions \$ à 207,3 millions \$.

Le soutien du gouvernement dans le domaine des arts visuels et des métiers d'art a augmenté jusqu'à 99 millions \$ en 2007–2008. Le financement du gouvernement fédéral est demeuré relativement constant au cours des récentes années, mais le financement provincial a fait un bond important entre 2006–2007 et 2007–2008. La majeure partie du financement fédéral pour les arts visuels et les métiers d'art provenait du Conseil des Arts du Canada.³³

Pour le moment, Statistique Canada n'a pas de données complètes sur le rendement financier du domaine des arts visuels et des métiers d'art. Cela s'explique en partie par le fait que l'on retrouve surtout dans ce domaine des artistes

³³ Basé sur les dépenses en subventions, Conseil des Arts du Canada, *Rapport annuel 2007-2008*, p. 51.

et des artisanes et artisans indépendants plutôt que des petites entreprises ou d'autres types d'entreprises.

Autre rapport sur le rendement financier du domaine des arts visuels et des métiers d'art :

1) *Waging Culture—A Report on the Socio-Economic Status of Canadian Visual Artists* (Michael Maranda, Art Gallery of York University, 2009)

Ce rapport dresse un profil détaillé des artistes visuels actifs au Canada. Le rapport signale qu'en 2007, l'artiste visuel moyen gagnait 25 318 \$ si l'on tient compte de toutes les sources de revenus, y compris le revenu primaire, le revenu secondaire et toutes les autres sources ne provenant pas du travail (pour l'ensemble du Canada, le revenu moyen des Canadiennes et des Canadiens était de 36 301 \$). Le rapport indique également que seulement 43,6 p. 100 des artistes visuels faisaient un profit net dans leur pratique.

Note : pour de plus amples renseignements sur ces études et d'autres études, voir l'Annexe B.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

La récession mondiale a gravement frappé les industries des arts visuels et des métiers d'art en 2009 en paralysant les fonds disponibles pour la publicité. La récession a également mené à une réduction de la fréquence, de la taille et de l'échelle de certaines expositions ou foires et à des compressions dans les budgets d'exploitation de certains organismes artistiques.

Notre analyse suggère que la récession mondiale a réduit la croissance de la production réelle en valeur ajoutée dans ce domaine de 1 p. 100 en 2009, par rapport à la croissance qui se serait produite s'il n'y avait pas eu de récession. Les effets de la récession sur ce domaine sont moins importants que dans d'autres domaines culturels. Cela s'explique par le fait que les arts visuels et les métiers d'art dépendent grandement des dépenses des ménages canadiens pour avoir des revenus et que la récession n'a eu qu'un impact modeste sur les dépenses des ménages en 2009.

APERÇU ÉCONOMIQUE À COURT TERME

Selon les données disponibles sur les indicateurs, nous estimons que la production réelle en valeur ajoutée du domaine des arts visuels et des métiers d'art a diminué

très légèrement (0,2 p. 100) en 2009 par rapport à 2008. S'il n'y avait pas eu de récession, nous estimons que la croissance aurait été de 0,8 p. 100.

À l'avenir, un certain nombre d'enjeux importants affecteront l'aperçu financier à court terme des arts visuels et des métiers d'art. Ces enjeux se retrouvent par ordre d'importance dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
↑	Dépenses des ménages canadiens — Les dépenses des ménages devraient augmenter à mesure que l'économie reprendra et que déclineraient les taux de chômage, bien que le rythme de la reprise sera sans doute assez lent.
↑	Exportations — Avec la reprise économique, la demande en exportations pour les produits d'arts visuels et de métiers d'art devrait augmenter. Toutefois, la valeur du dollar canadien devrait demeurer volatile à court terme, ce qui pourrait nuire à la croissance éventuelle de la demande.
↓	Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) — Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement au domaine des arts visuels et des métiers d'art, qu'il s'agisse de financement engagé ou non engagé.
↑	Dépenses des entreprises — La récession mondiale a fait diminuer l'ensemble des dépenses des entreprises canadiennes (à l'exception de la publicité) de 4,5 p. 100 en 2009. Les revenus et les profits des entreprises devraient augmenter avec la reprise économique, menant à la reprise des dépenses des entreprises en arts visuels et en métiers d'art, bien que le rythme de la croissance devrait être assez lent.

Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif

L'aperçu financier à court terme du domaine des arts visuels et des métiers d'art est assez prudent. Les perspectives économiques de ce domaine seront sans doute liées au rythme de la reprise des dépenses des ménages canadiens et, à un moindre niveau, à la demande étrangère. La reprise de l'économie mondiale devrait améliorer les possibilités de revenus pour les produits canadiens d'arts visuels, bien que la volatilité du dollar canadien pourrait assombrir ces possibilités. De plus, la disponibilité des produits canadiens d'arts visuels pourrait être ralentie par la réduction du soutien financier aux artistes visuels, en particulier celui des gouvernements provinciaux et du gouvernement fédéral.

6.7 MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

Il existe très peu de mesures fiables sur la consommation canadienne en médias numériques interactifs. Les indicateurs les plus pertinents de l'Enquête sur les dépenses des ménages de Statistique Canada sont les dépenses sur les équipements et les logiciels de jeux. Ces données suggèrent que la consommation canadienne en biens et services de médias numériques interactifs a augmenté considérablement au cours des dernières années pour atteindre 1,5 milliard \$ en 2008 — plus que les dépenses des consommateurs en arts de la scène et presque le même niveau de dépenses que dans le domaine de la musique.

Divers programmes gouvernementaux soutiennent des initiatives canadiennes en médias numériques interactifs, y compris le nouveau Fonds des médias du Canada. Plusieurs provinces ont subventionné des conseils qui financent des firmes de médias numériques interactifs. En plus des subventions directes, ces firmes reçoivent également du soutien grâce aux allègements fiscaux.

Le Canada exporte énormément de biens et de services de médias numériques interactifs. En fait, deux des plus grosses entreprises mondiales de production de jeux vidéo, EA Games et Ubisoft ont des studios de conception au Canada.

La principale source de renseignements sur les entreprises du domaine des médias numériques interactifs vient de *Canadian Interactive Industry Profile, 2008*, produit par l'Alliance interactive canadienne. Le document signale qu'il y avait un peu moins de 3 000 établissements travaillant dans ce domaine en 2008 et qu'ils généraient plus de 4,7 milliards \$ en revenus bruts. Toutefois, une partie de ces revenus provenait de travail en dehors du domaine; les revenus générés par les activités des médias numériques interactifs ont été estimés à environ 3,8 milliards \$ pour cette année.

TABLEAU 6.7.1 RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

INDICATEUR	2008
Établissements	2 960
Recettes (millions \$)	4 700
Recettes des médias numériques interactifs (millions \$)	3 800
Emploi (équivalent plein temps)	52 489

Source : Profil de l'industrie interactive canadienne, 2008 (février 2009).

Autres rapports sur le rendement financier du domaine des médias numériques interactifs :

1) *Ontario 2012: Stimulating Growth in Ontario's Digital Game Industry* (Secor Consulting, 2008)

Ce rapport suggère que le marché des jeux numériques est maintenant un concurrent sérieux qui pourrait ravir une part de plus en plus grande des dépenses des consommateurs. Le rapport suggère que quatre grandes tendances devraient émerger aux cours des cinq prochaines années : l'évolution des plateformes existantes, l'émergence de plateformes « plus légères », la consolidation de l'industrie et le développement d'un marché d'intergiciels. Le rapport souligne que la production de jeux numériques est vraiment une industrie internationale qui a des centres de production un peu partout sur la planète.

2) *Economic Study for the Film, Television, and Digital Media Sector in Ontario* (PricewaterhouseCoopers, 2006)

Ce rapport se base sur un énoncé du gouvernement de l'Ontario voulant qu'une grappe d'industries du divertissement et de la création devrait être à la base de la future croissance de la province. Dans l'esprit de cet objectif, le rapport insiste fortement sur l'importance de soutenir le développement de « centres de création ».

3) *Profil de l'industrie des produits des multimédias interactifs numériques* (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario, 2009)

Ce rapport se base sur *Canadian Interactive Industry Profile*, produit par le Groupe Nordicité, pour établir le profil du marché des jeux numériques au Canada. Les auteurs du rapport estiment que la valeur de ce marché était de 1,53 milliard \$US en 2008, à laquelle s'ajoute un marché de la publicité sur Internet valant 1,69 milliard \$US. Le rapport signale que le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et le Système de classification des produits de

l'Amérique du Nord (SPAN) ne tiennent pas encore compte du domaine des médias numériques interactifs.

Note : pour de plus amples renseignements sur ces études et d'autres études, voir l'Annexe B.

IMPACT ÉCONOMIQUE DE LA RÉCESSION MONDIALE

Le marché canadien des médias numériques interactifs a augmenté par bonds au cours des récentes années, alimenté par l'avancement rapide de la technologie et de l'innovation. En 2009, le domaine des médias numériques interactifs a quand même été touché par la récession économique mondiale qui a ralenti les dépenses des consommateurs pour ses produits et services.

Bien que nous ne soyons pas en mesure d'isoler les effets de la récession économique sur le rendement du domaine des médias numériques interactifs, la production réelle en valeur ajoutée de plus grands groupes de l'industrie inclus dans ce domaine a décliné de 1,6 p. 100 en 2009. Ce déclin suit de près une croissance encore plus lente constatée en 2008 au moment où les conditions économiques commençaient à s'affaiblir. Dans le domaine des médias numériques interactifs, c'est dans l'édition de logiciels que l'on a constaté le rendement le plus faible en 2009, tandis que la formation s'avérait le domaine le plus résilient.

APERÇU FINANCIER À COURT TERME

À l'avenir, certains enjeux importants affecteront l'aperçu financier à court terme du domaine des médias numériques interactifs. Ces enjeux se retrouvent par ordre d'importance dans le tableau suivant.

Effet sur l'aperçu financier	Principaux enjeux
	<p>Dépenses des entreprises — La récession mondiale a ralenti l'ensemble des dépenses des entreprises canadiennes (à l'exception de la publicité) de 4,5 p. 100 en 2009 et a sans doute aussi diminué les sources de revenus du domaine des médias numériques interactifs. Les revenus et les profits des entreprises devraient augmenter avec la reprise économique, menant à une amélioration graduelle des possibilités de croissance des sources de revenus.</p>
	<p>Exportations — À mesure que l'économie mondiale récupèrera, la demande d'exportation de produits des médias numériques interactifs devrait augmenter. Toutefois, la valeur du dollar canadien devrait demeurer volatile à court terme, stimulant certaines parties du domaine des médias numériques interactifs, comme la conception et la production, qui chercheront à trouver ailleurs qu'au Canada des possibilités de produire à moindre coût.</p>

	<p>Dépenses des ménages canadiens — Les dépenses des ménages en produits des médias numériques interactifs devraient augmenter à mesure que l'économie reprendra et que diminueront les taux de chômage, bien que le rythme de la reprise devrait être assez lent. De plus, comme les modèles d'affaires doivent s'adapter au nombre croissant de choix offerts aux Canadiennes et aux Canadiens en matière de divertissement, la croissance des revenus pour les produits et les plateformes de nouveaux médias devrait dépasser considérablement la croissance des revenus pour les produits et les plateformes de distribution traditionnels.</p>
	<p>Soutien des gouvernements (fédéral et provinciaux) — Le financement supplémentaire utilisé pour combattre la récession mondiale pèse lourd sur les finances des gouvernements fédéral et provinciaux. À cause de cela, les gouvernements réduiront probablement leurs dépenses discrétionnaires (qui excluent les soins de santé, l'éducation, la sécurité sociale et le paiement de la dette) pour consacrer leurs revenus au paiement de la dette. Cela pourrait compromettre le soutien du gouvernement au développement et à la production dans le domaine des médias numériques interactifs.</p>

Légende : ↑ = effet positif sur l'aperçu financier ↔ = effet neutre ↓ = effet négatif

L'aperçu financier à court terme du domaine des médias numériques interactifs semble favorable. En plus d'être stimulés par la reprise économique mondiale, les changements actuels dans les types de produits de divertissement que recherchent les consommateurs continueront de favoriser l'expansion des industries de médias numériques interactifs. Avec l'évolution du marché des médias numériques interactifs, les établissements canadiens de ce domaine semblent bien placés pour capitaliser sur la croissance de la demande mondiale.

7. CONCLUSIONS – DÉFIS ET POSSIBILITÉS DES DONNÉES

Comme nous l'avons indiqué dans les chapitres précédents, bâtir des indicateurs pour le marché du travail du secteur culturel représente un certain nombre de défis. Le présent chapitre porte sur les défis spécifiques soulevés par les données et sur la manière dont nous les avons abordés. Nous proposons également des recommandations générales sur des mesures qui pourraient être mises en place pour faciliter les futures analyses de rendement dans le secteur culturel canadien.

Utiliser les systèmes statistiques actuels pour prendre la mesure du secteur culturel est assez complexe parce que les activités culturelles sont définies par les biens et les services culturels qu'elles génèrent; c'est-à-dire, par les extrants du secteur culturel. Par contre, la plupart des systèmes statistiques, y compris le système canadien des comptes économiques nationaux, analysent l'économie en fonction des intrants. Ces systèmes classent les entreprises en fonction du système de classification industrielle et les travailleuses et travailleurs par professions plutôt que par ce qu'elles ou ils produisent.

En conséquence, l'élaboration du présent rapport d'information sur le marché du travail a été parsemée de plusieurs défis — des difficultés liées à la mesure de l'activité culturelle à partir du système canadien des comptes nationaux.

Premièrement, il est difficile de déterminer quelles industries devraient faire partie du secteur culturel parce que la production de biens et de services culturels peut se faire dans une myriade d'industries de l'ensemble de l'économie. Les biens artisanaux peuvent être produits par l'industrie de la fabrication, les édifices patrimoniaux peuvent faire partie de l'industrie de la construction, les ventes d'œuvres d'art peuvent être liées aux industries de la vente au détail et la production de la musique peut se faire dans le cadre des industries des arts, du divertissement et des loisirs.

Deuxièmement, il est difficile d'établir une définition concise des professions de la culture parce que l'éventail de professions pourrait, en théorie, s'étendre à toutes les étapes de la chaîne de création, y compris à toutes les professions directement liées à la création, à la production et à la distribution des biens et des services culturels. De plus, avant de décider d'inclure ou de ne pas inclure une profession dans le secteur culturel, il est nécessaire de déterminer si la majorité du travail effectué dans cette profession consiste à créer un bien ou à un service culturel ou à y ajouter de la valeur.

À titre d'exemple, les professions liées à la production de jeux vidéo ne se limitent pas aux créatrices et aux créateurs de jeux vidéo, elles incluent également les programmeuses et programmeurs de logiciels. La catégorie statistique qui se rapproche le plus des programmeuses et programmeurs de logiciels est « programmeur d'ordinateur et développeur de médias interactifs ». Par contre, sans ventilation plus raffinée, nous sommes forcés d'exclure les programmeurs d'ordinateur et les développeurs de médias interactifs du secteur culturel parce que la majorité du travail effectué dans cette profession est associée à des biens et des services qui ne sont pas culturels.

Troisièmement, certaines classifications industrielles ou professionnelles correspondent clairement à un seul type de bien ou de service culturel et ce bien ou ce service pourrait correspondre à plus d'un domaine. Les professions d'actrice ou d'acteur ou encore de parolière ou parolier, par exemple, pourraient faire partie de plusieurs domaines, dont les arts de la scène, la musique ou encore le cinéma, la radio, la télévision et la radiotélédiffusion.

De plus, obtenir des données à jour et détaillées représente tout un défi, parce qu'il y a souvent des compromis à faire entre la fréquence à laquelle un indicateur est mis à jour et le niveau de détail qu'il indique.

Dans une perspective de mesure de rendement des entreprises, le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) est détaillé et, en principe, contient suffisamment de renseignements pour faire une mise à jour acceptable du rendement de la plupart des domaines culturels. Par contre, dans plusieurs cas, les résultats des enquêtes effectuées par Statistique Canada ne sont pas suffisamment détaillés et, dans d'autres cas, les enquêtes dont les résultats sont suffisamment détaillés ne sont pas effectuées assez fréquemment.

Pour mesurer l'emploi, les sources de données qui sont mises à jour fréquemment ne donnent que des résultats regroupés qui ne sont pas suffisamment détaillés. Par contre, les données du recensement, qui offrent un niveau de détail élevé sur les professions, ne sont publiées qu'une fois tous les cinq ans.

Finalement, des lacunes sont apparues dans les données lors de la production du rapport d'information sur le marché du travail et elles semblent être les mêmes dans toutes les études d'IMT. À titre d'exemple, prenons les postes à pourvoir — maintenant que l'index de l'offre d'emploi a été annulé, aucune enquête ne peut produire de données sur les taux dégroupés de postes à pourvoir dans l'ensemble de l'économie. Il manque aussi des prévisions détaillées de l'offre et de la demande de main-d'œuvre pour les professions culturelles. Ce n'est pas suffisant pour analyser le rendement des professions ou des domaines culturels; à des fins de

planification, il serait beaucoup plus utile de voir où se trouvent les postes à pouvoir et les possibilités d'emploi.³⁴

7.1 LACUNES DANS LES DONNÉES SUR LE SECTEUR DES AFFAIRES

Cette partie porte sur les lacunes dans les données spécifiques liées à la mesure du rendement du secteur des affaires. Ces lacunes dans les données sont apparues dans la préparation de l'analyse sur le rendement financier du secteur culturel, au chapitre 3 du présent rapport.

CONSOMMATION

Les données sur la consommation présentées dans le présent rapport proviennent de l'enquête de Statistique Canada sur les dépenses des ménages. Bien qu'il s'agisse du plus gros échantillon de données sur les dépenses de consommation au Canada, elles ne sont pas suffisamment détaillées pour saisir toute la portée des dépenses en biens et en services culturels.

La plupart des catégories que nous avons choisies pour représenter les dépenses en culture correspondaient à celles qu'a utilisées Statistique Canada dans *Contribution économique du secteur culturel aux économies provinciales du Canada, 2007*. Dans certains cas, l'Enquête sur les dépenses des ménages présente des résultats trop regroupés, par exemple, les médias numériques interactifs sont représentés par les dépenses des ménages en logiciels et en équipements de jeux. Dans d'autres cas, il n'y a pas suffisamment de données sur les dépenses, par exemple, la consommation d'arts visuels ne se retrouve que dans les dépenses en antiquités, en objets d'art, en gravures et en poterie et également en services de photographes ou autres services photographiques.

De plus, il pourrait également exister certains chevauchements entre les divers domaines : à titre d'exemple, les dépenses en disques vidéo numériques préenregistrées (DVD) et en disques compacts (CD), en cassettes vidéo et audio et en vidéodisques (VD) ainsi qu'en téléchargements audio ou vidéo. Cette dépense se retrouve dans la catégorie musique, alors que certaines dépenses devraient apparaître à la rubrique cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion.

Le Tableau 7.1 dresse la liste détaillée des produits inclus dans chaque catégorie de dépenses.

³⁴ Pour une excellente référence sur les lacunes généralisées des IMT au Canada, voir Andrew Sharpe, *Best Practices in Labour Market Information: Recommendations for Canada's LMI System*. Disponible à <http://www.csls.ca/reports/csls2009-5.pdf>.

TABLEAU 7.1 ENQUÊTE SUR LES DÉPENSES DES MÉNAGES

DOMAINE	Catégories de dépenses de l'enquête sur les dépenses des ménages
Arts visuels et métiers d'art	-Objets d'art, sculptures et poterie -Antiquités -Photographies et autres services photographiques
Arts de la scène	-Arts de la scène
Patrimoine	-Objets de collection (timbres, pièces de monnaie, etc.) -Admission aux musées et autres activités
Livres et périodiques	-Journaux -Magazines et périodiques -Livres et brochures (sauf les manuels scolaires) -Cartes géographiques, feuilles de musique et autres imprimés -Manuels scolaires
Musique	- DVD préenregistrés, CD, cassettes vidéo et audio, vidéodisques et téléchargement de vidéo et d'audio
Cinéma, radio, télévision et radiotélédiffusion	-Location de bande vidéo et de DVD -cinémas -Location de câblodistribution et de services par satellite
Médias numériques interactifs	-Systèmes de jeux vidéo, accessoires et cartouches de jeux vidéo

D'autres sources potentielles de renseignements pourraient aider à quantifier la consommation de biens et de services culturels au Canada, comme l'Enquête sociale générale. Cette enquête pourrait être utilisée pour établir une base annuelle raisonnable de dépenses à partir des niveaux d'activité rapportés.

EXPORTATIONS DE SERVICES CULTURELS (COMMERCE DE SERVICES)

Les normes internationales définissent quatre modes de commerce international de services. Le mode 1 ou « approvisionnement outre-frontière », s'applique lorsque que le consommateur demeure dans son propre pays alors que le service traverse les frontières nationales parce que le fournisseur est situé dans un autre pays. Le mode 2 ou « consommation à l'étranger », s'applique lorsque le consommateur se déplace dans le pays du fournisseur et y achète un service. Le mode 3 ou « présence commerciale » s'applique quand une entreprise fournit des services

internationaux grâce à ses affiliés étrangers dans un autre pays. Le mode 4 ou « présence de personnes réelles », s'applique lorsque le fournisseur se déplace dans le pays du consommateur pour donner le service — par exemple, des services de vérification financière effectués par un vérificateur envoyé par une firme étrangère.

Malheureusement, les données sur les services culturels ne sont disponibles que pour les modes 1 et 4 parce que les données sur le commerce des services culturels sont constituées à partir des estimations des balances de paiements des services commerciaux. L'exclusion la plus remarquable est sans doute que les dépenses des étrangers qui visitent le Canada ne s'y retrouvent pas, elles peuvent pourtant être une source importante de revenu pour certaines entreprises culturelles. Bien que les catégories de dépenses utilisées par Statistique Canada dans son Enquête sur les voyages internationaux ne soient pas assez précises pour extraire directement les dépenses étrangères en biens et en services culturels, cette enquête pourrait servir à estimer le taux d'augmentation ou de diminution des dépenses à partir de catégories de dépenses plus larges que l'on retrouve dans l'enquête.

Quant aux exportations de biens culturels, une enquête annuelle financée par Patrimoine canadien à partir des données de la Division du commerce international de Statistique Canada est suffisante pour donner une couverture pertinente et complète du secteur.

SOUTIEN PUBLIC

Les données sur le soutien public utilisées pour le présent rapport sont assez complètes; elles portent sur le soutien regroupé des trois niveaux de gouvernement. Toutefois, les données utilisées dans les tableaux ne portent que sur le soutien financier direct. Elles ne comprennent pas les autres initiatives gouvernementales comme les incitatifs fiscaux ou les crédits d'impôt qui sont des sources importantes de soutien dans certaines industries culturelles.

PIB

Nos calculs du PIB attribué au secteur culturel sont basés sur les dernières estimations de référence (2003) de Statistique Canada, réparties par domaine culturel, tirées du rapport *Contribution économique du secteur culturel aux économies provinciales du Canada, 2007*, Tableaux 3.1–12.1. Ces estimations de référence ont été utilisées pour calculer la croissance entre 2003 et 2009, en appliquant les estimations de PIB les plus précises possible par domaine et par sous-domaine. Il faut toutefois signaler que dans plusieurs cas, les estimations

approximatives étaient trop regroupées et qu'il était difficile d'en dégager les estimations adéquates. Par conséquent, les taux de croissance appliqués à chacun des domaines culturels représentent la meilleure approximation possible.

7.2 LACUNES DANS LES DONNÉES PAR DOMAINE

ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ARTS

Recueillir des données sur le rendement de l'industrie dans le domaine des arts visuels et des métiers d'art représente un certain défi. Cela s'explique en partie par le fait que l'on retrouve surtout dans ce domaine des artistes et des artisanes et artisans indépendants plutôt que des petites entreprises ou d'autres types d'entreprises. Cela est évident lorsqu'on examine les données du Registre des entreprises du Canada, qui portent sur toutes les entreprises canadiennes qui ont un employé ou plus et des ventes de 30 000 \$ ou plus par année. La base de données du Registre des entreprises indique qu'il n'y a que 1 286 entreprises d'arts visuels (SCIAN 711511 — Artistes indépendants, arts visuels). De ces entreprises, seulement 279 avaient un compte de retenues sur la paie et seulement six de ces 279 entreprises employaient dix personnes ou plus. En conséquence, il faut un autre outil d'enquête pour recueillir des renseignements sur ce domaine. Ceci dit, il se pourrait que l'emploi dans ce domaine ne soit pas très touché par l'information habituelle sur le marché du travail, comme les données sur les postes à pouvoir parce qu'on y trouve une très forte proportion de travailleuses et travailleurs indépendants et autonomes.

ARTS DE LA SCÈNE

Les données financières disponibles pour le domaine des arts de la scène comprennent les codes SCIAN 711111 (théâtre), 711112 (théâtre musical et opéra) et 711130 (groupes musicaux et artistes). Il n'y a pas de ventilation de données pour les catégories spécifiques comme SCIAN 711120 (compagnies de danse) bien que les données pour cette catégorie fassent partie des données regroupées de ce domaine. De plus, les données ne comprennent pas le code SCIAN 7113 (promoteurs (diffuseurs d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires) qui représente les arts de la scène. Elles ne comprennent pas non plus la partie pertinente du code SCIAN 7223 (Services de restauration spéciaux) qui pourraient faire partie des arts de la scène.

D'un autre côté, les données financières pour les arts de la scène comprennent des données qui pourraient appartenir à d'autres domaines culturels — dont le domaine de la musique. Pour réussir à représenter précisément la contribution de chacun des

domaines culturels, on doit éliminer les chevauchements entre les arts de la scène et les autres domaines culturels.

PATRIMOINE

Le sous-domaine du patrimoine qui comprend des établissements comme les musées, les galeries d'art et les lieux historiques est largement couvert dans le cadre de Statistique Canada. Par contre, on ne recueille pas régulièrement de données sur le rendement financier des bibliothèques et des archives canadiennes.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

Les industries des médias écrits sont largement couvertes dans le cadre des enquêtes de Statistique Canada sur la culture. Ces enquêtes régulières comprennent des données sur les éditeurs de livres, de journaux et de périodiques. Il existe toutefois une lacune dans les données sur la distribution au détail des médias écrits, comme les librairies et l'impression commerciale de médias écrits.

MUSIQUE

La disponibilité des données sur le domaine de la musique est limitée. Les données de Statistique Canada sur ce domaine sont principalement concentrées sur les établissements d'enregistrement sonore et de production de musique. Il y a très peu de données disponibles sur d'autres types d'établissements du domaine de la musique comme la distribution en gros et au détail de la musique ou sur les musiciennes et musiciens indépendants.

CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIOTÉLÉDIFFUSION

Ce domaine comprend toutes les industries du cinéma et de la vidéo ainsi que la radiotélédiffusion (radio, télévision, télévision payante, canaux spécialisés transmis par câble et par satellite). La cueillette de données représente certaines difficultés en raison de la portée de certains de ces sous-domaines puisqu'il y a beaucoup de chevauchement entre eux. Par exemple, on indiquait que la valeur totale de la production cinématographique et télévisuelle canadienne représentait 5 milliards \$ en 2007. Par contre, Statistique Canada rapportait des revenus de seulement 3,5 milliards \$ pour les entreprises de cinéma et de télévision. La principale différence entre ces estimations est le niveau de production maison des diffuseurs. L'intégration horizontale des lignes de produit qui accroît les services offerts par ces établissements représente une difficulté supplémentaire dans la cueillette des données pour la radiotélédiffusion. Par conséquent, les données financières

regroupées sur les établissements de ce domaine pourraient inclure la prestation de services comme l'Internet, la téléphonie, etc.

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

Mis à part le *Profil de l'industrie interactive canadienne, 2008* de l'Alliance interactive canadienne publié en février 2009, il n'y a que très peu de données primaires sur la taille ou le rendement du domaine canadien des médias numériques interactifs. Bien que les chiffres regroupés sur le revenu du *Profil de l'industrie interactive canadienne 2008*, soient clairement séparés des données sur le revenu des autres domaines culturels, avec quelques petits chevauchements, les chiffres sur l'emploi tiennent compte de données importantes sur des professions déjà comprises dans d'autres domaines culturels. Pour cette raison, nous n'avons calculé aucun effet supplémentaire sur l'emploi direct dans le secteur culturel provenant des activités des médias numériques interactifs.

Toutefois, des calculs supplémentaires ont été nécessaires pour calculer l'activité économique nette, ou PIB, générée par les établissements qui participent aux activités des médias numériques interactifs. Les multiplicateurs directs du PIB des chiffriers des comptes d'entrée-sortie de 2004 de Statistique Canada ont été multipliés par les revenus de l'industrie du secteur des médias numériques interactifs, répartis par SCIAN spécifique. Pour calculer la part d'activité provenant possiblement de l'activité des médias dans les codes d'activités économiques choisis, les multiplicateurs directs de l'emploi des chiffriers des comptes d'entrée-sortie de 2004 de Statistique Canada ont été multipliés par les revenus de l'industrie du secteur des médias numériques interactifs, encore une fois, répartis par SCIAN spécifique. Les niveaux calculés d'emploi direct des codes d'activités économiques choisis ont été comparés avec les niveaux d'emploi regroupés pour ces mêmes codes d'activités économiques utilisés pour l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail de Statistique Canada. La partie de l'emploi liée aux activités des médias numériques interactifs a alors été utilisée pour estimer les comptes des établissements, à partir du Registre des entreprises de Statistique Canada.

Le changement de PIB pour le domaine des médias numériques interactifs entre 2008 et 2009 a été calculé en appliquant les taux de croissance du PIB les plus dégroupés disponibles pour les codes d'activités économiques spécifiques comprenant les activités des médias numériques interactifs. Le poids appliqué à la croissance de chaque industrie correspondait à sa contribution relative au PIB direct estimé pour les médias numériques interactifs en 2008.

7.3 LACUNES DANS LES DONNÉES SUR L'EMPLOI

Cette partie présente les lacunes spécifiques dans les données liées à la mesure de l'emploi dans les professions de la culture. Ces lacunes et ces difficultés sont apparues dans la préparation de l'analyse de l'emploi dans le secteur culturel, au Chapitre 4 du présent rapport.

Le gros des données sur l'emploi figurant dans la présente étude provient des données du recensement de 2006 de Statistique Canada qui, tout en étant très complet, a également certaines limites. Les données du recensement de 2006 sont disponibles soit par industrie (SCIAN 2003) ou par profession (Classification nationale des professions – CNP), mais pas par domaine culturel. Les professions de la culture définies dans le présent rapport sont celles qui ont été déterminées par Statistique Canada dans *Contribution économique du secteur culturel aux économies provinciales du Canada, 2007*. Tel que nous l'avons mentionné plus haut dans le présent chapitre, bien que la majorité de ceux et celles qui exercent des professions de la culture travaillent à produire des biens et des services culturels, certaines personnes qui exercent elles aussi des professions de la culture ne produisent cependant pas de produits culturels. En même temps, certaines personnes qui travaillent dans des établissements culturels et qui exercent des professions qui ne sont pas définies comme « culturelles » pourraient être exclues de la présente analyse.

Il faut signaler que les données du recensement de 2006 portent sur la profession dans laquelle une personne a travaillé le plus d'heures au cours de la période de référence du recensement, soit entre le 9 et le 16 mai 2006. En raison de cette période de référence très limitée, le taux réel de pratique dans les professions de la culture pourrait être beaucoup plus élevé. Plusieurs artistes, par exemple, qui enseignent dans les écoles entreraient dans la catégorie des enseignants ou des professeurs plutôt que dans celle des artistes.

Cette limite influence également les comptes d'emploi des données du recensement. Avoir plusieurs emplois est une caractéristique commune à beaucoup de travailleuses et travailleurs du secteur culturel. Certains d'entre eux pourraient avoir travaillé plus d'heures à un autre emploi qu'à leur pratique culturelle au cours de la semaine visée par le recensement. Par conséquent, bien qu'ils participent activement au secteur culturel, ils ne sont peut-être pas représentés adéquatement dans les estimations du nombre de personnes exerçant des professions de la culture qui sont basées sur le recensement. Les estimations sur l'emploi dans les professions de la culture sont sans doute trop faibles.

Bien que les données du recensement sur les professions représentent le secteur dans lequel les personnes travaillent le plus d'heures dans une semaine spécifique,

le revenu qui figure dans le recensement représente l'ensemble de tous les revenus de l'année. Les renseignements obtenus sur les personnes qui occupent plusieurs emplois pourraient donc fausser les données sur le revenu pour des professions spécifiques.

Finalement, il se passe beaucoup de temps d'un recensement à l'autre puisqu'ils sont effectués tous les cinq ans. Cela représente une difficulté importante quand il s'agit d'obtenir des comptes d'emploi précis et à jour pour les années écoulées entre les recensements.

7.4 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Cette partie propose un certain nombre de recommandations générales pour les prochaines recherches que pourrait entreprendre le CRHSC dans le but d'évaluer et de comprendre le marché du travail de la culture au Canada.

Il faut signaler qu'il faudra poursuivre le dialogue entre les divers intervenants clés du secteur pour établir des priorités au sujet des difficultés qu'ont représenté les données pour le présent rapport et pour élaborer des stratégies pratiques pour résoudre efficacement ces difficultés.

Le principal objectif de ces recommandations est d'améliorer la qualité des futures analyses d'information sur le marché du travail dans le secteur. Un certain nombre d'intervenantes et d'intervenants clés ont manifesté de l'intérêt pour un compte satellite, ou cadre statistique, pour le secteur culturel. Ces recommandations amélioreraient la force et la longévité d'un cadre de travail qui servirait à établir un compte satellite.

RECOMMANDATIONS POUR L'ENSEMBLE DU SECTEUR

- 1) **Adopter des définitions normalisées des domaines culturels.** Le CRHSC devrait travailler avec Statistique Canada pour élaborer et adopter une mise à jour du cadre de travail pour les statistiques culturelles.
- 2) **Établir une méthodologie pour recueillir des données secondaires sur l'emploi dans les professions de la culture.** Le CRHSC devrait travailler avec Statistique Canada pour établir une méthodologie pour recueillir des données secondaires sur l'emploi dans les professions de la culture afin de pouvoir apprécier pleinement le niveau de pratique dans les professions de la culture.

RECOMMANDATIONS SOUS-SECTORIELLES (PAR DOMAINE)

Bien qu'il y ait des lacunes dans les données sur les affaires et sur l'emploi dans tous les domaines, tel que nous l'avons signalé au Chapitre 6, il y a cinq domaines où les lacunes dans les données sont suffisamment importantes pour compromettre l'analyse du marché du travail.

LE DOMAINE DES ARTS VISUELS ET DES MÉTIERS D'ART

- 3) Mettre au point une méthodologie pour intégrer les mesures disponibles sur le rendement de l'industrie qui comporterait des renseignements sur le revenu des artistes indépendants et contractuels.** Cela permettrait d'obtenir une mesure plus complète du domaine des arts visuels et des métiers d'art.

LE DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE

- 4) Effectuer des enquêtes ciblées pour isoler les éléments des arts de la scène qui sont habituellement regroupés avec d'autres parties des arts de la scène.** Bien que certains éléments des arts de la scène, comme les arts du cirque, soient inclus dans les chiffres sur les « autres arts de la scène », les données ne sont pas recueillies de façon adéquate pour établir un rapport distinct.
- 5) Travailler avec Statistique Canada pour établir des méthodes permettant de répartir les revenus du domaine des arts de la scène entre divers domaines culturels, s'il y a lieu.** La musique est l'exemple le plus évident du domaine où la répartition des revenus serait appropriée.

LE DOMAINE DE LA MUSIQUE

- 6) Établir une méthodologie pour intégrer les mesures disponibles sur le rendement de l'industrie avec les renseignements sur les revenus des musiciennes et musiciens indépendants et autonomes.** Avec la répartition des revenus pour les arts de la scène, cette recommandation aiderait à obtenir une mesure plus complète du domaine de la musique.

LE DOMAINE DU PATRIMOINE

- 7) Travailler avec Statistique Canada pour améliorer l'Enquête annuelle sur les industries de services afin de pouvoir faire des rapports sur les archives et les bibliothèques.

LE DOMAINE DES MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

- 8) Travailler avec Statistique Canada et l'industrie pour établir une définition normalisée des médias numériques interactifs qui reconnaisse les rôles uniques de la création de contenu et de l'amélioration du contenu.

8. BIBLIOGRAPHIE

SECTEUR CULTUREL

Conference Board du Canada. *Impact de la récession mondiale sur l'économie créative du Canada en 2009*, Ottawa : Conseil des ressources humaines du secteur culturel, 2009.

Conference Board du Canada. *Valoriser notre culture : Mesurer et comprendre l'économie créative du Canada*. Ottawa, 2008.

Deloitte & Touche. *Étude nationale sur la rémunération des gestionnaires et administrateurs des organismes sans but lucratif du domaine des arts*. Ottawa : Conseil des ressources humaines du secteur culturel, mars 2009.

Patrimoine canadien, *Intersections : L'état du paysage culturel – Rapport annuel 2006–2007 du secteur des Affaires culturelles*, Cat. CH41-20/2007E-PDF. Gatineau, 2007.

BBM Canada, *Sondage radio 2007–2008*, tel que cité dans Patrimoine canadien, *Intersections : L'état du paysage culturel - Rapport annuel 2007–2008 du secteur des affaires culturelles*. Cat. CH41-20/2008E-PDF. Gatineau, 2009.
<http://www.pch.gc.ca/pc-ch/org/sectr/ac-ca/pblctns/anl-rpt/2007-2008/caar-fra.pdf>

Gauquin, Deirdre. *Artists in the Workforce 1990–2005*. Washington : Office of Research & Analysis, National Endowment for the Arts, mai 2008.

Observatoire de la culture et des communications du Québec. *Système de classification des activités de la culture et de communications au Québec*. Québec : Institut de la statistique du Québec, novembre 2003.
http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/publicat_obs/class_act_cult2004.htm#pdf

Sharpe, Andrew. *Best Practices in Labour Market Information: Recommendations for Canada's LMI System*. Préparé pour le High-Level LMI Advisory Panel. Centre d'étude des niveaux de vie. Ottawa, juillet 2009.

Singh, Vik. *Contribution économique de la culture au Canada*. Cat. 81-595-MIE [en ligne]. Ottawa : Statistique Canada, décembre 2004.
<http://www.statcan.gc.ca/pub/81-595-m/81-595-m2004023-fra.pdf>

Statistique Canada. Registre des entreprises, juin 2006 et juin 2009

Statistique Canada. *Recensement 2001 : tableaux de données*, Cat. 97F0012XCB2001050. Ottawa, n.d.

Statistique Canada. *Recensement 2001 : tableaux de données*, Cat. 97-564-XCB2006005. Ottawa, 9 décembre 2008.

Statistique Canada. *Cadre canadien pour les statistiques culturelles*. Cat. 81-595-MIE200201 [en ligne]. Ottawa, août 2004. <http://www.statcan.gc.ca/pub/81-595-m/81-595-m2004021-fra.pdf>

Statistique Canada. *Commerce de biens de la culture : tableaux de données*, Cat. 87-007-X, Tableau 1, octobre 2009.

Statistique Canada. *Commerce de services de la culture : tableaux de données*, Cat. 87-213-X, Tableau 5, mai 2009.

Statistique Canada. *Dépenses d'administration au titre de la culture : tableaux de données*. Cat. 87F0001X, juillet 2009.

Statistique Canada. *Enquête sur les dépenses des ménages : tableaux de données*. Cat. 62-202-X, décembre 2009.

Waltman Dashko, *Cadre canadien pour les statistiques culturelles : Concepts et définitions, Ébauche* (21 août 2009), Statistique Canada, Ottawa. (À paraître)

DOMAINE DU CINÉMA, DE LA RADIO, DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIOTÉLÉDIFFUSION

Association canadienne de production de média. *Rapport économique sur la production cinématographique et télévisuelle au Canada — 2009 Profil*. Données compilées et analysées par Le Groupe Nordicité Ltée. Ottawa, 2009.

Statistique Canada. *Production cinématographique, télévisuelle et vidéo 2007*. Cat. 63F0002XIB. Ottawa, juillet 2009.

Statistique Canada. *Production cinématographique, vidéo et audiovisuelle : tableaux de données*. Cat. 87-010-XIE. Ottawa, juillet 2006.

Statistique Canada. *Postproduction cinématographique, télévisuelle et vidéo 2007*. Cat. 87-009-X. Ottawa, février 2009.

Statistique Canada. *Postproduction cinématographique, télévisuelle et vidéo 2006*. Cat. 87-009-X. (SCIAN 512190). Ottawa, février 2008.

Statistique Canada. *Industrie de la télédistribution 2008*. Cat. 56-209-X. (SCIAN 517112). Ottawa, décembre 2009.

Statistique Canada. *Industries de la télédiffusion 2008*. Cat. 56-207-X (SCIAN 51512 et 51521). Ottawa, juillet 2009.

Statistique Canada. *Industries de la radiodiffusion 2008*. Cat. 56-208-X. Ottawa, août 2009.

DOMAINE DE LA MUSIQUE

Ministère du patrimoine canadien. *L'industrie canadienne de la musique — Profil économique 2006*. Ottawa, 2008

Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario. *Profil de l'industrie de la musique* [en ligne]. Toronto, 2009. [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.omdc.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6569>

Statistique Canada. *Enregistrement sonore et édition de musique 2007*. Cat. 87F0008X. Juin 2009.

DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE

Canada's Performing Arts Alliance. *Our Fiscal Performance*. Toronto, août 2009.

Hill, Kelly. *Les finances des organismes des arts de la scène au Canada en 2006-2007* [en ligne]. Hamilton : Hill Stratégies Recherche Inc., novembre 2008 [Page consultée le 4 juin 2010]. http://www.canadacouncil.ca/NR/rdonlyres/C3F258B3-B40D-4D00-B042-5437301FAD4A/0/Finances_arts_scene.pdf

Jean-Arsenault, Emmanuelle. *État des lieux – Les arts du cirque au Québec et au Canada : Éclairage sur un paradoxe*. En Piste, Regroupement national des arts du cirque. Novembre 2007.

Statistique Canada. *Arts de la scène : tableaux de données 2007*. Cat. 87F0003X, mars 2009.

DOMAINE DU PATRIMOINE

Statistique Canada. *Établissements du patrimoine : tableaux de données 2006*. Cat. 87F0002X, avril 2008.

Statistique Canada. *Établissements du patrimoine : tableaux de données 2004 et 2005*. Cat. 87F0002XWE (SCIAN 712111, 712119, 712120, 712130; et 519122). Ottawa, avril 2007.

DOMAINE DES LIVRES ET DES PÉRIODIQUES

Magazines Canada. *Economic Contribution of the Canadian Magazine Industry*. Toronto, 2008.

Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario. *Profil de l'industrie de l'édition de livres* [en ligne]. Toronto, 2009 [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.omdc.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6571>

Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario. *Profil de l'industrie de l'édition de revues* [en ligne]. Toronto, 2009 [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.omdc.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6572>

Statistique Canada. *Éditeurs de livres 2007*. Cat. 87F0004X. Ottawa, avril 2009.

Statistique Canada. *Éditeurs de livres 2006*. Cat. 87F0004X. Ottawa, mars 2009.

Statistique Canada. *Édition du périodique 2007*. Cat. 200763F0005X. Ottawa, juin 2009.

Statistique Canada. *Édition du périodique 2006*. Cat. 63F0005X. Ottawa, mars 2008.

Statistique Canada. *Édition du périodique 2003-2004*. Cat. 87F005XIE. Ottawa, juin 2005.

Statistique Canada. *Éditeurs de journaux 2007*. Cat. 63-241-X. Ottawa, juin 2009.

Statistique Canada. *Éditeurs de journaux 2006*. Cat. 63-241-X. Ottawa, juin 2008.

DOMAINE DES ARTS VISUELS ET DES MÉTIERS D'ART

Maranda, Michael. *Waging Culture—A Report on the Socio-Economic Status of Canadian Visual Artists* [en ligne]. Toronto : Art Gallery of York University, 2009 [Page consultée le 3 juin 2010]. www.theAGYUisOutThere.org

DOMAINE DES MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

Gendron, Harold. *Forum 3.0 de l'industrie des médias interactifs – Rapport des groupes de discussion : faits saillants* [en ligne]. Mars 2008 [Page consultée le 3 juin 2010]. http://www.telefilm.gc.ca/upload/fonds_prog/Forum-3.0-Faits-saillants.pdf

Le Groupe Nordicité Ltée. *Profil de l'industrie interactive canadienne 2008*. Préparé pour l'Alliance interactive canadienne. Février 2009.

Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario. *Profil de l'industrie des produits multimédias numériques interactifs* [en ligne]. 31 mars 2009 [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.omdc.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6573>

PricewaterhouseCoopers LLP, Canada. *Étude économique pour le secteur du cinéma, de la télévision et des produits multimédias numériques en Ontario* [en ligne]. 4 octobre 2006 [cité le 3 juin 2010]. <http://www.orc.gov.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6337>

Secor Consulting. *Ontario 2012: Stimuler la croissance de l'industrie ontarienne des jeux numériques* [en ligne]. Août 2008 [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.omdc.on.ca/AssetFactory.aspx?did=6289>

EMPLOI POUR LES PROFESSIONS DE LA CULTURE

Hill, Kelly. *A Profile of Professional Dancers in Canada* [en ligne]. Hamilton: Hill Strategies Research, Inc. Février 2005 [Page consultée le 3 juin 2010]. <http://www.dancecanada.net/download/Profile%20of%20Professional%20Dancers%20in%20Canada%20-%20DTRC.pdf>

Ingles et al. *The Future of Heritage Work in Canada*. Rapport préparé par l'University of Alberta et Tandem Social Research Consulting pour la Canadian Library Association, la Canadian Council of Archives, l'Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation, et la Canadian Museums Association Edmonton. Mars 2004 : University of Alberta.

Ingles, Ernie et al. *L'avenir des ressources humaines dans les bibliothèques canadiennes*. Rapport préparé pour l'Étude sur les ressources humaines dans les bibliothèques canadiennes, par la University of Alberta et Tandem Social Research Consulting. Février 2005.

National Endowment for the Arts, *Artists in the Workforce 1990–2005*. Washington. Mai 2008.

ANNEXE A DÉFINITIONS DES DOMAINES

Pour mesurer le rendement du secteur culturel, il est utile de bien définir les différentes composantes ou « domaines », du secteur culturel qui partagent les mêmes caractéristiques. La partie qui suit donne une description de chacun des domaines du secteur culturel et des principaux sous-domaines correspondant à chacun d'eux. Ces domaines sont les mêmes que l'on retrouve dans le *Cadre canadien pour les statistiques culturelles* de Statistique Canada qui paraîtra bientôt.³⁵ De plus, grâce à quelques regroupements, ils sont les mêmes que ceux du Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec.³⁶ Nous avons également inclus la concordance entre nos définitions des domaines et le cadre de travail du Québec et les codes SCIAN connexes.

Il faut signaler qu'il est possible que les définitions de « secteur culturel » et de « domaines culturels » utilisées dans le présent rapport ne correspondent pas exactement à la portée spécifique des responsabilités du CRHSC ou aux cadres de travail de Statistique Canada et du Système de classification des activités de la culture et des communications du Québec.

Ajoutons que la liste des industries comprises dans le secteur culturel exclut la majeure partie de la distribution en gros et au détail des biens et des services culturels. Dans plusieurs cas, les biens et les services culturels sont vendus dans tout un éventail de points de vente au détail et en gros et il est difficile de les définir. De plus, dans la plupart des cas, la part de biens et de services culturels vendus dans ces points de vente serait très petite.

CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIOTÉLÉDIFFUSION

Ce domaine comprend les sous-domaines du cinéma et de l'audiovisuel, de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion.

Le sous-domaine du cinéma et de l'audiovisuel comprend les établissements dont les activités principales sont liées à la création, à la production, à la présentation, à la distribution, à la radiotélédiffusion ou aux ventes d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles. Une œuvre cinématographique ou audiovisuelle se définit par une séquence d'images dont la présentation donne une illusion de mouvement. Les artistes et les techniciennes et techniciens indépendants qui contribuent à la

³⁵ Waltman Dashko, (À paraître) *Cadre canadien pour les statistiques culturelles : Concepts et définitions, Ébauche* (21 août 2009), Statistique Canada, Ottawa. Veuillez noter que la version finale de ce document pourrait être différente.

³⁶ Observatoire de la culture et des communications du Québec, *système de classification des activités de la culture et des communications du Québec*. Disponible sur : http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire/scaccq/principale_en.htm

création de ces œuvres et ceux et celles qui gèrent les carrières des artistes qui participent à ces activités sont également inclus dans le sous-domaine.

Le sous-domaine de la radio, de la télévision et de la radiotélédiffusion comprend les établissements dont les activités principales sont liées à la création, à la production, à la présentation, à la distribution, à la radiotélédiffusion ou aux ventes d'émissions de radio ou de télévision. Une émission de radio ou de télévision se définit comme une séquence de sons ou d'images diffusés par ondes électromagnétiques, dont le but principal est d'informer ou de divertir. Les techniciennes et techniciens ainsi que les professionnelles et professionnels qui participent à ces activités sont également inclus dans ce domaine.

CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIOTÉLÉDIFFUSION	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Production et distribution de films et vidéos 51211—Production de films et de vidéos 51212—Distribution de films et de vidéos 51213—Présentation de films et de vidéos 51219—Postproduction et autres industries du film et de la vidéo</p> <p>Télédiffusion et Radiodiffusion 51511—Radiodiffusion 51512—Télédiffusion 51521—Télévision payante et spécialisée 517112—Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision^{CAN}</p>	<p>18— Cinéma et audiovisuel; 19— Radio et télévision</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>

En partie :

Artistes, auteurs et interprètes indépendants

711511—Artistes indépendants, art visuels^{CAN}

711512—Acteurs, comédiens et interprètes indépendants^{CAN}

711513—Écrivains et auteurs indépendants^{CAN}

711410—Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques

Production et distribution vidéo

334610—Fabrication et reproduction de supports magnétiques et optiques

Radiodiffusion et Télédiffusion

517410—Télécommunications par satellite

519110—Agences de presse

MUSIQUE

Le domaine de la musique comprend les établissements dont les activités principales sont liées à la production, à la promotion ou à la distribution de musique enregistrées et d'autres enregistrements sonores. Les artistes indépendants qui créent ou exécutent l'œuvre qui est enregistrée et ceux et celles qui gèrent les carrières des artistes qui participent à ces activités sont également inclus dans le domaine. Signalons que ce domaine exclut les spectacles de musique en direct et d'autres types de spectacles en direct.

MUSIQUE	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Production d'enregistrement sonore 512210—Production d'enregistrements sonores 512220—Production et distribution d'enregistrements sonores de manière intégrée 512230—Éditeurs de musique 512240—Studios d'enregistrement sonore 512290—Autres industries de l'enregistrement sonore</p>	<p>17— Enregistrement sonore</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>
<p>En partie :</p> <p>Directeurs d'enregistrement sonore indépendants et arrangeurs de musique 711130—Formations musicales et musiciens^{ÉU} 711410—Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques</p> <p>Production d'enregistrement sonore 334610—Fabrication et reproduction de supports magnétiques et optiques</p>	

PATRIMOINE

Ce domaine comprend trois grands sous-domaines : le patrimoine bâti, les bibliothèques et les archives ainsi que les musées.

Le sous-domaine du patrimoine bâti comprend les établissements qui étudient, acquièrent, gèrent et conservent les sites et les biens patrimoniaux et dont l'objectif est de transmettre la culture traditionnelle nationale, régionale ou locale.

Les musées sont des établissements sans but lucratif qui acquièrent, étudient, interprètent, conservent et entretiennent des collections, tout en agissant comme des lieux d'éducation et de diffusion dans diverses sphères.

Le sous-domaine des bibliothèques comprend les établissements dont les activités sont liées à l'acquisition, au traitement et à la circulation de documents imprimés ou électroniques et de tout autre forme de documents. Le personnel des bibliothèques effectue ces activités et guide le public en répondant à ses besoins en matière d'information. Les activités des archives comprennent l'acquisition, la conservation ou la distribution de documents historiques (non actifs) ainsi que la gestion de documents actifs ou semi-actifs.

PATRIMOINE	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Musées 712111—Musées d'art publics^{CAN} 712115—Musées d'histoire et de sciences^{CAN} 712119—Autres musées^{CAN}</p> <p>Le patrimoine bâti (Sites d'interprétation) 712120—Lieux historiques et d'intérêt patrimonial 712130—Jardins zoologiques et botaniques^{EU}</p> <p>Bibliothèque et Archives 519121—Bibliothèque^{CAN} 519122—Archives^{CAN}</p>	<p>13— Patrimoine, institutions muséales et archives 14— Bibliothèques</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>

LIVRES ET PÉRIODIQUES

Le domaine des livres et des périodiques comprend les établissements dont l'activité principale est la création, la production, l'édition ou les ventes de livres et de périodiques. Un périodique se définit comme une publication couvrant des sujets d'intérêts généraux ou spéciaux, publiée plus d'une fois par année et dont le contenu publicitaire n'est pas supérieur à 70 p. 100. Ce domaine comprend également les écrivaines et écrivains et les artistes qui participent à la production de livres et de périodiques, ainsi que ceux et celles qui gèrent les carrières des écrivaines et écrivains et des artistes de ce domaine. Signalons que ce domaine exclut les publications comme les catalogues, les programmes de festivals ou de spectacles, les répertoires, les bottins de téléphone et la publicité commerciale ainsi que les publications internes comme les bulletins d'entreprises.

LIVRE ET PÉRIODIQUE	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Éditeurs 511110—Éditeurs de journaux 511120—Éditeurs de périodiques 511130—Éditeurs de livres</p> <p>Distribution 414420—Grossistes-distributeurs de livres, de périodiques et de journaux 451210—Librairies et marchands de journaux</p>	<p>15— Livre 16— Périodique</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>
<p>En partie :</p> <p>Agents littéraires 711410—Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques</p> <p>Établissement de livres divers et périodiques 519110—Agences de presse</p>	

ARTS DE LA SCÈNE

Le domaine des arts de la scène comprend les établissements dont les activités sont liées à la production, à la présentation, à la promotion ou à la distribution de spectacles comme le théâtre, la danse, les concerts ou les récitals, les festivals de musique, l'opéra, les orchestres, les arts du cirque ou les spectacles de variété. Les artistes indépendants qui créent ou interprètent les œuvres présentées lors de ces spectacles, ceux et celles qui gèrent la carrière des artistes de la scène et ceux et celles dont les compétences créatives et techniques contribuent à ces spectacles sont également inclus dans ce domaine.

ARTS DE LA SCÈNE	
SCIAX	SCACCCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Producteurs de spectacle sur scène 711111—Compagnies de théâtre (sauf de comédie musicale)^{CAN} 711112—Compagnies de comédie musicale et d'opéra^{CAN} 711120—Compagnies de danse^{ÉU} 711190—Autres compagnies d'arts d'interprétation^{ÉU}</p> <p>Agents artistiques/ Promoteurs 711311—Exploitants de théâtres et autres diffuseurs d'événements artistiques avec installations^{CAN} 711321—Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques, sans installations</p>	<p>12— Arts de la scène</p> <p>Note : Les codes SCIAX en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>
<p>En partie :</p> <p>Producteurs de spectacle sur scène 711512—Acteurs, comédiens et interprètes indépendants 711513—Écrivains et auteurs indépendants^{CAN} 711130—Formations musicales et musiciens^{ÉU} 711410—Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques</p>	

ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ART

Le domaine des arts visuels et des métiers d'art comprend les établissements dont les activités principales sont liées à la création, à la production, à la distribution ou aux ventes d'œuvres d'art originales produites dans la pratique des arts visuels, des beaux-arts ou des arts médiatiques. La pratique des arts visuels comprend la sculpture, la peinture, le dessin, la photographie, la gravure d'art, l'art textile, les installations d'art, les performances d'art et toute autre forme similaire d'expression. La pratique des beaux-arts comprend la production d'œuvres d'art de nature décorative, utilitaire ou expressive, créées à partir d'un travail manuel utilisant des matériaux comme le bois, le métal, le cuir, les fibres textiles ou les silicates. La pratique des arts médiatiques comprend la production d'œuvres d'art à l'aide de médias comme le film ou les enregistrements audio ou vidéo. Les artistes indépendants qui créent les œuvres d'art et ceux et celles qui gèrent la carrière des artistes visuels, des artistes des beaux-arts et des arts médiatiques sont également inclus dans ce domaine.

ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ART	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>Production en arts visuels 711511—Artistes, auteurs et interprètes indépendants</p> <p>Distribution en arts visuels 453920—Marchands d'œuvres d'art^{ÉU}</p>	<p>11— arts visuels, métiers d'art et arts médiatiques</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>
<p>En partie :</p> <p>Installations pour artisans, artistes des métiers d'art et production 23835—Entrepreneurs en petite menuiserie 31331—Finissage de textile et de tissus 315—Fabrication de vêtements 321999—Fabrication de tous les autres produits en bois 322299—Fabrication de tous les autres produits en papier transformé 32312—Activités de soutien à l'impression 32711—Fabrication de poteries, d'articles en céramique et d'appareils sanitaires 327215—Fabrication de produits en verre à partir de verre acheté 332113—forgeage (métaux non ferreux) 33221—Fabrication de coutellerie et d'outils à main 337123—Fabrication d'autres meubles de maison en bois 33991—Fabrication de bijoux et de pièces d'argenterie</p>	

33993—Fabrication de poupées, de jouets et de jeux

**Organisateurs évènementiels d'arts visuels,
médiatiques et métiers d'art**

711322—Festivals, sans installations

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

Le domaine des médias numériques interactifs comprend ceux et celles qui créent et produisent des produits numériques de nature créative et artistique, mais qui ne font pas partie d'autres domaines comme le cinéma, par exemple. Ces produits peuvent comprendre les jeux électroniques et d'autres médias interactifs, mais ne comprennent pas les produits non culturels comme les systèmes d'exploitation des ordinateurs et les logiciels de productivité. Le contenu des médias numériques interactifs peut être diffusé sur une variété d'appareils électroniques dont les ordinateurs, les consoles de jeux vidéo et les téléphones cellulaires.

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS (MNI)	
SCIAN	SCACCQ
<p>Intégralement :</p> <p>En partie :</p> <p>541510—Conception de systèmes informatiques et services connexes^{MEX}</p> <p>511210—Éditeurs de logiciels</p> <p>518210—Traitement de données, hébergement de données et services connexes</p>	<p>20—Multimédia</p> <p>Note : Les codes SCIAN en gras sont ceux dont les données de rendement industriel sont disponibles et reportées dans les tableaux du chapitre 3 : Mesurer le rendement du secteur culturel.</p>

ANNEXE B AUTRES RAPPORTS SUR LE RENDEMENT FINANCIER DU SECTEUR CULTUREL CANADIEN

ARTS VISUELS ET MÉTIERS D'ART

1) *Waging Culture—A Report on the Socio-Economic Status of Canadian Visual Artists* (Michael Maranda, Art Gallery of York University)

Ce rapport dresse un profil détaillé des artistes visuels actifs au Canada. Le rapport signale qu'en 2007, l'artiste visuel moyen gagnait 25 318 \$ si l'on tient compte de toutes les sources de revenus, y compris le revenu primaire, le revenu secondaire et toutes les autres sources ne provenant pas du travail (pour l'ensemble du Canada, le revenu moyen des Canadiennes et des Canadiens était de 36 301 \$ pour cette même année). Après avoir payé ses dépenses, le revenu de l'artiste visuel moyen se soldait par une perte de 556 \$ liée à son atelier et cela malgré le fait qu'elle ou il ait consacré plus de la moitié de ses heures de travail à son art et que seulement 43,6 p. 100 des artistes visuels faisaient un profit net dans leur pratique. Le rapport indique que même si le dernier recensement montre qu'il y avait 18 315 artistes visuels au Canada en 2006, le nombre réel d'artistes visuels actifs se situe entre 22 455 (faible estimation) et 27 782 (estimation élevée). Puisque le recensement n'a enregistré que les artistes visuels qui avaient travaillé au cours de la semaine de référence du recensement et consacré la majorité de leurs heures de travail de cette semaine à leur art, il est plus que probable que le recensement ait sous-estimé le nombre d'artistes visuels actifs au Canada. De plus, le rapport souligne que les données du recensement ont probablement donné un profil des artistes visuels basé surtout sur les artistes visuels qui réussissent le moins bien et qui sont les moins bien établis.

ARTS DE LA SCÈNE

1) Jean-Arsenault, Emmanuelle. *États des lieux — Les arts du cirque au Québec et au Canada : Éclairage sur un paradoxe* (En Piste, Regroupement national des arts du cirque)

Ce rapport présente un profil détaillé de l'histoire et de l'importance des arts du cirque au Québec et au Canada. Les arts du cirque constituent clairement une composante distincte des arts de la scène, mais ils sont toutefois rarement vus comme telle. Bien que l'on pense surtout au Cirque du Soleil comme le joueur le plus identifiable de l'industrie, le rapport souligne que le milieu du cirque est très important au Canada. Les autres joueurs du milieu du cirque peuvent fonctionner différemment du Cirque du Soleil, mais cela ne veut pas dire qu'ils ne réussissent pas. Le rapport indique que les arts du cirque du Québec ont enregistré la plus forte croissance dans le nombre de spectacles entre 2003–2004 et 2004–2005 et que la croissance s'est poursuivie en 2005–2006. De plus, le nombre de sièges occupés et

payés pour voir des spectacles de cirque et de magie était plus élevé que pour les autres catégories de spectacles de variété (dont la comédie, la comédie musicale et le music hall) et pour les spectacles des autres disciplines artistiques (le théâtre, la danse, la musique ou la chanson).

Le rapport estime qu'il y avait 4 000 emplois dans le secteur des arts du cirque, au Québec seulement, au cours de l'année 2006. Selon l'Observatoire de la culture et des communications, de l'Institut de la statistique du Québec, les numéros de cirque et de magie comptaient pour 10,9 p. 100 de tous les revenus de vente de billets dans le domaine des arts de la scène au Québec pour l'année 2006.

Le rapport souligne que, malgré l'importance économique de cette discipline, les arts du cirque rencontrent des obstacles importants allant de l'insuffisance de fonds et de la méconnaissance des sources de financement jusqu'au manque de services de soutien et de salles et d'équipement spécialisés.

2) Finances of Performing Arts Organizations in Canada 2006–07 (Hill Strategies Research Inc.)

Ce rapport montre que les recettes gagnées par les organismes sans but lucratif des arts de la scène comptaient pour environ 50 p. 100 de l'ensemble de leurs revenus en 2006–2007. Pour cette même année, les revenus provenant de sources gouvernementales comptaient pour 27 p. 100 de l'ensemble des revenus, tandis que les revenus de sources privées (les mécènes, les entreprises, les commandites bénévoles, les dons, les fondations et les activités de financement) comptaient pour 23 p. 100. Dans les revenus provenant de sources gouvernementales, la part des gouvernements provinciaux était de 33 p. 100, celle du Conseil des Arts du Canada de 22 p. 100, celle des gouvernements municipaux de 15 p. 100 et le 30 p. 100 qui reste provenait d'autres sources gouvernementales. Le rapport a également montré que les organismes sans but lucratif des arts de la scène dont les revenus étaient les plus élevés dépendaient davantage (en pourcentage) des recettes gagnées que des sources gouvernementales, dont la part était plus grande dans les petits organismes. La part relative de l'ensemble des revenus provenant du financement du secteur privé semblait assez stable, se situant en moyenne entre 23 et 25 p. 100 des revenus, quelles que soient les autres sources de revenus des organismes sans but lucratif des arts de la scène.

Le rapport montre également que sur une décennie, entre 1996-1997 et 2006-2007, ce sont les revenus provenant du secteur privé qui ont le plus augmenté (une hausse de 53 p. 100) et les revenus provenant des gouvernements qui ont le moins augmenté (une hausse de 25 p. 100).

Dans l'ensemble, parmi les quatre types de compagnies sans but lucratif d'arts de la scène ciblés en 2006–2007, ce sont les compagnies de théâtre qui comptaient le

plus sur les recettes gagnées (62 p. 100) et le moins sur les sources gouvernementales (19 p. 100). Les compagnies d'opéra suivaient, elles comptaient plus sur les recettes gagnées (47 p. 100) que sur les sources gouvernementales (21 p. 100). Les compagnies de danse comptaient sur les recettes gagnées pour 44 p. 100 de l'ensemble de leurs revenus et sur les sources gouvernementales pour 31 p. 100. Pour leur part, les organismes de musique comptaient sur les recettes gagnées pour 37 p. 100 de l'ensemble de leurs revenus et sur les sources gouvernementales pour 30 p. 100. Dans tous les cas, la différence était comblée par des contributions du secteur privé.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

1) Profil de l'industrie de l'édition des livres (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario)

Selon le rapport, la majeure partie des revenus et des profits de l'industrie canadienne de l'édition provient généralement d'un groupe relativement petit de grands éditeurs. Une situation similaire à celle de l'industrie de la musique. « Au cours de la dernière décennie, la consolidation massive des points de vente au détail s'est soldée par de moins en moins d'espace sur les tablettes pour les livres canadiens » (page 5).

Le rapport signale également que même si les nouveaux développements dans les formats d'édition électronique offrent aux éditeurs un potentiel de profit, pour le moment, il n'existe pas de modèles d'affaires normalisés pour gérer la vente et le contenu des livres électroniques.

2) Profil de l'industrie de l'édition de revues (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario)

Les revenus des magazines ont été très touchés parce que les dépenses de publicité ont baissé en raison du ralentissement lié à la récession mondiale. Le rapport cite des données datant du 26 janvier 2009 (*Masthead Online*) montrant que les revenus attribués aux pages publicitaires des grands magazines de consommation avaient déjà baissé de 9,2 p. 100 en 2008. Le rapport signale également que les éditeurs de magazines « sont très conscients de la migration de leur lectorat vers le Web et travaillent activement à des projets pour s'y adapter. »

3) Economic Contribution of the Canadian Magazine Industry (Magazines Canada)

Selon le rapport, le PIB réel de l'industrie canadienne des périodiques était de 863 millions \$ (dollars de 1997) pour l'année 2005. Au cours de cette même année, il y avait 9 996 emplois dans l'industrie des périodiques. Toujours selon le rapport, en 2005, le niveau d'emploi dans l'industrie était le plus élevé depuis 1997 (la première année étudiée). Le rapport indique également que l'industrie des

périodiques est un contributeur important de l'économie canadienne en termes d'emploi, de PIB, de revenus des gouvernements et de diverses autres mesures économiques.

MUSIQUE

1) Profil de l'industrie de la musique (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario)

La « migration vers le numérique est à son plein dans l'industrie de la musique », souligne le rapport (page 4). Ce qui a pour résultat, selon les estimations du rapport, que les dépenses en formats numériques sont à la hausse tandis que les dépenses en formats physiques sont à la baisse. Selon PricewaterhouseCoopers, les dépenses en musique numérique devraient dépasser les dépenses des formats physiques en 2010. Le rapport signale que même si le marché numérique offre de nouvelles possibilités, il crée également un environnement « où il est extrêmement difficile de protéger la propriété intellectuelle de la piraterie » (page 5).

La consolidation a également créé diverses difficultés dans l'industrie de la musique. La croissance de quelques gros détaillants a eu pour conséquence de réduire l'accès au marché. En résultat, plusieurs petites maisons de disques ont été forcées d'explorer d'autres moyens de générer des recettes, comme les spectacles et les produits dérivés. Les spectacles sont l'un des éléments où la croissance est la plus forte au sein de l'industrie, une augmentation générale de 16 p. 100 en 2006.

2) L'industrie canadienne de la musique – Profil économique 2006 (Patrimoine canadien)

Selon le rapport, au Canada, la valeur des enregistrements sonores a continuellement baissé entre 2001 et 2005 (les dernières données disponibles). Même en tenant compte des ventes de formats numériques, au cours de l'année 2005, les ventes canadiennes d'enregistrements sonores étaient de presque 14 p. 100 inférieures à ce qu'elles étaient en 2001. En plus de revenus généraux de ventes plus faibles, le nombre d'unités vendues (pleins formats) a chuté de 11,9 p. 100 entre 2001 et 2005. Sur une note un peu plus positive, la part du marché des artistes canadiens dans les revenus des ventes est passée de 16 p. 100 en 2001 à 22,6 p. 100 en 2005. La Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN) rapporte que le nombre d'auteurs et d'éditeurs qui ont reçu des redevances en 2005 a augmenté de près de 17 p. 100 par rapport à 2001. Selon la SOCAN, le total des redevances payées pendant cette période a augmenté de 39 p. 100.

CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIODIFFUSION

1) *An Economic Report on the Canadian Film and Television Production Industry—2009 Profile* (Association canadienne de production de média)

Ce rapport suggère que la production cinématographique et télévisuelle a atteint 5,26 milliards \$ en 2007–2008, le niveau le plus élevé depuis que l'on a commencé à tenir des statistiques à ce sujet, en 1998 –1999. L'ensemble de l'activité de production du Canada comprend diverses catégories distinctes : la production canadienne, les services de tournage et de production étrangers et la production maison des diffuseurs. L'écart dans les statistiques entre le profil et les données de Statistique Canada vient du fait que la production maison des diffuseurs fait partie du profil et que Statistique Canada n'inclut pas cette catégorie dans ce domaine.

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS

1) *Ontario 2012: Stimulating Growth in Ontario's Digital Game Industry* (Secor Consulting)

Ce rapport suggère que le marché des jeux numériques est maintenant un concurrent sérieux qui pourrait ravir une part de plus en plus grande des dépenses des consommateurs. Le marché mondial des jeux numériques devrait augmenter à un taux annuel de 10 p. 100 au cours des cinq prochaines années. Avec le temps, cinq grandes tendances devraient émerger : l'évolution des plateformes existantes, l'émergence de plateformes « plus légères », la consolidation de l'industrie et le développement d'un marché d'intergiciels. Le rapport souligne que la production de jeux numériques est vraiment une industrie internationale dont les centres de production se retrouvent un peu partout sur la planète.

2) *Economic Study for the Film, Television, and Digital Media Sector in Ontario* (PricewaterhouseCoopers)

Ce rapport se base sur un énoncé du gouvernement de l'Ontario voulant qu'à l'avenir, une grappe d'industries du divertissement et de la création devrait être à la base de la croissance de la province. Par rapport à cet objectif, le rapport insiste fortement sur l'importance de soutenir le développement de « centres de création ». Un secteur d'industries basées sur l'écran très actif peut servir d'ancre pour une grappe d'industries de la création et du divertissement. Le rapport indique que le « synopsis » originaire des émissions de télévision traditionnelles et du contenu des longs métrages influence souvent les concepts créatifs des médias interactifs. Le rapport comprend des recommandations spécifiques pour créer un « coffre à outils » qui facilitera la transition d'un modèle de fabrication à un modèle de fabrication additionnée de droits et de gestion pour les grappes de création et de divertissement.

3) Profil de l'industrie des produits multimédias interactifs numériques (Société de développement de l'industrie des médias de l'Ontario)

Ce rapport se base sur le *Canadian Interactive Industry Profile* de la firme Nordicité pour établir le profil du marché des jeux numériques au Canada. Les auteurs du rapport estiment que la valeur de ce marché était de 1,53 milliard \$US en 2008, à laquelle s'ajoute un marché de la publicité sur Internet estimé à 1,69 milliard \$US. D'ici 2012, on s'attend à ce que les ventes de jeux vidéo augmentent à un taux annuel de 10,3 p. 100 et la publicité sur Internet et sur téléphone cellulaire de 19,5 p. 100 par année. Le rapport signale aussi que les médias numériques interactifs ne font pas encore partie des normes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) et du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SPAN).

4) Forum 3.0 de l'industrie des médias interactifs – Document de travail (Harold Gendron)

Le rapport indique que le déplacement d'une approche basée sur l'offre vers une approche basée sur la demande représente un changement majeur dans l'orientation de l'industrie des médias interactifs. L'arrivée de contenu généré par les usagers représente à la fois des possibilités et des défis pour l'industrie. L'industrie des médias doit donc s'adapter et trouver de nouveaux modèles d'affaires viables, particulièrement puisque la consolidation de l'industrie s'est poursuivie et que les grandes compagnies achètent les petites qui elles, détiennent la propriété intellectuelle, une technologie intéressante ou une main-d'œuvre qualifiée. Le rapport souligne aussi que, comme dans d'autres industries culturelles, plusieurs entreprises de médias interactifs dépendent du financement public pour soutenir leur développement et financer leurs projets.

5) *Canadian Interactive Industry Profile, 2008* (Le Groupe Nordicité Ltée)

Le rapport indique que les entreprises de médias numériques interactifs ont de la difficulté à attirer et à garder des professionnels qualifiés ayant de l'expérience en gestion et en marketing. Plusieurs diplômés ne possèdent pas les compétences et le savoir-faire nécessaires pour répondre adéquatement aux besoins des entreprises. Les petites entreprises n'ont pas toujours les ressources financières nécessaires pour offrir à leurs employés des salaires concurrentiels et, par conséquent, ces employés sont donc souvent embauchés par des grandes entreprises ou des entreprises étrangères.

ANNEXE C STATISTIQUES DÉTAILLÉES SUR L'EMPLOI

TABLEAU C1 PROFIL DE L'EMPLOI DES ACTEURS DU SECTEUR CULTUREL (RECENSEMENT 2006 ET 2001)

CTP	Titres	Emplois		Pourcentage du secteur culturel 2006	Croissance 2001–2006
		2006	2001		
	Professions en production créative et artistique	275 415	244 255	53,8 %	12,8 %
C051	Architectes	13 665	12 605	2,7 %	8,4 %
C052	Architectes paysagistes	1 600	2 365	0,3 %	-32,3 %
C152	Designers	9 995	9 435	2,0 %	5,9 %
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	24 130	20 545	4,7 %	17,4 %
F022	Révisseurs / réviseuses, rédactrices-révisseurs / rédacteurs-révisseurs et chefs du service des nouvelles	15 630	11 840	3,1 %	32,0 %
F023	Journalistes	12 810	12 360	2,5 %	3,6 %
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	21 675	18 205	4,2 %	19,1 %
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	2 260	2 290	0,4 %	-1,3 %
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	32 985	29 090	6,4 %	13,4 %
F034	Danseuses / danseurs	6 935	6 115	1,4 %	13,4 %
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	8 945	8 225	1,7 %	8,8 %
F036	Peintres, sculpteuses / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	17 625	15 190	3,4 %	16,0 %
F121	Photographes	12 750	11 120	2,5 %	14,7 %
F132	Autres artistes de spectacle	3 100	3 630	0,6 %	-14,6 %
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	49 805	42 430	9,7 %	17,4 %
F142	Designers d'intérieur	13 915	11 325	2,7 %	22,9 %
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	10 760	9 240	2,1 %	16,5 %
F144	Artisanes / artisans	16 830	18 245	3,3 %	-7,8 %
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	15 655	15 415	3,1 %	1,6 %
F011	Bibliothécaires	11 645	11 025	2,3 %	5,6 %

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	1 840	2 225	0,4 %	-17,3 %
F013	Archivistes	2 170	2 165	0,4 %	0,2 %
	Professions en gestion culturelle	32 160	28 305	6,3 %	13,6 %
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	3 510	3 985	0,7 %	-11,9 %
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	9 435	11 420	1,8 %	-17,4 %
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	19 215	12 900	3,8 %	49,0 %
	Professions techniques et d'exploitation	188 945	170 445	36,9 %	10,9 %
B551	Commis de bibliothèque	10 745	10 640	2,1 %	1,0 %
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	6 220	6 650	1,2 %	-6,5 %
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	13 395	12 655	2,6 %	5,8 %
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	8 050	5 925	1,6 %	35,9 %
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	32 420	29 455	6,3 %	10,1 %
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	35 340	26 070	6,9 %	35,6 %
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	15 505	12 890	3,0 %	20,3 %
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	14 660	14 030	2,9 %	4,5 %
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	4 770	3 795	0,9 %	25,7 %
F122	Cadreuses / cadres de films et cadreuses / cadres vidéo	4 445	4 010	0,9 %	10,8 %
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	7 170	7 730	1,4 %	-7,2 %
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	2 640	2 910	0,5 %	-9,3 %
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	9 400	8 430	1,8 %	11,5 %
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	9 230	8 115	1,8 %	13,7 %
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	5 945	6 790	1,2 %	-12,4 %

F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	7 890	8 045	1,5 %	-1,9 %
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	1 120	2 305	0,2 %	-51,4 %
	Toutes les professions du secteur culturel	512 175	458 420	100,0 %	11,7 %
	Toutes professions confondues	16 021 180	14 695 135		9,0 %

TABLEAU C2 ÂGE DE LA POPULATION ACTIVE DU SECTEUR CULTUREL (RECENSEMENT 2006)

CTP	Titres	15 à 24 ans	25 à 34 ans	35 à 44 ans	45 à 54 ans	55 à 64 ans	Plus de 65 ans
	Professions en production créative et artistique	10,2 %	25,2 %	25,0 %	22,3 %	12,8 %	4,5 %
C051	Architectes	2,3 %	23,0 %	25,8 %	25,5 %	16,7 %	6,7 %
C052	Architectes paysagistes	2,2 %	26,9 %	26,2 %	30,6 %	11,4 %	2,5 %
C152	Designers	7,3 %	30,4 %	28,6 %	20,6 %	10,3 %	2,9 %
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	4,4 %	20,2 %	25,1 %	24,3 %	17,4 %	8,7 %
F022	Révisseuses / réviseurs, rédactrices-révisseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	5,7 %	23,5 %	25,1 %	25,4 %	16,5 %	3,8 %
F023	Journalistes	9,9 %	28,6 %	24,2 %	20,9 %	13,1 %	3,3 %
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	6,3 %	28,3 %	30,9 %	22,2 %	10,8 %	1,5 %
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	6,7 %	18,9 %	22,3 %	26,2 %	18,0 %	7,4 %
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	15,8 %	20,8 %	21,5 %	22,2 %	13,3 %	6,4 %
F034	Danseuses / danseurs	40,7 %	24,0 %	15,2 %	11,8 %	5,7 %	2,5 %
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	19,2 %	28,5 %	22,4 %	16,4 %	8,3 %	5,2 %
F036	Peintres, sculpteuses / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	5,1 %	13,3 %	21,0 %	27,5 %	21,4 %	11,7 %
F121	Photographes	11,5 %	24,1 %	23,2 %	24,3 %	13,0 %	3,9 %
F132	Autres artistes de spectacle	31,0 %	34,1 %	19,1 %	11,6 %	3,1 %	1,0 %
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	11,1 %	35,4 %	27,2 %	18,4 %	6,8 %	1,1 %
F142	Designers d'intérieur	8,7 %	24,6 %	29,1 %	24,3 %	11,7 %	1,6 %

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	10,0 %	30,1 %	26,4 %	22,7 %	8,5 %	2,3 %
F144	Artisanes / artisans	7,2 %	13,0 %	23,1 %	28,4 %	21,9 %	6,5 %
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	1,8 %	18,2 %	21,6 %	32,8 %	22,6 %	3,0 %
F011	Bibliothécaires	1,3 %	16,5 %	21,4 %	33,8 %	24,1 %	2,9 %
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	2,6 %	15,8 %	21,6 %	31,7 %	24,5 %	4,0 %
F013	Archivistes	3,6 %	28,9 %	22,9 %	28,5 %	13,8 %	2,3 %
	Professions en gestion culturelle	7,2 %	26,8 %	27,8 %	25,4 %	11,1 %	1,7 %
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	4,5 %	14,0 %	24,1 %	32,2 %	23,0 %	2,2 %
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	3,8 %	20,0 %	29,8 %	30,8 %	13,5 %	2,1 %
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	9,4 %	32,3 %	27,6 %	21,5 %	7,8 %	1,4 %
	Professions techniques et d'exploitation	14,2 %	25,5 %	23,9 %	23,3 %	11,3 %	1,9 %
B551	Commis de bibliothèque	37,5 %	10,7 %	13,8 %	23,1 %	13,8 %	1,2 %
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	13,0 %	24,0 %	20,8 %	25,8 %	14,6 %	1,8 %
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	12,7 %	23,0 %	26,5 %	26,0 %	9,8 %	2,1 %
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	15,8 %	29,9 %	25,4 %	18,2 %	8,7 %	1,9 %
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	11,8 %	28,2 %	25,9 %	21,1 %	11,0 %	1,9 %
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	9,6 %	30,2 %	24,9 %	22,9 %	10,6 %	1,8 %
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	5,2 %	19,7 %	24,6 %	28,1 %	17,3 %	5,3 %
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	12,6 %	14,1 %	19,9 %	33,4 %	18,8 %	1,2 %
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	34,8 %	19,1 %	13,8 %	20,5 %	9,0 %	2,8 %
F122	Cadreuses / cadreurs de films et cadreuses / cadreurs vidéo	14,2 %	28,4 %	24,6 %	23,0 %	9,4 %	0,5 %
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	12,2 %	28,3 %	26,2 %	22,5 %	9,2 %	1,6 %
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	10,1 %	26,6 %	26,6 %	23,6 %	12,4 %	0,7 %

F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	14,0 %	33,1 %	25,3 %	20,7 %	6,1 %	0,7 %
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	13,0 %	33,5 %	28,2 %	17,9 %	6,8 %	0,7 %
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	23,3 %	26,9 %	20,5 %	20,8 %	7,6 %	1,1 %
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	18,4 %	29,0 %	25,7 %	17,0 %	7,8 %	2,2 %
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	6,7 %	18,8 %	29,2 %	30,4 %	13,3 %	1,7 %
	Toutes les professions du secteur culturel	11,2 %	25,2 %	24,6 %	23,2 %	12,4 %	3,3 %
	Toutes professions confondues	15,8 %	20,0 %	24,3 %	24,6 %	12,8 %	2,6 %

TABLEAU C3 IMMIGRATION ET MINORITÉS VISIBLES PARMIS LES ACTEURS DU SECTEUR CULTUREL (RECENSEMENT 2006)

CTP	Titres	Totalité des salariés	Non-immigrants	Immigrants	Minorité visible
	Professions en production créative et artistique	287 490	76,8 %	22,3 %	12,8 %
C051	Architectes	13 965	65,8 %	32,5 %	17,2 %
C052	Architectes paysagistes	1 620	80,6 %	18,8 %	9,3 %
C152	Designers	10 250	65,6 %	33,3 %	17,8 %
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	25 020	78,4 %	20,7 %	8,4 %
F022	Révisseuses / réviseurs, rédactrices-révisseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	16 210	78,1 %	21,1 %	10,2 %
F023	Journalistes	13 320	81,8 %	17,2 %	11,5 %
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	22 650	81,5 %	17,5 %	10,7 %
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	2 300	76,1 %	23,7 %	10,2 %
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	34 080	77,7 %	21,4 %	13,4 %
F034	Danseuses / danseurs	7 280	79,3 %	18,1 %	13,6 %
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	10 340	81,5 %	17,8 %	13,7 %

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

F036	Peintres, sculpteurs / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	18 340	74,0 %	25,2 %	9,1 %
F121	Photographes	13 335	79,0 %	20,7 %	10,0 %
F132	Autres artistes de spectacle	3 405	80,6 %	16,3 %	11,0 %
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	51 890	77,0 %	22,2 %	15,7 %
F142	Designers d'intérieur	14 355	77,8 %	21,6 %	11,6 %
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	11 415	70,2 %	29,1 %	19,9 %
F144	Artisanes / artisans	17 715	76,2 %	23,2 %	11,0 %
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	16 220	79,4 %	20,0 %	8,7 %
F011	Bibliothécaires	11 970	78,6 %	21,1 %	9,7 %
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	1 895	80,5 %	18,5 %	5,3 %
F013	Archivistes	2 355	83,0 %	15,7 %	6,4 %
	Professions en gestion culturelle	33 455	83,2 %	16,4 %	11,1 %
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	3 665	84,3 %	15,3 %	5,7 %
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	9 685	82,0 %	17,7 %	10,7 %
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	20 105	83,6 %	16,0 %	12,2 %
	Professions techniques et d'exploitation	199 550	80,5 %	18,9 %	12,1 %
B551	Commis de bibliothèque	11 300	83,8 %	15,8 %	14,6 %
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	6 550	81,5 %	17,9 %	13,8 %
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	13 990	87,5 %	12,0 %	4,7 %
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	8 220	73,8 %	25,9 %	17,3 %
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	33 530	71,4 %	28,3 %	17,8 %
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	36 905	85,9 %	13,5 %	9,2 %
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	16 235	65,4 %	33,7 %	18,3 %
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	15 485	80,4 %	19,1 %	12,1 %

F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	5 650	90,3 %	9,5 %	4,5 %
F122	Cadreuses / cadres de films et cadreuses / cadres vidéo	4 820	82,3 %	16,8 %	7,7 %
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	7 570	87,9 %	11,7 %	7,7 %
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	2 710	79,9 %	19,6 %	11,3 %
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	9 850	84,2 %	15,4 %	9,3 %
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	10 390	84,8 %	14,4 %	10,0 %
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	6 810	85,5 %	14,2 %	9,8 %
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	8 335	87,3 %	12,2 %	11,3 %
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	1 200	65,8 %	34,2 %	20,8 %
	Toutes les professions du secteur culturel	536 715	78,7 %	20,6 %	12,3 %
	Toutes professions confondues	16 861 180	78,3 %	21,0 %	15,2 %

TABLEAU C4 STATUT DE L'ACTIVITÉ DES ACTEURS DU SECTEUR CULTUREL (RECENSEMENT 2006)

CTP	Titres	Employés	Travailleurs autonomes (inc.)	Travailleurs autonomes (Non inc.)	Ponctuel	Partiel (<30 h)	Plein temps (>30 h)
	Professions en production créative et artistique	58,0 %	8,4 %	33,4 %	3,3 %	24,7 %	67,8 %
C051	Architectes	65,3 %	15,2 %	19,4 %	2,5 %	6,1 %	89,3 %
C052	Architectes paysagistes	71,3 %	13,3 %	15,4 %	2,5 %	9,0 %	87,7 %
C152	Designers	79,0 %	7,7 %	13,1 %	3,1 %	7,8 %	86,8 %
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	48,7 %	8,3 %	42,9 %	3,5 %	27,7 %	65,2 %
F022	Révisseuses / réviseurs, rédactrices-révisseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	75,3 %	4,8 %	19,9 %	3,8 %	18,0 %	74,6 %
F023	Journalistes	85,6 %	1,8 %	12,6 %	3,7 %	14,5 %	78,0 %
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	62,5 %	17,9 %	19,2 %	2,9 %	10,4 %	82,4 %

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	49,1 %	11,1 %	39,8 %	2,6 %	35,9 %	59,8 %
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	42,2 %	4,5 %	53,2 %	2,1 %	56,2 %	38,4 %
F034	Danseuses / danseurs	65,9 %	5,6 %	28,2 %	3,2 %	54,9 %	37,1 %
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	56,9 %	6,6 %	36,5 %	5,0 %	37,9 %	43,6 %
F036	Peintres, sculpeuses / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	25,7 %	7,8 %	66,2 %	3,5 %	36,8 %	55,8 %
F121	Photographes	41,4 %	11,7 %	46,6 %	2,9 %	26,0 %	66,7 %
F132	Autres artistes de spectacle	62,0 %	5,4 %	32,5 %	7,0 %	38,5 %	45,5 %
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	68,7 %	7,2 %	23,8 %	3,1 %	12,4 %	80,5 %
F142	Designers d'intérieur	59,4 %	12,4 %	28,0 %	3,8 %	17,9 %	75,2 %
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	68,4 %	8,1 %	23,3 %	3,9 %	14,2 %	76,2 %
F144	Artisanes / artisans	45,3 %	7,5 %	46,7 %	3,6 %	28,2 %	63,2 %
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	98,3 %	0,2 %	1,4 %	4,8 %	20,3 %	71,4 %
F011	Bibliothécaires	100,0 %	0,0 %	0,0 %	4,8 %	22,0 %	70,4 %
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	85,8 %	1,8 %	11,9 %	3,4 %	16,4 %	77,3 %
F013	Archivistes	100,0 %	0,0 %	0,0 %	5,9 %	14,4 %	72,0 %
	Professions en gestion culturelle	92,7 %	3,4 %	3,8 %	3,9 %	5,2 %	86,9 %
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	92,6 %	2,3 %	4,8 %	4,0 %	10,4 %	81,3 %
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	80,1 %	9,8 %	10,1 %	3,2 %	6,2 %	87,9 %
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	98,8 %	0,6 %	0,5 %	4,3 %	3,8 %	87,5 %
	Professions techniques et d'exploitation	84,3 %	4,4 %	11,2 %	3,7 %	16,7 %	74,3 %
B551	Commis de bibliothèque	99,4 %	0,1 %	0,4 %	3,8 %	55,9 %	35,4 %
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	91,6 %	0,6 %	7,4 %	3,9 %	18,9 %	72,1 %

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	76,6 %	6,1 %	17,0 %	3,1 %	9,6 %	83,1 %
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	84,6 %	4,9 %	10,3 %	3,2 %	5,7 %	89,1 %
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	88,9 %	3,5 %	7,6 %	3,0 %	6,1 %	87,6 %
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	87,0 %	4,7 %	8,2 %	3,6 %	11,3 %	80,9 %
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	62,9 %	6,7 %	30,4 %	4,7 %	24,2 %	66,5 %
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	99,5 %	0,1 %	0,4 %	4,1 %	28,7 %	61,8 %
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	90,3 %	1,2 %	8,3 %	3,3 %	22,2 %	59,0 %
F122	Cadreuses / cadreurs de films et cadreuses / cadreurs vidéo	72,0 %	8,9 %	18,9 %	3,2 %	13,3 %	75,7 %
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	81,4 %	4,2 %	14,1 %	5,2 %	9,6 %	79,9 %
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	96,7 %	0,0 %	3,1 %	2,4 %	8,3 %	86,5 %
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	66,1 %	9,4 %	24,1 %	2,6 %	14,8 %	78,0 %
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	79,1 %	8,3 %	12,4 %	5,1 %	13,5 %	70,2 %
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	87,5 %	5,8 %	6,2 %	6,3 %	18,8 %	62,1 %
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	81,7 %	4,4 %	13,6 %	3,5 %	25,7 %	65,4 %
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	79,2 %	5,0 %	15,8 %	3,8 %	14,2 %	75,0 %
	Toutes les professions du secteur culturel	71,2 %	6,3 %	22,3 %	3,5 %	20,4 %	71,5 %
	Toutes professions confondues	87,9 %	4,3 %	7,6 %	4,2 %	16,0 %	74,8 %

**TABLEAU C5 NIVEAU DE SCOLARITÉ DE LA
POPULATION ACTIVE DU SECTEUR CULTUREL
(RECENSEMENT 2006)**

CTP	Titres	Études secondaires ou inférieures	Apprenti ou diplôme collégial	Universitaire	Baccalauréat ou diplôme postuniv.	Master ou autre équivalence postuniv.	Doctorat
	Professions en production créative et artistique	22,9 %	30,7 %	6,5 %	30,3 %	8,5 %	1,1 %
C051	Architectes	1,9 %	7,5 %	3,1 %	56,9 %	29,5 %	1,1 %
C052	Architectes paysagistes	1,5 %	7,1 %	7,1 %	58,2 %	25,5 %	0,6 %
C152	Designers	15,6 %	40,2 %	6,9 %	28,9 %	7,4 %	1,0 %
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	13,3 %	17,5 %	5,5 %	42,5 %	16,7 %	4,4 %
F022	Réviseuses / réviseurs, rédactrices-réviseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	12,0 %	17,3 %	5,3 %	46,5 %	16,0 %	2,8 %
F023	Journalistes	14,2 %	20,9 %	6,5 %	46,6 %	11,1 %	0,7 %
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	20,0 %	29,6 %	7,8 %	35,2 %	6,8 %	0,5 %
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	24,1 %	18,0 %	6,7 %	33,9 %	12,4 %	4,8 %
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	30,4 %	19,7 %	7,0 %	30,4 %	11,0 %	1,4 %
F034	Danseuses / danseurs	49,9 %	26,6 %	4,7 %	16,3 %	2,1 %	0,3 %
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	35,5 %	27,3 %	6,7 %	25,4 %	4,7 %	0,3 %
F036	Peintres, sculptrices / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	26,6 %	26,6 %	8,4 %	28,2 %	9,3 %	1,0 %
F121	Photographes	31,5 %	39,5 %	6,0 %	18,9 %	3,6 %	0,5 %
F132	Autres artistes de spectacle	54,9 %	25,6 %	3,4 %	13,8 %	2,3 %	0,0 %
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	19,1 %	49,8 %	6,7 %	21,9 %	2,5 %	0,1 %
F142	Designers d'intérieur	15,0 %	45,9 %	9,7 %	26,5 %	2,5 %	0,2 %
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	25,8 %	41,9 %	7,6 %	21,0 %	3,4 %	0,4 %
F144	Artisanes / artisans	44,8 %	34,2 %	5,1 %	13,2 %	2,6 %	0,3 %

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	10,0 %	13,6 %	4,2 %	21,7 %	49,0 %	1,6 %
F011	Bibliothécaires	10,2 %	12,8 %	3,5 %	16,8 %	55,8 %	0,9 %
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	10,8 %	15,5 %	3,7 %	33,2 %	32,4 %	4,5 %
F013	Archivistes	8,1 %	16,1 %	8,1 %	37,4 %	27,4 %	3,0 %
	Professions en gestion culturelle	30,4 %	30,7 %	6,1 %	24,4 %	8,0 %	0,5 %
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	14,7 %	17,2 %	3,8 %	32,2 %	31,2 %	0,8 %
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	24,0 %	28,3 %	6,4 %	31,2 %	9,2 %	0,9 %
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	36,3 %	34,3 %	6,3 %	19,7 %	3,2 %	0,2 %
	Professions techniques et d'exploitation	22,9 %	38,8 %	6,3 %	25,9 %	5,6 %	0,4 %
B551	Commis de bibliothèque	50,4 %	27,1 %	5,2 %	14,6 %	2,7 %	0,1 %
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	28,9 %	26,9 %	8,2 %	27,4 %	8,1 %	0,5 %
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	27,9 %	47,4 %	8,2 %	13,6 %	2,6 %	0,4 %
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	8,9 %	59,9 %	7,0 %	18,8 %	5,2 %	0,1 %
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	14,3 %	62,8 %	6,0 %	14,2 %	2,5 %	0,3 %
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	16,9 %	19,6 %	6,8 %	45,7 %	10,2 %	0,7 %
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	7,9 %	13,5 %	7,7 %	51,6 %	17,4 %	1,9 %
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	23,6 %	36,6 %	6,2 %	28,6 %	4,7 %	0,2 %
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	35,9 %	21,5 %	6,1 %	28,1 %	8,0 %	0,4 %
F122	Cadreuses / cadres de films et cadreuses / cadres vidéo	27,5 %	47,5 %	7,1 %	17,5 %	0,4 %	0,0 %
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	25,4 %	58,9 %	3,4 %	10,8 %	1,3 %	0,1 %
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	17,7 %	61,6 %	4,8 %	13,5 %	2,0 %	0,4 %
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	27,3 %	47,6 %	5,3 %	17,6 %	2,2 %	0,0 %

F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	28,7 %	40,8 %	6,0 %	22,2 %	2,2 %	0,1 %
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	38,9 %	36,4 %	5,3 %	17,8 %	1,5 %	0,1 %
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	37,5 %	37,7 %	5,2 %	17,4 %	2,2 %	0,0 %
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	26,3 %	59,2 %	4,2 %	9,2 %	1,3 %	0,0 %
	Toutes les professions du secteur culturel	23,0 %	33,2 %	6,4 %	28,1 %	8,6 %	0,8 %
	Toutes professions confondues	41,2 %	32,2 %	4,7 %	16,4 %	4,7 %	0,8 %

TABLEAU C6 REVENUS MÉDIANS ET MOYENS DE LA POPULATION ACTIVE DU SECTEUR CULTUREL (RECENSEMENT 2006)

CTP	Titres	Travail à plein temps et à l'année			Travail à temps partiel ou une partie de l'année		
		Nombre	Revenu moyen	Revenu médian	Nombre	Revenu moyen	Revenu médian
	Professions en production créative et artistique	132 040	42 498 \$	\$ 37 375	150 370	18 977 \$	12 256 \$
C051	Architectes	9 460	70 205 \$	\$ 57 102	4 285	40 496 \$	23 543 \$
C052	Architectes paysagistes	1 060	59 359 \$	\$ 53 985	520	27 774 \$	21 144 \$
C152	Designers	6 795	53 216 \$	\$ 50 001	3 120	28 143 \$	20 317 \$
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	11 435	43 234 \$	\$ 41 040	12 785	22 513 \$	12 029 \$
F022	Révisseuses / réviseurs, rédactrices-réviseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	9 680	49 597 \$	\$ 46 334	6 905	22 589 \$	15 009 \$
F023	Journalistes	7 835	54 335 \$	\$ 48 335	5 515	28 700 \$	18 698 \$
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	12 470	53 509 \$	46 219 \$	9 700	32 017 \$	23 634 \$
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	890	39 774 \$	32 030 \$	1 405	20 094 \$	12 464 \$
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	6 150	23 317 \$	18 030 \$	26 970	12 594 \$	8 292 \$

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

F034	Danseuses / danseurs	1 095	24 576 \$	19 767 \$	6 125	11 203 \$	7 161 \$
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	1 585	28 210 \$	21 437 \$	9 945	16 444 \$	8 201 \$
F036	Peintres, sculpteurs / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	5 710	19 142 \$	13 732 \$	11 130	11 461 \$	6 013 \$
F121	Photographes	6 090	29 736 \$	25 274 \$	6 900	14 060 \$	8 298 \$
F132	Autres artistes de spectacle	730	28 044 \$	24 407 \$	2 800	13 488 \$	8 352 \$
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	30 650	40 221 \$	36 026 \$	20 375	21 699 \$	15 498 \$
F142	Designers d'intérieur	7 765	41 121 \$	34 760 \$	6 270	20 516 \$	14 245 \$
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	5 450	34 322 \$	30 941 \$	5 760	21 806 \$	15 873 \$
F144	Artisanes / artisans	7 190	21 535 \$	19 067 \$	9 860	10 793 \$	6 811 \$
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	9 560	53 020 \$	51 995 \$	7 100	24 171 \$	19 307 \$
F011	Bibliothécaires	7 090	54 870 \$	53 513 \$	5 295	25 522 \$	20 507 \$
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	1 080	51 734 \$	52 063 \$	820	19 758 \$	14 880 \$
F013	Archivistes	1 390	44 580 \$	44 199 \$	985	20 580 \$	16 540 \$
	Professions en gestion culturelle	23 935	55 483 \$	47 894 \$	9 530	26 944 \$	20 579 \$
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	2 455	60 482 \$	59 572 \$	1 320	30 197 \$	17 556 \$
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	7 015	71 841 \$	57 796 \$	2 585	28 102 \$	23 581 \$
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	14 465	46 701 \$	41 110 \$	5 625	25 648 \$	19 908 \$
	Professions techniques et d'exploitation	100 840	46 614 \$	43 583 \$	101 765	21 943 \$	16 382 \$
B551	Commis de bibliothèque	2 710	33 710 \$	33 941 \$	9 175	11 613 \$	8 141 \$
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	3 380	41 261 \$	39 849 \$	3 460	21 063 \$	13 887 \$
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	5 460	40 233 \$	39 211 \$	8 205	17 988 \$	14 012 \$
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	5 340	47 098 \$	44 481 \$	2 905	22 443 \$	16 766 \$
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	22 335	47 206 \$	44 360 \$	11 275	24 760 \$	19 922 \$
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	22 500	55 566 \$	50 708 \$	14 850	26 606 \$	18 999 \$

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	7 320	49 117 \$	47 341 \$	9 175	22 078 \$	15 895 \$
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	6 830	38 209 \$	38 308 \$	9 485	18 799 \$	17 276 \$
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	1 595	33 434 \$	30 447 \$	4 805	11 215 \$	7 229 \$
F122	Cadreuses / cadres de films et cadreuses / cadres vidéo	2 240	43 299 \$	43 917 \$	2 565	28 664 \$	22 570 \$
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	4 900	34 786 \$	32 791 \$	2 540	18 003 \$	14 184 \$
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	1 875	55 600 \$	54 848 \$	850	31 788 \$	23 962 \$
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	4 690	44 650 \$	41 681 \$	4 920	24 798 \$	17 366 \$
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	3 220	49 495 \$	39 998 \$	7 420	29 281 \$	23 714 \$
F127	Personnel de soutien du cinéma, la radiotélédiffusion et des arts de la scène	1 715	40 065 \$	36 570 \$	5 470	24 541 \$	17 101 \$
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	4 080	45 930 \$	38 462 \$	4 155	24 235 \$	12 319 \$
F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	650	36 305 \$	34 420 \$	510	22 220 \$	17 822 \$
	Toutes les professions du secteur culturel	266 375	45 600 \$	41 195 \$	268 765	20 520 \$	14 299 \$
	Toutes professions confondues	9 275 765	51 221 \$	41 401 \$	7 766 075	22 398 \$	13 072 \$

ANNEXE D PROFIL DES EMPLOYEURS PAR DOMAINE OU SOUS-DOMAINE CULTUREL

DOMAINE DU CINÉMA

Recettes (2008)	7 323.6 millions de \$ (production TV incluse)
Marge bénéficiaire (2008)	9,1 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 512110— Production de films et de vidéos; SCIAN 512120—Distribution de films et de vidéos; SCIAN 512190—Postproduction et autres industries du film et vidéo.	
Population active totale (2006)	61 780
Salariés	55 895
Indépendants	13 765 (22,3 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	59 %
Femme	41 %
Type d'emploi	
Plein temps	31,0 %
Temps partiel	59,7 %
Sans revenus	9,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	54 757 \$
Temps partiel	23 599 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5121—Industries du film et de la vidéo. Sont exclues : 7114 – Agents et représentants d'artistes d'athlètes et d'autres personnalités publiques (en partie) et SCIAN 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	11 723	4 721	56	4	16 504
Terre-Neuve	59	23	0	0	82
Île-du-Prince-Édouard	23	11	0	0	34
Nouvelle-Écosse	307	97	3	0	407

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	90	54	0	0	144
Québec	2 451	1 236	30	2	3 719
Ontario	5 675	1 774	17	2	7 468
Manitoba	206	138	0	0	344
Saskatchewan	161	85	0	0	246
Alberta	582	269	2	0	853
Colombie-Britannique	2 153	1 026	4	0	3 183
Territoires	15	8	0	0	23

Incluant les industries suivantes : SCIAN 512110—Production de films et de vidéos ; SCIAN 512120—Distribution de films et de vidéos; SCIAN 512190—Postproduction et autres industries du film et vidéo; SCIAN 711512—Acteurs comédiens et interprètes indépendants (en partie seulement); SCIAN 711513— Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada tableaux sommaires CANSIM 361-0011 361-0016 361-0014 361-0012 et les publications 87-009-X 87-010-X 87F0010X 87F0009X; Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN -5121); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DE LA RADIO

Recettes (2008)	1 969 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	9,1 %
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51511 – Radiodiffusion.	
Population active totale (2006)	42 770
Salariés	41 305*
Indépendants	2 105 (4,9 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	56 %
Femme	44 %
Type d'emploi	
Plein temps	63,1 %
Temps partiel	33,0 %
Sans revenus	3,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	61 734 \$
Temps partiel	35 355 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5151 – Radiodiffusion et télédiffusion.

Toutes les statistiques sur l'emploi et la population active incluent à la fois la radiodiffusion et la télédiffusion. Sont exclues : 7114 – Agents et représentants d'artistes d'athlètes et d'autres personnalités publiques (en partie) et SCIAN 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie).

* Le recrutement pour la radiodiffusion, tel que rapporté par l'enquête sur l'industrie de la radiodiffusion, s'élevait à 13 683 en 2008.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	679	796	13	2	1 491
Terre-Neuve	3	18	0	0	22
Île-du-Prince-Édouard	0	6	0	0	6
Nouvelle-Écosse	13	30	1	0	44
Nouveau-Brunswick	7	34	0	0	41
Québec	147	188	2	2	339

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Ontario	336	258	5	0	599
Manitoba	11	36	0	0	47
Saskatchewan	14	38	0	0	52
Alberta	51	83	3	0	136
Colombie-Britannique	95	100	2	0	197
Territoires	3	5	0	0	8

Incluant les industries suivantes : SCIAN 515110—Radiodiffusion; SCIAN 711513—Écrivains et auteurs indépendants^{CAN} (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada : tableaux sommaires CANSIM 357-0002 et l'industrie de la radiodiffusion 2008 (56-208-X); le recensement 2006 de Statistique Canada (recensement par SCIAN – 5151); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DE LA TÉLÉVISION

Recettes (2008)	6 517 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	8,6 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51512 – Télédiffusion; 51521 – Télévision payante et spécialisée.	
Population active totale (2006)	44 230
Salariés	42 735*
Indépendants	2 160 (4,9 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	56 %
Femme	44 %
Type d'emploi	
Plein temps	63,2 %
Temps partiel	33,0 %
Sans revenus	3,8 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	61 933 \$
Temps partiel	35 282 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5151 – Radiodiffusion et télédiffusion; SCIAN 5152 – Télévision payante et spécialisée. Toutes les statistiques sur l'emploi et la population active dans cette section comprennent les classes nommées ci-avant. Sont exclues : 7114 – Agents et représentants d'artistes d'athlètes et d'autres personnalités publiques (en partie) et SCIAN 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie).

*Le recrutement en télédiffusion, s'appuyant sur l'enquête de la radio- et télé-diffusion ainsi que l'enquête sur les services TV spécialisés, s'élevait en 2008 à 22 094.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	310	278	35	5	629
Terre-Neuve	1	5	0	0	6
Île-du-Prince-Édouard	0	0	0	0	0
Nouvelle-Écosse	6	8	1	1	15

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	2	3	0	0	5
Québec	62	59	7	2	130
Ontario	175	129	18	2	324
Manitoba	8	14	1	0	22
Saskatchewan	4	7	1	0	12
Alberta	18	19	4	0	41
Colombie-Britannique	35	27	3	0	65
Territoires	0	7	0	0	7

Incluant les industries suivantes : SCIAN 515120— Télédiffusion; SCIAN 515210 – Télévision payante et spécialisée; SCIAN 711513— Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada : tableaux sommaires CANSIM 357-0002 et les industries de la télédiffusion 2007 (56-207-X) le recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5151 5152); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DE LA RADIODIFFUSION

Recettes (2008)	10 338 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	7,6 %
Incluant les industries suivantes : SCIAN 517112– Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision.	
Population active totale (2006)	75 790
Salariés	73 145*
Indépendants	945 (1,2 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	58 %
Femme	42 %
Type d'emploi	
Plein temps	70,7 %
Temps partiel	25,4 %
Sans revenus	3,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	66 993 \$
Temps partiel	39 563 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5171 – Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision. Toutes les statistiques sur l'emploi et la population active de cette section se rapportent au SCIAN 5171. Sont exclues : 7114 – Agents et représentants d'artistes d'athlètes et d'autres personnalités publiques (en partie) et SCIAN 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie).

*Le recrutement dans le secteur de la Diffusion d'après l'enquête sur l'industrie de la télédistribution atteignait les 23 149 en 2008.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	345	399	21	5	770
Terre-Neuve	3	5	1	0	9
Île-du-Prince-Édouard	2	3	0	0	5
Nouvelle-Écosse	7	32	2	0	40
Nouveau-Brunswick	4	7	1	1	13
Québec	105	97	3	1	206

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Ontario	125	107	10	3	245
Manitoba	9	16	1	0	25
Saskatchewan	7	18	1	0	27
Alberta	20	33	2	0	56
Colombie-Britannique	61	78	0	0	138
Territoires	2	3	0	0	5

Incluant les industries suivantes : SCIAN 517112— Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision; SCIAN 711512—Acteurs comédiens et interprètes indépendants (en partie seulement); SCIAN 711513—Écrivains et auteurs indépendants^{CAN} (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 353-0003 et l'industrie de la télédistribution 2008 (56-209-X); Recensement 2006 de Statistique Canada (Recensement SCIAN – 5171); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DU CINÉMA, DE LA RADIO, DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIOTÉLÉDIFFUSION

Recettes (2008)	26 147 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	8,7 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 512110—Production de films et de vidéos ; SCIAN 512120—Distribution de films et de vidéos; SCIAN 512190— Postproduction et autres industries du film et vidéo; SCIAN 51511 – Radiodiffusion; SCIAN 51512 – Télédiffusion; 51521 – Télévision payante et spécialisée; SCIAN 517112— Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision.	
Population active totale (2006)	154 218
Salariés	144 970
Indépendants	34 523 (22,1 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	57 %
Femme	43 %
Type d'emploi	
Plein temps	45,6 %
Temps partiel	46,3 %
Sans revenus	8,1 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	59 678 \$
Temps partiel	26 229 \$
Incluant les industries suivantes : SCIAN 5121—Industries du film et de la vidéo; SCIAN 5151 – Radiodiffusion et télédiffusion; SCIAN 5171 – Télécommunications par fil (en partie seulement); SCIAN 7114 – Agents et représentants d'artistes d'athlètes et d'autres personnalités publiques (en partie seulement); SCIAN 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).	

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)					
	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	13 057	6 195	126	16	19 394
Terre-Neuve	66	52	1	0	119
Île-du-Prince-Édouard	26	20	0	0	46
Nouvelle-Écosse	332	166	7	1	507
Nouveau-Brunswick	102	99	1	1	203
Québec	2 766	1 581	42	7	4 395
Ontario	6 310	2 268	51	7	8 636
Manitoba	234	203	2	0	439
Saskatchewan	186	149	2	0	337
Alberta	670	404	11	0	1 085
Colombie-Britannique	2 344	1 231	9	0	3 584
Territoires	20	23	0	0	43

Incluant les industries suivantes : SCIAN 512110—Production de films et de vidéos ; SCIAN 512120—Distribution de films et de vidéos; SCIAN 512190—Postproduction et autres industries du film et vidéo; SCIAN 515110—Radiodiffusion; SCIAN 515120—Télédiffusion; SCIAN 515210 – Télévision payante et spécialisée; SCIAN 517112— Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision^{CAN}; SCIAN 711512—Acteurs comédiens et interprètes indépendants^{CAN} (en partie seulement); SCIAN 711513— Écrivains et auteurs indépendants^{CAN}.

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0011 361-0016 361-0014 361-0012 357-0002 353-0003; Recensement 2006 de Statistique Canada (Recensement SCIAN – 5121 5151 5152 5171 7114 7115); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DE LA MUSIQUE

Recettes (2008)	887,2 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	12,3 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 5122–Industries de l'enregistrement sonore.	
Population active totale (2006)	17 830
Salariés	16 837
Indépendants	6 431 (36,1 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	61 %
Femme	29 %
Type d'emploi	
Plein temps	34,3 %
Temps partiel	55,7 %
Sans revenus	10,0 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	29 663 \$
Temps partiel	12 587 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5122 – Industries de l'enregistrement sonore; SCIAN 7111- Compagnies d'arts d'interprétation (en partie seulement).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	3 086	741	8	1	3 836
Terre-Neuve	21	10	0	0	31
Île-du-Prince-Édouard	8	2	0	0	10
Nouvelle-Écosse	71	13	0	0	84
Nouveau-Brunswick	26	9	0	0	35
Québec	886	220	1	1	1 108
Ontario	1 342	278	5	0	1 625
Manitoba	70	16	0	0	86
Saskatchewan	37	8	0	0	45
Alberta	232	65	1	0	298

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Colombie-Britannique	390	119	1	0	510
Territoires	3	1	0	0	4

Incluant les industries suivantes : SCIAN 512210—Production d'enregistrements sonores; SCIAN 512220 – Production et distribution d'enregistrements sonores de manière intégrée; SCIAN 512240 – Studios d'enregistrement sonore; SCIAN 512290 Autres industries de l'enregistrement sonore; SCIAN 512230 – Éditeurs de musique; SCIAN 711130 – Formations musicales et musiciens^{EU}.

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0005 et les industries de l'enregistrement sonore (87F0008X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5122 7111); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DES ARTS DE LA SCÈNE

Recettes (2008)	1 382 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	6,8 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 7111– Compagnies d'arts d'interprétation.	
Population active totale (2006)	38 614
Salariés	36 363
Indépendants	19 271 (49,7 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	53 %
Femme	47 %
Type d'emploi	
Plein temps	29,3 %
Temps partiel	58,0 %
Sans revenus	12,7 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	17 137 \$
Temps partiel	7 079 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 7111– Compagnies d'arts d'interprétation(en partie seulement); SCIAN 7113 – Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques et sportifs et d'événements similaires (en partie seulement); 7115 – Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	3 916	1 919	31	7	5 873
Terre-Neuve	19	29	0	0	48
Île-du-Prince-Édouard	8	8	0	1	17
Nouvelle-Écosse	50	51	1	0	102
Nouveau-Brunswick	29	35	1	0	65
Québec	1 210	671	8	1	1 890
Ontario	1 634	518	12	5	2 169
Manitoba	68	45	1	0	114

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Saskatchewan	43	40	0	0	83
Alberta	217	145	5	0	368
Colombie-Britannique	628	368	3	0	999
Territoires	9	9	0	0	19

Incluant les industries suivantes : SCIAN 711111 - Compagnies de théâtre (sauf de comédie musicale)^{CAN}; SCIAN 711112 - Compagnies de comédie musicale et d'opéra^{CAN}; SCIAN 711120 - Compagnies de danse^{ÉU}; SCIAN 711190 - Autres compagnies d'arts d'interprétation^{ÉU}; SCIAN 711311 - Exploitants de théâtres et autres diffuseurs d'événements artistiques avec installations^{CAN}; SCIAN 711322 - Festivals sans installations^{CAN}; SCIAN 711512 - Acteurs comédiens et interprètes indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0009 et Arts de la scène (87F0003X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 7111 7113 7115); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DU PATRIMOINE BÂTI

Recettes (2008)	343,2 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	3,2 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 71212 – Lieux historiques et d'intérêt patrimonial; SCIAN 71213 – Jardins zoologiques et botaniques; SCIAN 71219 – Parcs naturels et autres institutions similaires.	
Population active totale (2006)	29 170
Salariés	25 494*
Indépendants	935 (2,1 % de la population active)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	44 %
Femme	56 %
Type d'emploi	
Plein temps	34,8 %
Temps partiel	59,2 %
Sans revenus	5,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	49 094 \$
Temps partiel	15 610 \$
Incluant les industries suivantes : SCIAN 7121–Établissements du patrimoine. Les statistiques sur l'emploi et la population active concernent tous les établissements du patrimoine.	
*L'emploi du sous-secteur du patrimoine bâti s'estimait à 7 580 en 2006 se basant sur le pourcentage des salaires traitements et avantages sociaux comparé à l'identique pour l'ensemble du Patrimoine.	

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	134	568	16	2	720
Terre-Neuve	2	41	0	0	43
Île-du-Prince-Édouard	0	9	0	0	9
Nouvelle-Écosse	2	35	0	0	37

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	4	27	2	0	33
Québec	44	183	5	1	233
Ontario	29	110	5	0	144
Manitoba	7	19	0	0	26
Saskatchewan	7	25	1	0	33
Alberta	15	43	2	0	60
Colombie-Britannique	24	67	1	1	93
Territoires	0	9	0	0	9

Incluant les industries suivantes : SCIAN 712120 – Lieux historiques et d'intérêt patrimonial; SCIAN 712130 – Jardins zoologiques et botaniques^{ÉU}; SCIAN 712190 – Parcs naturels et autres institutions similaires.

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361- 0008 et les établissements du patrimoine (87F0002X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 7121); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DES MUSÉES

Recettes (2008)	851,7 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	1,3 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 71211 – Musées	
Population active totale (2006)	29 170
Salariés	25 494*
Indépendants	935 (2,1 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	44 %
Femme	56 %
Type d'emploi	
Plein temps	34,8 %
Temps partiel	59,2 %
Sans revenus	5,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	49 094 \$
Temps partiel	15 610 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 7121– Établissements du patrimoine. Les statistiques sur l'emploi et la population active concernent tous les établissements du patrimoine.

*L'emploi pour les musées s'estimait à 17 915 en 2006 se basant sur le pourcentage des salaires, traitements et avantages sociaux comparé à l'identique pour l'ensemble du Patrimoine.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	153	787	20	1	961
Terre-Neuve	3	36	0	0	39
Île-du-Prince-Édouard	1	9	0	0	10
Nouvelle-Écosse	6	80	0	0	86
Nouveau-Brunswick	5	30	0	0	35
Québec	27	118	6	0	151
Ontario	62	168	7	1	238

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Manitoba	15	61	0	0	76
Saskatchewan	3	39	1	0	43
Alberta	15	101	3	0	119
Colombie-Britannique	15	134	3	0	152
Territoires	1	11	0	0	12

Incluant les industries suivantes : SCIAN 712111 – Musées d'art publics^{CAN}; SCIAN 712115 – Musées d'histoire et de sciences^{CAN}; SCIAN 712119 – Autres musées^{CAN}.

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0008 et les établissements du patrimoine (87F0002X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 7121); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DES BIBLIOTHÈQUES ET DES ARCHIVES

Recettes (2008)	n/a
Marge bénéficiaire (2008)	n/a
Population active totale (2006)	39 690
Salariés	37 905*
Indépendants	440 (1,1 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	25 %
Femme	75 %
Type d'emploi	
Plein temps	42,8 %
Temps partiel	52,5 %
Sans revenus	4,6 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	47 849 \$
Temps partiel	16 571 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5191– Autres services d'information. Les statistiques sur l'emploi et la population active concernent d'autres services d'information dont les chaînes d'information archives et bibliothèque édition et diffusion Internet les portails/moteurs de recherche Web et autres.

* Les estimations concernant le sous-domaine des archives et des bibliothèques manquent, faute de données disponibles.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	98	794	29	5	926
Terre-Neuve	3	7	1	0	11
Île-du-Prince-Édouard	0	7	0	0	7
Nouvelle-Écosse	1	15	1	0	17
Nouveau-Brunswick	2	21	1	0	24

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Québec	47	113	3	0	163
Ontario	21	279	10	3	313
Manitoba	3	55	0	0	58
Saskatchewan	1	60	4	0	65
Alberta	17	156	1	2	176
Colombie-Britannique	3	65	8	0	76
Territoires	0	16	0	0	16

Incluant les industries suivantes : SCIAN 519121– Bibliothèques; SCIAN 519122– Archives.

Sources : Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5191);
Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DU PATRIMOINE

Recettes (2008)	1 195 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	1,9 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 71211 – Musées; SCIAN 71212 – Lieux historiques et d'intérêt patrimonial; SCIAN 71213 – Jardins zoologiques et botaniques; SCIAN 71219 – Parcs naturels et autres institutions similaires.	
Population active totale (2006)	29 175
Salariés	25 945
Indépendants	935 (2,1 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	44 %
Femme	56 %
Type d'emploi	
Plein temps	34,8 %
Temps partiel	59,2 %
Sans revenus	5,9 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	49 094 \$
Temps partiel	15 610 \$
Incluant les industries suivantes : SCIAN 7121– Établissements du patrimoine. . Les statistiques de l'emploi et de la population active correspondent seulement aux établissements du patrimoine et n'incluent pas les bibliothèques et archives.	

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	385	2 149	65	8	2 607
Terre-Neuve	8	84	1	0	93
Île-du-Prince-Édouard	1	25	0	0	26
Nouvelle-Écosse	9	130	1	0	140
Nouveau-Brunswick	11	78	3	0	92
Québec	118	414	14	1	547
Ontario	112	557	22	4	695

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Manitoba	25	135	0	0	160
Saskatchewan	11	124	6	0	141
Alberta	47	300	6	2	355
Colombie-Britannique	42	266	12	1	321
Territoires	1	36	0	0	37

Incluant les industries suivantes : SCIAN 712111– Musées d'art publics^{CAN}; SCIAN 712115 – Musées d'histoire et de sciences^{CAN}; SCIAN 712119 – Autres musées^{CAN}; SCIAN 712120 – Lieux historiques et d'intérêt patrimonial; SCIAN 712130 – Jardins zoologiques et botaniques^{ÉU}; SCIAN 712190 – Parcs naturels et autres institutions similaires; SCIAN 519121– Bibliothèques^{CAN}; SCIAN 519122– Archives^{CAN}.

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0008 et les établissements du patrimoine (87F0002X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 7121); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DES LIVRES

Recettes (2008)	2 118 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	9,7 %
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51113– Éditeurs de livres.	
Population active totale (2006)	86 797
Salariés	82 746
Indépendants	17 676 (20,4 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	47 %
Femme	53 %
Type d'emploi	
Plein temps	48,9 %
Temps partiel	41,8 %
Sans revenus	10,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	44 151 \$
Temps partiel	15 140 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5111 : Éditeurs de journaux de périodiques de livres et de répertoires et SCIAN 7115 : Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement). Les statistiques sur l'emploi et la population active sont communes à toutes les classes du secteur du livre et des périodiques (c.-à-d. livres, journaux et périodiques ainsi qu'une partie des artistes, auteurs et interprètes indépendants inclus).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	1 586	551	12	4	2 153
Terre-Neuve	5	8	0	0	13
Île-du-Prince-Édouard	2	2	0	0	5
Nouvelle-Écosse	26	13	0	0	40
Nouveau-Brunswick	14	6	0	0	20
Québec	432	201	4	0	637

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Ontario	675	197	6	4	882
Manitoba	21	18	0	0	39
Saskatchewan	12	6	0	0	18
Alberta	139	29	1	0	169
Colombie-Britannique	253	71	1	0	325
Territoires	5	0	0	0	5

Incluant les industries suivantes : SCIAN 511130— Éditeurs de livres^{ÉU}; 711513— Écrivains et auteurs indépendants^{CAN} (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0007 et les éditeurs de livres (87F0004X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5111); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DES JOURNAUX

Recettes (2008)	5 429 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	12,5 %
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51111– Éditeurs de journaux.	
Population active totale (2006)	86 797
Salariés	82 746
Indépendants	17 676 (20,4 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	47 %
Femme	53 %
Type d'emploi	
Plein temps	48,9 %
Temps partiel	41,8 %
Sans revenus	10,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	44 151 \$
Temps partiel	15 140 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5111 : Éditeurs de journaux, de périodiques, de livres et de répertoires et SCIAN 7115 : Artistes, auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement). Les statistiques sur l'emploi et la population active sont communes à toutes les classes du secteur des livres et des périodiques (c.-à-d. incluant livres, journaux et périodiques ainsi qu'une partie des artistes, auteurs et interprètes indépendants).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE - 2009)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1-9)	Moyenne (10-99)	Grande (100+)	Total
Canada	796	1 089	52	12	1 948
Terre-Neuve et Labrador	8	19	1	0	29
Île-du-Prince-Édouard	2	5	0	0	8
Nouvelle-Écosse	14	32	2	1	49

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	8	12	0	1	21
Québec	150	214	4	4	372
Ontario	396	390	28	4	818
Manitoba	18	45	3	0	66
Saskatchewan	27	56	2	0	85
Alberta	61	124	4	2	192
Colombie-Britannique	110	181	8	0	299
Territoires	0	11	0	0	11

Incluant les industries suivantes : SCIAN 511110—Éditeurs de journaux^{EU}; 711513—Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0003 et les écrivains et auteurs indépendants (63-241-X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5111); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

SOUS-DOMAINES DES PÉRIODIQUES

Recettes (2008)	2 394 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	12,3 %
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51112– Éditeurs de périodiques.	
Population active totale (2006)	86 797
Salariés	82 746
Indépendants	17 676 (20,4 % des actifs)
Taux de syndicalisation	nd
Répartition selon le genre	
Homme	47 %
Femme	53 %
Type d'emploi	
Plein temps	48,9 %
Temps partiel	41,8 %
Sans revenus	10,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	44 151 \$
Temps partiel	15 140 \$

Incluant les industries suivantes : SCIAN 5111 : Éditeurs de journaux de périodiques de livres et de répertoires et SCIAN 7115 : Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement). Les statistiques sur l'emploi et la population active sont communes à toutes les classes du secteur des livres et des périodiques (c.-à-d. incluant livres, journaux et périodiques ainsi qu'une partie des artistes, auteurs et interprètes indépendants).

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE - 2009)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1–9)	Moyenne (10–99)	Grande (100+)	Total
Canada	1 854	1 097	24	2	2 978
Terre-Neuve et Labrador	12	14	0	0	26
Île-du-Prince-Édouard	4	5	0	0	9
Nouvelle-Écosse	39	22	1	0	62

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	8	11	0	0	19
Québec	423	256	5	0	684
Ontario	893	479	9	2	1 383
Manitoba	39	36	2	0	77
Saskatchewan	26	10	0	0	36
Alberta	160	96	5	0	261
Colombie-Britannique	251	164	2	0	417
Territoires	1	3	0	0	5

Incluant les industries suivantes : SCIAN 511120—Éditeurs de périodiques^{ÉU};
711513—Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires CANSIM 361-0010 et les éditeurs de livres (87F0005X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5111); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DES LIVRES ET DES PÉRIODIQUES

Recettes (2008)	9 941 millions de \$
Marge bénéficiaire (2008)	11,9 % (moyenne pondérée des composantes industrielles)
Incluant les industries suivantes : SCIAN 51111 – Éditeurs de journaux SCIAN 51112– Éditeurs de périodiques SCIAN 51113– Éditeurs de livres.	
Population active totale (2006)	86 797
Salariés	82 746
Indépendants	17 676 (20,4 % des actifs)
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	47 %
Femme	53 %
Type d'emploi	
Plein temps	48,9 %
Temps partiel	41,8 %
Sans revenus	10,2 %
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	44 151 \$
Temps partiel	15 140 \$
Incluant les industries suivantes : SCIAN 5111 : Éditeurs de journaux de périodiques de livres et de répertoires et SCIAN 7115 : Artistes auteurs et interprètes indépendants (en partie seulement).	

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE - 2009)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1–9)	Moyenne (10–99)	Grande (100+)	Total
Canada	4 236	2 737	88	18	7 079
Terre-Neuve et Labrador	25	41	1	0	67
Île-du-Prince-Édouard	8	13	0	0	21
Nouvelle-Écosse	79	67	3	1	150

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Nouveau-Brunswick	30	28	0	1	59
Québec	1 004	671	13	4	1 692
Ontario	1 964	1 066	43	10	3 084
Manitoba	79	99	5	0	183
Saskatchewan	65	73	2	0	139
Alberta	360	249	10	2	621
Colombie-Britannique	615	416	11	0	1 042
Territoires	7	15	0	0	21

Incluant les industries suivantes : SCIAN 511110 – Éditeurs de journaux^{ÉU}; SCIAN 511120—Éditeurs de périodiques^{ÉU}; SCIAN 511130 – Éditeurs de livres^{ÉU}; 711513—Écrivains et auteurs indépendants (en partie seulement).

Sources : Statistique Canada - tableaux sommaires with CANSIM 361-0003 361-0007 361-0010 et les éditeurs de livres (87F0004X); les éditeurs de journaux (63-241-X); les éditeurs de périodiques (87F0005X); Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN – 5111 7115); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DES ARTS VISUELS ET DES MÉTIERS D'ART

Recettes (2008)	Nd
Marge bénéficiaire (2008)	Nd
Population active totale (2006)	Nd
Salariés	Nd
Indépendants	Nd
Taux de syndicalisation	Nd
Répartition selon le genre	
Homme	Nd
Femme	Nd
Type d'emploi	
Plein temps	Nd
Temps partiel	Nd
Sans revenus	Nd
Revenu moyen (2005)	
Plein temps	Nd
Temps partiel	Nd

Le domaine des arts visuels et des métiers d'art ne peut pas être référencé précisément pour l'analyse statistique sur l'emploi et la population active puisqu'il ne comporte qu'une partie minime du SCIAN 4539 – Autres magasins de détail divers^{ÉU} et du SCIAN 7115 - Artistes, auteurs et interprètes indépendants.

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE - 2009)

	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1–9)	Moyenne (10–99)	Grande (100+)	Total
Canada	1 753	874	0	0	2 627
Terre-Neuve et Labrador	13	16	0	0	29
Île-du-Prince-Édouard	4	1	0	0	5
Nouvelle-Écosse	33	17	0	0	50
Nouveau-Brunswick	26	17	0	0	43
Québec	403	216	0	0	619

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Ontario	671	274	0	0	945
Manitoba	35	16	0	0	51
Saskatchewan	38	17	0	0	55
Alberta	174	96	0	0	270
Colombie-Britannique	348	197	0	0	545
Territoires	8	7	0	0	15

Incluant les industries suivantes : SCIAN 453920— Marchands d'oeuvres d'art^{ÉU};
 SCIAN 711511— Artistes indépendants art visuels^{CAN}.

Sources : Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

DOMAINE DES MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS (MNI)

Recettes (2008)	4 800 millions de \$ (3 800 millions de \$ des recettes MIN)				
Marge bénéficiaire (2008)	nd				
Les statistiques indiquées concernant les recettes, l'emploi et le revenu moyen concernant le domaine du MNI proviennent directement du <i>Profil de l'industrie interactive canadienne 2008</i> élaborée par l'Alliance interactive canadienne (CIAIC).					
Population active totale (2008)	Nd				
Salariés	52 489 ETP (Equivalent Plein Temps)				
Indépendants	8 138 (15,5 % - pourcentage des sous-traitants et indépendants sur les ETP)				
Taux de syndicalisation	Nd				
Répartition selon le genre					
Homme	Nd				
Femme	Nd				
Type d'emploi					
Plein temps	85,9 % (Employés seulement – Indépendants et sous-traitants exclus)				
Temps partiel	14,1 % (Employés seulement – Indépendants et sous-traitants exclus)				
Sans revenus	Nd				
Revenu moyen (2008)					
Plein temps	49 296 \$ (Employés seulement – Indépendants et sous-traitants exclus)				
Temps partiel	Nd				
NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS (PAR TAILLE ET PROVINCE - 2009)					
	Indéterminée (propriétaire unique ou familial)	Petite (1–9)	Moyenne (10–99)	Grande (100+)	Total
Canada	4 465	2 918	37	4	7 424
Terre-Neuve et Labrador	13	11	0	0	24

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

Île-du-Prince-Édouard	6	5	0	0	11
Nouvelle-Écosse	48	30	1	0	79
Nouveau-Brunswick	24	21	1	0	47
Québec	776	586	8	1	1 371
Ontario	2 441	1 487	17	2	3 948
Manitoba	51	42	0	0	93
Saskatchewan	38	26	0	0	64
Alberta	539	356	4	0	898
Colombie-Britannique	528	350	6	1	885
Territoires	3	2	0	0	5

Incluant les industries suivantes : SCIAN 541510 – Conception de systèmes informatiques et services connexes^{MEX} (en partie seulement); SCIAN 511210 – Éditeurs de logiciels (en partie seulement); SCIAN 518210 – Traitement de données hébergement de données et services connexes (en partie seulement). Pour en savoir plus sur la manière dont les pourcentages en MNI ont été calculés, vous réferez à la mention MNI de la section 5.2 du présent rapport.

Sources : Alliance interactive canadienne *Canadian Interactive Industry Profile* 2008 février 2009; Recensement 2006 de Statistique Canada (recensement SCIAN—5415 5112 5182); Registre des entreprises de Statistique Canada - juin 2009.

ANNEXE E DÉTAILS DES DÉPENSES D'EXPLOITATION PAR PROVINCE

CINÉMA, RADIO, TÉLÉVISION ET RADIOTÉLÉDIFFUSION

CINÉMA, TÉLÉVISION ET PRODUCTION VIDÉO				
	Revenus d'exploitation (2007 en millions de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007 en millions de \$)	Charges d'exploitation (2007 en millions de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Terre-Neuve et Labrador	4,3	1,2	3,8	11,1
Île-du-Prince-Édouard	1,2	0,3	1,2	0,1
Nouvelle-Écosse	53,8	16,5	53,7	0,3
Nouveau-Brunswick	14,5	5,3	19,3	-32,5
Québec	785,3	144,2	739,5	5,8
Ontario	1 845,0	402,2	1 902,8	-3,1
Manitoba	36,6	10,7	42,7	-16,5
Saskatchewan	42,1	9,2	37,3	11,5
Alberta	95,2	25,7	98,8	-3,8
Colombie-Britannique	631,1	160,4	624,8	1,0
Canada	3 510,9	775,7	3 525,2	-0,4

Source : Statistique Canada 63F0002XIB (Télévision et production vidéo 2007), juillet 2009.

DISTRIBUTION DE FILMS ET DE VIDÉOS				
	Revenus d'exploitation (2007, 000 \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, 000 \$)	Charges d'exploitation (2007, 000 \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Québec	247 912	234 860	18 959	5,3
Ontario	1 336 277	1 087 574	76 408	18,6
Canada	1 729 894	1 460 226	96 348	15,6

Source : Statistique Canada 87F0010X (Distribution de films et de vidéos 2007, tableaux des statistiques), mai 2009.

POSTPRODUCTION DE FILMS, DE TÉLÉVISION ET DE VIDÉOS

	Revenus d'exploitation (2007, 000 \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, 000 \$)	Charges d'exploitation (2007, 000 \$)	Net Marge bénéficiaire (%)
Nouvelle-Écosse	2 394	780	1 684	29,6
Québec	323 231	77 623	299 283	7,4
Ontario	391 842	115 135	347 327	11,4
Manitoba	511	129	430	15,9
Saskatchewan	2 589	1 155	2 290	11,5
Alberta	8 253	3 550	7 222	12,5
Colombie- Britannique	90 723	41 304	92 746	-2,2
Canada	820 426	239 594	751 876	8,4

Source : Statistique Canada 87-009-X (Postproduction de films, de télévision et de vidéos 2007), février 2009.

LES ÉTABLISSEMENTS DE TÉLÉDISTRIBUTION

	Revenus d'exploitation (2008 en millions de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008 en millions de \$)	Charges d'exploitation (2008 en millions de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	558 764	82 233	434 604	4,9
Québec	1 965 102	305 808	1 652 166	15,9
Ontario	3 310 750	457 042	2 826 151	14,6
L'Ouest canadien	2 429 078	396 332	2 073 261	14,6
Canada	8 286 490	1 246 055	7 104 444	14,3

Note : le tableau 3.6.1.4 rapporte les revenus des établissements de télédiffusion câble et satellite alors que le tableau ci-dessus ne se réfère qu'aux câblodistributeurs.

Source : Statistique Canada 56-209-X (Industrie de la télédistribution 2008), décembre 2009.

LES ÉTABLISSEMENTS DE TÉLÉDIFFUSION				
	Revenus d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	75 494	26 735	92 119	-26,6
Québec	460 909	165 452	447 796	0,0
Ontario	907 864	201 192	951 177	-5,6
L'Ouest canadien	703 149	188 042	700 789	-2,2
Canada—conventional	2 147 417	581 421	2 191 880	-4,0
Canada—total TV	6 517 631	1 680 112	5 964 220	8,1

Note : Seule la TV privée générale, comptant pour 32,9 % du marché total, est disponible par région (à l'exclusion de la télévision non commerciale et publique, des services payants et spécialisés).

Source : Statistique Canada 56-207-X (Industries de la télédiffusion 2008), juillet 2008.

LES ÉTABLISSEMENTS DE RADIODIFFUSION				
	Revenus d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Total - Canada	1 968 758	835 189	1 699 406	18,0
Public - Canada	373 423	196 607	440 602	1,0

LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DE DIFFUSION				
	Revenus d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada	1 595 335	638 581	1 258 803	22,0
Atlantique	98 522	41 823	80 055	10,6
Québec	281 084	117 437	237 669	23,3
Ontario	585 979	225 536	445 440	25,4
Manitoba	57 726	25 419	48 532	18,8
Saskatchewan	74 464	35 403	68 601	6,1
Alberta	271 152	103 138	202 104	22,8
C.B. et Territoires	226 408	89 825	176 402	21,8

Source : Statistique Canada 56-208-X (Industrie de radiodiffusion 2008) août 2009.

MUSIQUE

**RENDEMENT EN PRODUCTION DE DISQUES ET EN PRODUCTION
INTÉGRÉE DE DISQUES ET RENDEMENT DES ÉTABLISSEMENTS
DE DISTRIBUTION**

	Revenus d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	4 200	437	3 500	15,2
Québec	109 400	12 600	101 400	7,4
Ontario	501 100	65 300	435 200	13,1
Prairies	21 200	3 000	17 200	19,1
Colombie- Britannique	47 100	4 200	47 900	-1,6
Canada	683 000	85 500	605 200	11,4

Source : Statistique Canada 87F0008X (Enregistrement sonore et édition de musique 2007) juin 2009.

ÉDITION DE MUSIQUE

	Revenus d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada	134 500	22 100	123 000	8,6

Note : Détail par région non disponible.

Source : Statistique Canada 87F0008X (Édition de musique et enregistrement sonore 2007) juin 2009.

LES ÉTABLISSEMENTS D'ENREGISTREMENT SONORE

	Revenus d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	3 200	400	2 900	10,7
Québec	22 700	4 300	19 400	14,6
Ontario	41 600	8 400	33 700	19,0
Prairies	6 200	1 100	5 200	15,9
Colombie- Britannique	30 600	5 800	26 900	12,2
Canada	104 400	20 100	88 100	15,6

Source : Statistique Canada 87F0008X (Édition de musique et enregistrement sonore 2007) juin 2009.

ARTS DE LA SCÈNE

ARTS DE LA SCÈNE (TOUTES LES INDUSTRIES)				
	Revenus d'exploitation (2008 en millions de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008 en millions de \$)	Charges d'exploitation (2008 en millions de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Terre-Neuve et Labrador	9,4	2,5	8,7	7,4
Nouvelle-Écosse	19,3	5,0	18,1	6,6
Nouveau-Brunswick	8,2	2,7	8,1	2,0
Québec	487,0	151,0	465,4	4,4
Ontario	539,7	168,4	502,7	6,9
Manitoba	43,3	14,7	40,7	6,2
Saskatchewan	14,2	5,0	12,9	9,0
Alberta	112,8	32,8	108,8	3,6
Colombie- Britannique	145,8	28,8	120,7	17,2
Canada	1 381,6	411,7	1 287,7	6,8

Source : Statistique Canada les Arts de la scène statistiques sommaires (tableau CANSIM 361-00091), mars 2010.

PATRIMOINE

LES ÉTABLISSEMENTS DU PATRIMOINE (TOUTES LES INDUSTRIES)				
	Revenus d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Terre-Neuve et Labrador	15 218	7 320	14 813	2,7
Île-du-Prince- Édouard	3 037	1 569	2 962	2,5
Nouvelle-Écosse	22 567	10 766	22 572	0,0
Nouveau-Brunswick	13 461	7 085	12 843	4,6
Québec	321 351	131 880	321 164	0,1
Ontario	477 994	214 234	466 627	2,4
Manitoba	25 460	12 320	24 332	4,4
Saskatchewan	24 571	9 984	22 208	9,6
Alberta	101 559	46 640	102 570	-1,0
Colombie- Britannique	163 922	71 285	157 882	3,7
Canada	1 172 496	514 122	1 150 764	1,9

Source : Statistique Canada 87F0002X (les établissements du patrimoine - tableaux de données 2006), avril 2008.

LIVRES ET PÉRIODIQUES

ÉDITEURS DE LIVRES				
	Revenus d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2007, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Terre-Neuve e Labrador	2 885	2 466	776	14,5
Nouvelle-Écosse	6 536	6 265	1 131	4,1
Nouveau-Brunswick	4 927	4 874	2 798	1,1
Québec	620 897	558 686	98 580	10,0
Ontario	1 362 617	1 191 806	268 444	12,5
Manitoba	5 934	5 987	1 516	-0,9
Alberta	40 977	38 990	12 259	4,8
Colombie-Britannique	79 403	74 133	19 810	6,6
Canada	2 125 733	1 884 842	405 758	11,3

Source : Statistique Canada 87F0004X (les éditeurs de livres 2007), avril 2009.

ÉDITEURS DE PÉRIODIQUES				
	Revenus d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2008, en milliers de \$)	Charges d'exploitation (2008, en milliers de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	45 370	13 088	41 997	7,4
Québec	531 256	97 666	454 845	14,4
Ontario	1 390 386	387 525	1 265 070	9,0
Prairies	247 582	64 348	178 735	27,8
C.B. et Territoires	179 772	59 448	159 489	11,3
Canada	2 394 366	622 074	2 100 136	12,3

Source : Statistique Canada 63F0005X (Édition de périodiques 2008), février 2010.

ÉDITEURS DE JOURNAUX				
	Revenus d'exploitation (2007 en millions de \$)	Salaires, traitements et avantages sociaux (2007 en millions de \$)	Charges d'exploitation (2007 en millions de \$)	Marge bénéficiaire nette (%)
Canada Atlantique	259	100	229	11,5
Québec	1 008	361	843	16,3
Ontario	2 254	728	2 084	7,5
Les provinces de l'Ouest et Territoires	1 816	595	1 400	22,9
Canada	5 338	1 783	4 557	14,6

Source : Statistique Canada 63-241-X (les éditeurs de journaux 2007), juin 2009.

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS (MNI)

MÉDIAS NUMÉRIQUES INTERACTIFS				
2008 en millions de \$	Établissements (nombre d'entreprises)	Revenu brut total	Revenu MNI	Emploi (ETP)
Canada Atlantique	60	100	80	1 000
Québec	500	1 100	950	12 000
Ontario	1 000	1 400	1 150	16 000
Prairies	500	600	450	5 000
C.B.	900	1 300	1 100	15 600
Canada	2 960	4 700	3 800	52 489

Note : la somme des régions n'est pas forcément égale au total national puisque le rapport n'a fourni que des statistiques approximatives dont les nombres rapportés dans ce tableau représentent le point milieu.

Source : l'Alliance interactive canadienne (CIAIC) - *Profil de l'industrie numérique canadienne 2008*.

ANNEXE F POPULATION ACTIVE PAR PROVINCE ET SELON LA PROFESSION (RECENSEMENT 2006)

CTP	Titres	T.-N.-L.	Î.-P.-É	N.É.	N.B.	Qc	Ont.
	Professions en production créative et artistique	2 045	800	6 550	3 590	66 340	121 160
C051	Architectes	55	30	265	130	3 885	5 200
C052	Architectes paysagistes	0	0	35	15	315	765
C152	Designers industriels	10	0	70	90	3 180	4 630
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	160	90	610	430	5 340	11 085
F022	Révisseurs / réviseuses, rédactrices-réviseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	110	35	415	140	3 890	7 605
F023	Journalistes	160	45	395	300	4 255	4 835
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	105	70	460	155	6 930	9 180
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	15	15	95	30	450	1 115
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	350	125	970	415	6 600	13 905
F034	Danseuses / danseurs	75	15	145	70	1 290	3 060
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	105	0	230	60	2 260	4 250
F036	Peintres, sculpteurs / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	105	55	545	255	3 680	6 945
F121	Photographes	165	90	375	175	2 460	5 740
F132	Autres artistes de spectacle	35	0	45	0	950	1 585
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustreurs	320	135	955	675	10 315	24 290
F142	Designers d'intérieur	35	10	170	140	3 290	5 990
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	25	10	145	50	4 145	4 275
F144	Artisanes / artisans	215	75	625	460	3 105	6 705

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	190	50	605	280	3 430	6 535
F011	Bibliothécaires	170	40	430	205	1 960	5 180
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	10	0	120	20	280	815
F013	Archivistes	10	10	55	55	1 190	540
	Professions en gestion culturelle	510	240	1 515	1 305	6 440	14 390
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	40	20	130	115	795	1 315
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	85	50	205	80	1 760	4 750
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	385	170	1 180	1 110	3 885	8 325

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

CTP	Titres	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Territoires	Total
	Professions en production créative et artistique	7 665	5 195	26 115	47 060	915	287 435
C051	Architectes	355	115	1 340	2 555	35	13 965
C052	Architectes paysagistes	45	0	155	275	10	1 615
C152	Designers industriels	210	75	900	1 080	0	10 245
F021	Auteures / auteurs, rédactrices / rédacteurs et écrivaines / écrivains	495	420	1 945	4 375	60	25 010
F022	Révisseuses / réviseurs, rédactrices-révisseuses / rédacteurs-réviseurs et chefs du service des nouvelles	460	215	1 305	2 005	40	16 220
F023	Journalistes	385	425	1 145	1 300	80	13 325
F031	Productrices / producteurs, réalisatrices / réalisateurs, chorégraphes et personnel assimilé	430	360	1 295	3 555	110	22 650
F032	Chefs d'orchestre, compositrices / compositeurs et arrangeuses / arrangeurs	50	30	185	320	0	2 305
F033	Musiciennes / musiciens et chanteuses / chanteurs	1 245	910	3 510	6 015	45	34 090
F034	Danseuses / danseurs	235	135	970	1 260	0	7 255
F035	Actrices / acteurs et comédiennes / comédiens	240	175	565	2 425	25	10 335
F036	Peintres, sculpteuses / sculpteurs et autres artistes des arts visuels	525	355	1 695	4 025	130	18 315
F121	Photographes	445	265	1 515	2 070	40	13 340
F132	Autres artistes de spectacle	80	20	340	345	0	3 400
F141	Designers graphiques et illustratrices / illustrateurs	1 420	935	5 055	7 690	100	51 890
F142	Designers d'intérieur	285	90	1 875	2 475	0	14 360
F143	Ensemblières / ensembliers de théâtre, dessinatrices / dessinateurs de mode, conceptrices / concepteurs d'expositions et autres conceptrices / concepteurs artistiques	220	135	745	1 655	10	11 415
F144	Artisanes / artisans	540	535	1 575	3 635	230	17 700
	Professions en conservation et préservation du Patrimoine	580	625	1 600	2 230	95	16 220
F011	Bibliothécaires	470	520	1 235	1 725	60	11 995
F012	Restauratrices / restaurateurs et conservatrices / conservateurs	40	65	225	290	35	1 900
F013	Archivistes	70	40	140	215	0	2 325

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

	Professions en gestion culturelle	1 220	730	2 960	3 980	140	33 430
A341	Directrices / directeurs de bibliothèque, d'archives, de musée et de galerie d'art	80	95	380	645	45	3 660
A342	Directrices / directeurs - édition, cinéma, radiotélédiffusion et arts de la scène	325	235	885	1 255	55	9 685
B413	Correspondanciers et d'autres commis à l'information	815	400	1 695	2 080	40	20 085

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

CTP	Titres	T.-N.-L.	Î.-P.-É	N.É.	N.B.	Qc	Ont.
	Professions techniques et d'exploitation	1 685	560	4 715	2 895	63 920	69 100
B551	Commis de bibliothèque	75	15	335	115	2 895	4 460
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	45	25	170	105	2 180	2 775
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	70	65	220	190	4 725	4 530
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	60	50	55	50	2 600	2 930
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	250	25	650	460	10 590	9 560
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	325	140	860	585	10 850	14 985
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	45	20	155	265	8 485	4 840
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	280	60	655	390	2 615	5 710
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	210	50	495	175	1 060	1 905
F122	Cadreuses / cadreurs de films et cadreuses / cadreurs vidéo	25	10	115	85	1 280	1 875
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	45	0	55	40	5 350	1 110
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	20	0	85	45	540	1 160
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	40	30	270	65	2 695	4 250
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	50	10	215	65	3 785	3 160
F127	Personnel de soutien du cinéma la radiotélédiffusion et des arts de la scène	25	25	145	50	1 190	2 820
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	120	35	220	210	2 295	2 800

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	0	0	15	0	785	230
	Toutes les professions du secteur culturel	4 430	1 650	13 385	8 070	140 130	211 185
	Toutes professions confondues	248 680	75 210	476 125	382 965	4 015 200	6 587 580

CONSEIL DES RESSOURCES HUMAINES DU SECTEUR CULTUREL

CTP	Titres	Man.	Sask.	Alb.	C.B.	Terri- toires	Total
	Professions techniques et d'exploitation	5 425	4 515	19 595	26 155	910	199 475
B551	Commis de bibliothèque	255	435	1 275	1 410	20	11 290
B552	Correspondancières / correspondanciers, commis aux publications et personnel assimilé	195	135	305	610	0	6 545
C125	Techniciennes / techniciens et spécialistes de l'aménagement paysager et de l'horticulture	365	295	1 215	2 295	20	13 990
C151	Technologues et techniciennes / techniciens en architecture	105	120	1 065	1 155	10	8 200
C153	Technologues et techniciennes / techniciens en dessin	990	710	5 930	4 310	40	33 515
F024	Professionnelles / professionnels des relations publiques et des communications	860	830	3 290	3 960	220	36 905
F025	Traductrices / traducteurs, terminologues et interprètes	340	105	475	1 285	225	16 240
F111	Techniciennes / techniciens et assistantes / assistants dans les bibliothèques et les services d'archives	695	730	2 015	2 235	85	15 470
F112	Personnel technique des musées et des galeries d'art	175	265	620	635	70	5 660
F122	Cadreuses / cadreurs de films et cadreuses / cadreurs vidéo	130	95	290	880	20	4 805
F123	Techniciennes / techniciens en graphisme	135	75	255	490	0	7 555
F124	Techniciennes / techniciens en radiotélédiffusion	100	80	300	360	20	2 710
F125	Techniciennes / techniciens en enregistrement audio et vidéo	265	135	705	1 360	25	9 840
F126	Autre personnel technique et personnel de coordination du cinéma, de la radiotélédiffusion et des arts de la scène	235	90	530	2 235	20	10 395
F127	Personnel de soutien du cinéma la radiotélédiffusion et des arts de la scène	245	110	430	1 750	25	6 815
F131	Annonceuses / annonceurs et autres communicatrices / communicateurs de la radio et de la télévision	325	305	845	1 075	110	8 340

RAPPORT SUR L'INFORMATION SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

F145	Patronnières / patronniers de produits textiles, d'articles en cuir et en fourrure	10	0	50	110	0	1 200
	Toutes les professions du secteur culturel	14 890	11 065	50 270	79 425	2 060	536 560
	Toutes professions confondues	611 280	524 305	1 942 820	2 226 385	55 580	17 146 130

ANNEXE G COMITÉ DE DIRECTION

Louise Boucher

Conseil québécois des ressources humaines en culture

Doug Broadfoot

CBC

Bernard M. Burton

Alliance métiers d'arts

Sandy Crawley

Periodical Writers Association of Canada

Kathleen De Long

Association canadienne des bibliothèques

Patricia Feheley

Association des marchands d'art du Canada

Kevin Hanson

Canadian Publishers' Council and Simon & Schuster Canada

Al Hirsch

NextGenLeaders

Richard Hornsby

University of New Brunswick Centre for Musical Arts

Ian Kelso

Interactive Ontario

Chris Knight

Knight Entreprises

Marie-Thérèse Landry

Conseil provincial de sociétés culturelles

Don Leclair

PEI Cultural Human Resources Sector Council

Duncan McKie

Canadian Independent Music Association

Mark Melymick

Alliance of Canadian Cinema, Television and Radio Artists

Peter Murdoch

Communications, Energy and Paperworkers Union of Canada (CEP)

Barbara Nepinak

Représentation autochtone

Pierre Proulx

Alliance numérique

Thom Sparling

Arts & Cultural Industries Association of Manitoba

Lucy White

Professional Association of Canadian Theatres

Diane Williamson

Digital Wizards

Alain Pineau

Conférence canadienne des arts